

LES DIVERSES
CONCEPTIONS JURIDIQUES
DES DROITS DE L'ÉTAT
EN MATIÈRE SUCCESSORALE
DEPUIS LE CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 19 Mai 1928, à 3 heures

PAR

JEAN MAS

Avocat stagiaire à la Cour

Attaché au Parquet de Bordeaux

BORDEAUX
IMPRIMERIE J. BIÈRE
18, rue du Peugue, 18

1928

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

LES DIVERSES
CONCEPTIONS JURIDIQUES
DES DROITS DE L'ÉTAT
EN MATIÈRE SUCCESSORALE
DEPUIS LE CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 19 Mai 1928, à 3 heures



PAR

JEAN MAS

Avocat stagiaire à la Cour
Attaché au Parquet de Bordeaux

BORDEAUX
IMPRIMERIE J. BIÈRE
18, rue du Peugue, 18

1928

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Professeurs honoraires : MM. SAUVAIRE-JOURDAN, $\odot$ I.; BARDE
 $\ast$. $\odot$ I.; LESCURE $\ast$. $\odot$ A. ; de Bæck, $\ast$. $\odot$ I, NOAILLES.

MM. DUGUIT, O. $\ast$, $\odot$ I., *Doyen*, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

BENZACAR, $\odot$ I., professeur d'*Economie politique*.

FERRON, $\odot$ I, Assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU, $\odot$ I., professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit privé* et d'un cours d'*Histoire du droit public* (Diplômes d'études supérieures).

MARIA, $\odot$ I., professeur de *Droit romain*.

MARGAT, $\odot$ I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *droit international privé* (3^e année).

BONNECASE. $\odot$ I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE, $\odot$ A. $\ast$, professeur de *Droit civil*.

VIZIOZ, $\odot$ A., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).

BONNARD, $\odot$ I., professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).

POPLAWSKI, $\odot$ A., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

BOYÉ, professeur de *Droit romain*.

MOUNIER, $\odot$ A., professeur d'*Economie politique* et chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).

BIBIÉ, $\ast$, $\ast$, professeur de *Droit international public*.

REGLADE, professeur sans chaire, chargé d'un cours de *droit international public* (Licence) et d'un cours de *Droit international public* (Diplôme d'études supérieures).

GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé, chargé d'un cours de *légalisation financière* (3^e année) et d'un cours d'*économie politique*, (diplôme d'études supérieures) et d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

LABORDE LACOSTE, $\odot$ A., professeur à la Faculté de Droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), et des cours de *Droit civil* (Capacité).

M. BEAUDUN, $\odot$ I., *secrétaire*.

Mme COSTES, *secrétaire-adjointe*.

M. SALINGARDES, $\odot$ I., *bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. VIZIOZ, professeur *Président*

MARGAT, professeur

POPLAWSKI, *agrégé*

} *Suffragants*

INTRODUCTION

A une époque où, conséquence d'une guerre sans précédent, les budgets des Etats sont grevés de charges écrasantes, où les questions financières priment toutes les autres, n'est-il pas opportun de se demander quels sont les droits de l'Etat sur le patrimoine des particuliers et principalement dans le domaine des successions ?

Deux manières se présentent pour l'Etat de recueillir une part des successions qui viennent à s'ouvrir : d'abord il perçoit un impôt, simple droit de mutation, qui ne devait pas à l'origine dépasser les revenus d'une année¹, et qui, sous l'influence des nécessités budgétaires toujours plus pressantes, est devenu un impôt progressif doublé d'une taxe successorale, et en second¹ lieu il recueille les successions auxquelles aucun successible ne se présente.

C'est ce deuxième mode d'intervention de l'Etat qui fera l'objet de notre étude ; il est prévu par l'article 768 du Code civil, ainsi conçu : « A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat ».

Mais à quel titre l'Etat se présente-t-il pour la recueillir ? Cette question a fait naître des théories divergentes : d'après une première opinion, l'Etat recueillerait les successions auxquelles ne se présente aucun successible, en vertu d'un principe général qui lui attribue les biens vacants et sans maître : cette théorie dominante pendant la plus grande partie du XIX^e siècle et qui compte encore aujourd'hui de nombreux partisans fut battue en brèche durant quelques années en jurisprudence par une théorie soutenue par l'Ad-

1. Loi sur l'enregistrement du 22 frimaire an VII.

ministration de l'Enregistrement, qui ne devait pas prévaloir.

Au début du xx^e siècle, sous l'influence des transformations économiques et sociales, allait naître une nouvelle théorie, qui voyait dans l'Etat un successeur ordinaire, de même nature que le conjoint survivant : cette conception, née à l'occasion de la deshérence, ne laisse plus de place à cette notion, elle la fait disparaître : toute personne ayant désormais un successeur éventuel, à savoir : l'Etat.

Mais jusqu'ici, il ne vient qu'au dernier rang des successibles, qu'à défaut d'héritier du sang et de conjoint survivant : au cours de ces dernières années, certaines propositions de loi, se prévalant de cette nouvelle qualité de successeur, ont essayé de faire franchir à l'Etat une étape décisive en voulant faire de lui un *héritier réservataire* : nous sommes loin alors de notre point de départ et même de l'Etat successeur, en vertu de la deshérence : l'Etat n'est plus le dernier en rang parmi les successibles, mais il vient parallèlement, sur le même plan que les héritiers du sang. En face de la réserve familiale, se dresse une réserve sociale, procédant d'une conception nouvelle du droit successoral et de son fondement.

C'est cette évolution extensive du droit de l'Etat en matière successorale que nous nous proposons de retracer, évolution qui reflète, du reste celle des notions d'Etat, de propriété et de famille, auxquelles elle est intimement liée. Nous étudierons tour à tour l'origine, le développement doctrinal et jurisprudentiel de chacune des théories précitées, nous verrons ensuite les conséquences qu'elles sont susceptibles d'entraîner quant au fondement même de notre droit successoral.

Pour la commodité de l'exposé, nous adopterons la division suivante :

PREMIERE PARTIE.

Les théories de la déshérence.

Chapitre I. — Théorie d'après laquelle l'Etat est considéré comme recueillant les biens en déshérence, à titre de biens vacants et sans maître.

Chapitre II. — Théorie de l'Etat propriétaire éminent.

Chapitre III. — Théorie de l'Etat successeur.

DEUXIÈME PARTIE.

Théorie de l'Etat héritier réservataire.

Chapitre I. — Origines. — De la dette sociale à la réserve sociale.

Chapitre II. — Les propositions de loi.

§ 1. — **Proposition Bokanowski.**

§ II. — **Proposition Ernest Lafont.**

§III. — **Proposition Palmade.**

Chapitre II. — Appréciation critique.

Conclusion.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

Les théories de la déshérence

Avant d'étudier les diverses théories sur la nature du droit de déshérence, il convient de donner une définition sur le sens précis à donner à ce mot.

Le terme déshérence était inconnu en Droit Romain, bien que l'idée qu'il exprime de nos jours fût familière aux jurisconsultes de cette époque : il a été forgé par nos juristes de l'Ancien Droit, qui, de deux mots latins, *deest heres*, ont fait déshérence.

Bacquet, qui le premier a consacré un chapitre au droit de déshérence dans son *Traité du Domaine*¹ nous dit : « C'est l'hérédité et succession d'un homme, qui n'a institué aucun héritier, ni laissé aucun de son lignage habile selon les lois de France et coutumes des lieux à lui succéder ». Laurière², Denizart³, Pothier⁴ ont donné des définitions qui ne sont pas sans valeur ; mais, selon nous, elles ont le défaut de ne pas marquer suffisamment la différence qui sépare la succession en déshérence de la succession vacante. Aubry et

1. Bacquet, *Traité du domaine* — Du Droit de déshérence, chap. I, n° 1.

2. Eusèbe de Laurière, *Glossaire du Droit français*. V. Déshérence éd. de 1704 : « C'est le défaut d'héritier et l'hérédité et succession de celui qui est décédé intestat, et n'a délaissé aucun hoir de lui ou de son lignage habile à lui succéder par les lois et coutumes de France, tellement que ses biens sont vacants et appartiennent au fisc du Roi. ou au seigneur haut justicier. »

3. Denizart, *Collection de décisions nouvelles et de notes relatives à la jurisprudence*, t. VI. Paris 1787 ; V. Déshérence : « La déshérence, à proprement parler, est la vacance des biens d'un défunt qui ne laisse aucun héritier apparent. »

4. Pothier, *Traité des fiefs*, t. II, chap. VI § n° 1 p. 66 ; éd. de 1776 : « Le droit de déshérence est une espèce de succession, du seigneur, aux biens qu'un défunt, qui n'a point laissé d'enfants, avait dans l'étendue de sa justice. »

Rau¹; l'ont fait remarquer : la deshérence ne résulte pas de cela seul qu'il n'existe ni parents légitimes, ni enfants naturels, ni conjoint survivant, elle n'est pas subordonnée à la preuve de ce fait; mais elle dépend d'une double condition « qu'il ne se présente pour réclamer l'hérédité, aucun successeur d'un rang préférable à celui de l'Etat et que ce dernier demande à la recueillir ».

Donc, la deshérence se différencie de la vacance par la manifestation de volonté qu'elle nécessite de la part de l'Etat en vue de recueillir une succession à laquelle personne ne se présente. Elle est, pour employer une expression chère aux auteurs modernes, un état de droit, tandis que la vacance est un état de fait : celui d'une succession abandonnée que personne pas même l'Etat ne recueille, ni n'administre.

Ainsi définirons-nous la deshérence : l'état d'une succession à laquelle aucun successeur ne se présente et qui est réclamée par celui qui se trouve investi du droit de l'appréhender.

Nous ne chercherons pas quelles personnes ont bénéficié du droit de deshérence au cours des siècles, en Droit Romain, dans notre ancien Droit : d'autres ont étudié les prérogatives du fisc impérial ou du seigneur haut justicier, nous nous bornerons, négligeant ce côté historique, à voir quelles personnes sont actuellement investies du droit de deshérence.

C'est au premier chef et presque exclusivement, l'Etat : la Révolution de 1789, effaçant toutes les traces du passé, avait abrogé les lois et coutumes de l'Ancien Régime et aboli les droits féodaux; les seigneurs virent leurs droits éteints au profit de la Nation, c'est ainsi que la loi des 22 novembre - 1^{er} décembre 1790 déclare que « tous les biens et effets, meubles et immeubles demeurés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat » (art. 3).

1. Aubry et Rau, Cours de Droit civil français, 4^e édition, t. VI, § 641, note 8.

A côté du droit de l'Etat, et même, le primant dans certains cas, peu nombreux du reste, il convient de signaler celui de certains établissements publics : hospices, caisse des retraites pour la vieillesse, caisse des invalides de la marine, qui recueillent en tout ou en partie les objets mobiliers laissés par leurs malades ou les capitaux réservés de leurs créditeurs. Sur ces droits accessoires d'une nature toute spéciale, que nous négligeons pour l'instant, nous aurons l'occasion de revenir au cours de notre étude.

Ces notions préliminaires étant précisées, il nous reste à nous demander, quelle est la nature du droit de deshérence, et à exposer les théories divergentes qu'elle a fait naître.

CHAPITRE PREMIER

Théorie d'après laquelle l'Etat est considéré comme recueillant les biens en déshérence à titre de biens vacants et sans maître.

SECTION I. — LA DOCTRINE

D'après une première conception du droit de déshérence, c'est à titre de biens vacants et sans maître, que l'Etat recueillerait les successions en déshérence : l'Etat tirerait son droit sur les successions sans héritiers d'un principe plus général, qui lui attribue toutes les choses qui n'ont pas ou n'ont plus de propriétaire. Le trésor public serait, au dire d'un de nos anciens auteurs, « une grande main, une main universelle, qui s'étend à tout, qui embrasse tout, fait la base commune de toutes les autres possessions et se retrouve à leur place sitôt que celles-ci laissent quelque place vide ».

Donc, notre art. 768 du Code civil ne serait qu'une application, qu'un prolongement de l'art. 713, qui nous dit d'une manière très générale : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat ».

Et les partisans de cette théorie, pour prouver la connexité qui existe entre ces deux articles, ne manquent pas d'en citer un troisième, l'art. 539 du Code (livre 11, chap. 111 Des biens dans les rapports avec ceux qui les possèdent) qui en est comme la synthèse puisque les biens sans maître et les successions sans héritier s'y trouvent englobés : « Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritier ou dont les successions sont abandonnées appartiennent au domaine public ».

Telle est la première théorie, qu'a fait naître l'art. 768. Fondée sur l'intention du législateur, certains la trouveront par trop exégétique. Il ne faut pas s'en étonner : elle a pris naissance à une époque voisine de la promulgation du Code, époque à laquelle il était encore interprété. Les partisans de cette théorie essayent de la justifier de deux manières : historiquement, par la tradition ; juridiquement, par les travaux préparatoires et les principes admis en matière de biens vacants et sans maître.

§ I. — Arguments historiques

Cette théorie de l'Etat considéré comme recueillant les successions à titre de biens vacants et sans maître semble avoir été celle de certains jurisconsultes de l'ancienne France, en particulier de Loyseau, qui pensait que les meubles de celui qui meurt sans héritier se trouvent simplement vacants et semblables à tous autres biens qui n'ont pas de maître : ils devaient donc suivre le sort de ces derniers et appartenir pour la même raison aux seigneurs dans la justice desquels ils se trouvaient. Lefebvre de la Planche¹ soutenait une opinion quelque peu analogue, qui fondait le droit de deshérence sur l'occupation : le premier occupant aurait ubrogé le Trésor public dans ses droits. Sans nous attarder à cette manière de voir, nous nous demanderons quelles sont les premières traces de notre théorie depuis la Révolution française.

La loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, que nous avons déjà citée se bornait à consacrer formellement le droit de la nation sur les successions en deshérence. A quel titre le Trésor était-il appelé ? Elle ne prenait point la précaution de le dire ; le rapport d'Enjubault sur la loi de 1790 n'était pas plus explicite et on ne peut en déduire aucune indication doctrinale. Cependant il est permis de penser avec Merlin² qui a vécu

1. Traité du domaine (édition de 1765, t. III, p. 76).

2. Merlin, *Répertoire de jurisprudence* ; v^o deshérence.

à cette époque, qu'en ôtant au droit de deshérence sa qualité de droit seigneurial les lois du 4 août et du 13-20 avril 1791 ne l'ont pas supprimé : elles l'ont au contraire rétabli dans sa nature primitive, elles lui ont rendu son caractère de souveraineté et dès lors l'Etat seul en a l'exercice ».

§ II. — Arguments juridiques.

Les travaux préparatoires du Code sont plus explicites sur ce point : le tribun Siméon, rapporteur du projet du code devant le Corps législatif, a nettement soutenu la théorie que nous étudions¹.

« Sur des biens rendus vacants par la mort du propriétaire, a-t-il déclaré, on ne voit d'abord à proprement dit que le droit de l'Etat. Mais qu'on ne s'y méprenne pas, ce droit n'est pas et ne peut-être un droit d'hérédité, c'est un simple droit d'administration et de gouvernement. Jamais le droit de succéder aux fortunes privées a fait partie des prérogatives attachées à la puissance publique, et l'on peut voir dans la Vie d'Agricola par Tacite que l'on a toujours maudit comme des tyrans ces empereurs romains que l'on était obligé d'instituer héritiers dans une partie des biens que l'on laissait pour les engager à ne pas devenir usurpateurs de l'autre. *L'Etat ne succède donc pas*, il n'est établi que pour régler l'ordre des successions ».

Et aucun doute ne peut subsister sur la pensée des rédacteurs du code après les paroles non équivoques de Treilhard, dans la séance du 5 nivôse an XII. « Déjà vous avez érigé en loi, au cours de votre dernière session, la maxime que les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la nation, conséquence de l'abolition du droit d'occupation nécessaire dans une société civilisée. Dire que les biens des personnes qui n'ont pas d'héritier vont à l'Etat, c'est la suite

1. Fenet, t. I, pp. 124; t. I, p. 513.

naturelle de ce que vous avez sanctionné» (Dalloz : Jurisprudence générale, Biens, n^o 14 et 46)¹.

Les observations présentées par certains tribunaux au moment de la rédaction du code et en particulier par le tribunal de Lyon expriment des opinions tout à fait concordantes².

C'est à cette conception que se sont ralliés la plupart des interprètes, en particulier ceux de l'Ecole de l'Exégèse.

Demolombe, Duranton, Marcadé³, Toullier⁴, Demante⁵, Laurent sont unanimes sur ce point. Demolombe nous dit notamment⁶ : « L'art. 768 n'est qu'une application du principe posé dans l'art. 713 et la preuve en résulte manifestement de l'art. 539, qui porte en terme exprès que tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritier appartiennent à l'Etat » ; — Duranton⁷ : « La succession lui est acquise [à l'Etat] par l'effet de la deshérence, comme biens vacants et sans maître, en vertu du principe établi par l'art. 539 ; et Laurent⁸ : « Le droit de l'Etat sur les successions que personne ne réclame n'est pas un droit d'hérédité ; c'est un simple droit d'administration et de gouvernement ».

Cette opinion est encore celle de la majeure partie de la doctrine, Aubry et Rau⁹, Beaudry-Lacantinerie¹⁰, jusqu'à M. Planiol¹¹ en sont partisans.

A ces arguments juridiques se rattache un argument de raison : Pourquoi les biens vacants et sans maître et les suc-

1. Cf. Malleville, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat* sous art. 539.

2. Fenet, t. IV, pp. 94, 113, 123, « tout ordre de succession qui tend à exclure la République est quel qu'il soit préférable à celui qui l'appelle. »

3. Marcadé, *Explication du Code civil*, t. III, p. 137.

4. Toullier-Duvergier, *Le Droit civil français*, vol. 2, p. 174.

5. Demante et Colmet de Santerre, *Les successions* sous l'art. 768.

6. Demolombe, *Cours de Droit civil*, t. XIV, p. 259.

7. Duranton, *Cours de Droit civil*, t. VI, sous art. 768, p. 396.

8. Laurent, *Principes du Droit français*, t. IX.

9. Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, d'après la méthode de Zachariæ, t. IX, p. 488, en note, 5^e éd. 1917.

10. Beaudry Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, t. III, 1922, p. 335.

Beaudry et Wahl, *Traité théorique et pratique de Droit civil*, t. VII, p. 495, 3^e éd. 1905.

11. Planiol, *Traité de Droit civil élémentaire*, t. III, p. 410, 7^e éd. 1918.

cessions auxquelles aucun successeur ne se présente sont-ils attribués à l'Etat?

Pour des raisons identiques d'ordre public, l'Etat a le devoir d'éviter le trouble social qui résulterait des compétitions sur les biens sans maître : « Le fisc ou le Trésor de la République, disait le tribun Siméon, recueille les successions auxquelles personne n'a le droit de se présenter, pour cette raison que ce qui n'appartient à aucun individu appartient au corps de la société qui représente l'universalité des citoyens. Jouissant pour l'avantage commun, il prévient les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants d'une succession vacante ». C'est donc pour prévenir une agitation nuisible au bon ordre social que l'Etat intervient.

SECTION II. — LA JURISPRUDENCE

Cette théorie a-t-elle pénétré dans la jurisprudence? Celle-ci pouvait être amenée en effet à prendre parti à propos de certaines applications pratiques de la deshérence: ces domaines d'application se réfèrent au cas d'exhérédation et à une question touchant le Droit international privé.

§ I. — Dans le cas d'exhérédation.

Occupons-nous d'abord du cas d'exhérédation : Une personne peut priver ses héritiers naturels des biens composant la quotité disponible de sa succession et cela de deux manières : en attribuant ses biens par testament à d'autres qu'à ses ayants droit ou bien en exhérédant ces derniers d'une manière explicite sans régler toutefois la dévolution de ses biens : c'est là ce qu'on appelle à proprement parler une clause d'exhérédation.

Le disposant peut exclure certains de ses parents, seulement, dans ce cas, la clause d'exhérédation est considérée comme

valable et interprétée comme un testament instituant les autres successibles.

Mais la difficulté provient du cas où le *de cujus* exclut tous ses successibles en bloc et cela sans disposer de ses biens.

L'Etat va-t-il les recueillir et à quel titre? Jusqu'en 1900, la jurisprudence a systématiquement écarté l'Etat, mais dire que c'est là une conséquence de la théorie d'après laquelle l'Etat ne vient à la succession que pour recueillir des biens vacants et sans maître serait peut-être trop s'avancer.

En effet si la question peut être tranchée en fonction du titre que l'on accorde à l'Etat se présentant pour recueillir une succession sans héritier, elle peut l'être également, sans qu'on ait à se prononcer sur cette question délicate : en décidant seulement de la validité ou de la non-validité d'une exhérédation pure et simple.

C'est ainsi que la Cour de Rennes fut appelée à statuer le 27 février 1860 dans le cas suivant : Une personne avait exclu par testament tous ses successibles : elle avait essayé d'ériger sa succession en une sorte de patrimoine sans maître dont elle avait assuré l'administration et elle en avait affecté les revenus à une destination déterminée.

L'Etat, représenté par l'Administration des Domaines, prétendait avoir droit à l'hérédité, se fondant sur le testament pour établir l'incapacité des héritiers du sang à succéder et sur la loi pour justifier de sa propre vocation.

La Cour de Rennes, dans son arrêt en date du 27 février 1860¹, rejetant la prétention de l'Administration des Domaines, annula le testament et décida que les biens du testateur, constituant une succession *ab intestat*, devaient être dévolus aux héritiers dans l'ordre déterminé par la loi.

La Cour de Rennes, sans se prononcer sur la nature du droit de l'Etat, excluait ce dernier de la succession en statuant uniquement sur la non-validité de la clause d'exclu-

1. D. P. 60-2-160; cf. Boistel, *Philosophie du droit*, t. II, n° 269. — Note Colin D. 1902-2-177.

sion. Elle basait sa décision sur une conception ancienne, mais encore soutenue à cette époque, à savoir que les règles de la succession *ab intestat* sont fondées sur le droit primordial de la famille et qu'elle constitue au profit des héritiers du sang « un titre antérieur au testament ».

C'est également l'opinion de Demolombe¹, qui dit : « Il ne suffirait pas que le défunt déclarât, d'une façon pour ainsi dire abstraite, qu'il veut réduire ses héritiers à leur réserve; ce serait là une exhérédation pure et simple, que notre Code ne reconnaît pas ».

Le droit du *de cuius* de faire un testament et de modifier l'ordre de sa succession apparaît, pour les partisans de cette idée, comme une faculté, une tolérance dont l'usage doit être sévèrement contrôlé. Le testament, conformément à l'art. 895 du Code civil, ne pourra disposer que dans les limites de la quotité disponible de tout ou partie de la succession. Mais là se bornera son rôle, car cet acte étant essentiellement un moyen de disposer, il sert « à faire du bien et non à nuire ».

C'est en faveur de ce système, hostile aux clauses d'exclusion, que s'est prononcé, après la Cour de Rennes, la Cour de Cassation le 17 novembre 1863², sur pourvoi formé par l'Administration des Domaines.

La Cour de Lyon a eu également à juger, le 31 juillet 1885³, une affaire similaire : Une personne avait exclu de sa succession tous les membres de sa famille et institué un légataire universel : cette dernière disposition devint par la suite caduque. La question se posa alors de savoir si l'exhérédation persistait et si l'Etat, de ce fait, pouvait réclamer les biens composant la succession tombée en déshérence. La Cour de Lyon ne crut pas devoir admettre que la succession revenait à l'Etat : le legs étant déclaré caduc, la succession devait revenir aux héritiers légitimes, le testateur n'ayant point

1. Demolombe, *Donations et testaments*, t. II, p. 420.

2. S. 64-1-5 — D. 65-1-441.

3. S. 87-2-101 — D. 86-2-229.

voulu les exclure en toute hypothèse, mais seulement leur préférer son légataire universel.

Ainsi dans ces espèces que l'on cite couramment comme établissant l'adoption par la jurisprudence de la théorie de l'Etat appelé aux successions en déshérence en vertu de ses droits sur les biens vacants et sans maître, il n'est point fait allusion à cette théorie, et si l'Etat se trouve exclu, c'est pour des motifs différents, ainsi que nous l'avons montré.

Cependant, en cette matière, un arrêt de la Cour de Rouen du 22 décembre 1897¹, se rattache plus nettement à l'opinion que nous exposons. Il s'agissait également d'un testateur, qui, ne laissant que des cousins, les avait formellement exclus de sa succession, sans faire aucune disposition de ses biens, l'Etat prétendait qu'il y avait là institution implicite à son profit, la Cour ne crut pas devoir l'admettre. Continuant la jurisprudence ancienne, elle se prononça également contre la validité de la clause générale d'exclusion, c'est ce qui ressort des attendus suivants :

« Attendu qu'il est de principe que l'exhérédation absolue qui exclut tous les héritiers de la succession est nulle et de nul effet. Attendu, en effet, que si la volonté de l'homme doit prévaloir sur celle de la loi qui a organisé la dévolution des successions, c'est à la condition seulement que cette volonté soit manifestée dans une forme reconnue par la loi. Or, attendu que cette exhérédation ne peut résulter que d'un testament, c'est-à-dire d'un acte de disposition, qu'à défaut de disposition la volonté de la loi reprend son empire et que la succession est réglée par elle, qu'il suit de là que les héritiers légitimes de M. X... sont en droit de réclamer la succession de leur auteur ».

Mais, si la Cour de Rouen s'est appuyée sur l'opinion ancienne en matière d'exhérédation, elle a préalablement indiqué quelle était la nature du droit de l'Etat se présentant dans le cas de déshérence : « Attendu, a-t-elle dit notamment,

1. Rouen 22 décembre 1897. S. 1899-2-97.

que l'Etat n'acquiert (art. 786) une succession en déshérence que parce qu'elle n'appartient à personne et qu'elle constitue des biens vacants et sans maître (art. 539), auxquels le législateur a assimilé les successions en déshérence ou abandonnées, que Chabot et Siméon s'en sont formellement expliqués dans leur rapport au Tribunat et au Corps législatif, que l'Etat n'a sur elles d'autre droit que celui qu'il pourrait prétendre sur les choses dont personne ne revendique la propriété, c'est-à-dire un droit d'administration et de gouvernement, suivant l'expression de Portalis » (Discours préliminaire).

Ainsi, avant 1900, en matière d'exhérédation, les décisions jurisprudentielles évitent de se prononcer sur la nature du droit de déshérence de l'Etat, elles tranchent la question indirectement et ce n'est que dans de rares espèces qu'elles admettent explicitement la théorie traditionnelle de la déshérence.

§ II. — En Droit international privé.

Il est un autre domaine par contre où les décisions jurisprudentielles s'inspirent nettement de cette théorie : c'est celui du Droit international privé. La succession d'un étranger décédé en France sans héritier, et inversement, appartient-elle à son pays d'origine ou bien à celui sur le territoire duquel il est décédé ? Tel est le problème qui se pose.

Il y a lieu de distinguer suivant la nature mobilière ou immobilière des biens laissés par le *de cuius*. Aucune controverse ne peut être soulevée pour les immeubles parce que tout le monde est d'accord qu'ils suivent la « *lex rei sitæ* » la loi de leur situation, et en conséquence, s'ils sont en déshérence, ils sont appréhendés par l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent.

Mais pour les meubles que décider ? La solution dépend

du titre que l'on accorde à l'Etat venant pour recueillir une succession en déshérence¹.

La jurisprudence française admet généralement, qu'en cas de déshérence de la succession mobilière d'un étranger, c'est l'Etat français qui la recueille. Ses décisions s'inspirent nettement de la théorie suivant laquelle l'Etat est appelé aux successions en déshérence, en vertu de ses droits sur les biens vacants et sans maître.

La Cour de Paris a eu à se prononcer le 15 novembre 1833² dans l'affaire suivante: un Américain était décédé en France sans laisser de parents au degré successible, ni enfant naturel, ni conjoint survivant, à qui devaient revenir ses biens : ils étaient réclamés par le consul de son pays d'origine et par l'Etat français, représenté par l'Administration des Domaines. La Cour de Paris fit droit aux prétentions de l'Etat. « Attendu qu'aux termes de l'art. 713 du Code civil, les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat, que ce droit de propriété des biens vacants à pour principe la souveraineté de l'Etat sur toutes les choses mobilières et immobilières situées sur son territoire. Attendu que l'art. 768 du même Code, qui attribue à l'Etat les successions des personnes mortes sans laisser de parents au degré successible, ni enfant naturel, ni conjoint survivant, n'est que la conséquence de l'art. 713 et a également pour base la souveraineté de l'Etat sur toutes choses que se trouvent dans l'étendue de sa juridiction ».

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 12 février 1852³ attribua à l'Etat français les biens mobiliers, il s'agissait dans l'espèce d'une somme d'argent, laissée par un certain Carrara, toscan d'origine, décédé à l'hôpital Saint-André de Bordeaux : La Cour déclara mal fondé dans sa demande le consul de Toscane qui réclamait cette somme, et en fit bénéficier l'Etat français. « Attendu, est-il dit notamment

1. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, éd. de 1885, p. 850.

2. D. 34-2-2.

3. D. 54-2-154.

dans cet arrêt, que c'est *non pas à titre d'héritier*, mais à titre de propriété et de souveraineté que les successions vacantes sont acquises à l'Etat et qu'aucune distinction ne peut dès lors être faite suivant la nationalité du de cujus ».

La Cour de Bordeaux s'est ainsi prononcée, sans nul doute, dans le sens de la théorie traditionnelle.

Enfin, un jugement du tribunal de la Seine du 6 juin 1894¹ est particulièrement affirmatif : il s'agissait cette fois d'un sujet roumain décédé, dont les héritiers avaient répudié la succession : il laissait des biens en Roumanie et en France : un curateur avait été nommé pour les biens roumains ; le tribunal de la Seine décida que ses droits ne sauraient s'étendre aux biens situés hors du territoire où la curatelle lui avait été conférée ; l'administration des biens situés en France devant être confiée à un agent choisi parmi les nationaux français : c'était là une conséquence du droit éventuel de l'Etat de s'approprier les biens héréditaires qui se trouvent sur son territoire à défaut de toute revendication².

Le tribunal de la Seine crut devoir développer, à l'appui de sa décision, la théorie suivant laquelle l'Etat recueille des biens vacants et sans maître.

Ainsi, la jurisprudence française, pour résoudre la question de la déshérence en droit international privé, s'est nettement ralliée à la théorie traditionnelle.

La Direction Générale de l'Enregistrement et des Domaines s'en est inspirée ; une instruction n° 2602/510 en date du 10 octobre 1878 a tracé les règles suivantes :

« C'est, en effet, nous dit cette Instruction, en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat acquiert les biens sans maître qui se trouvent sur son territoire, or ce droit de souveraineté n'existe pas seulement à l'égard des immeubles

1. *Pandectes françaises* 95-5-45.

2. f. Cass. Req. 1852, S. 1852-1-37. Au cas de décès en France d'un individu prétendu étranger sans parents au degré successible, ni enfant naturel, ni conjoint survivant, les scellés doivent être levés non à la requête du consul de la nation à laquelle appartiendrait cet étranger, mais à la requête du directeur des Domaines.

situés sur le territoire français, il atteint au même degré les objets mobiliers que le défunt possédait en France, le numéraire qu'il y a laissé, les créances qui y sont payables et toutes autres valeurs incorporelles dont la réalisation ne peut être poursuivie qu'en France et sous la protection des lois françaises ».

Plusieurs décisions dans ce sens ont été prises par le ministre des Finances; l'une d'elles date du 13 mai 1867, porte notamment, que les caisses des dépôts et consignations ne doivent se dessaisir des sommes déposées au profit des consuls étrangers, qui les réclament en qualité de représentants de la nation à laquelle les personnes décédées appartenaient que moyennant justification en forme de la nationalité de ces personnes et de l'existence de successeur ayant la même nationalité. Le domaine français est donc seul fondé à revendiquer les biens laissés en France par l'étranger dont la succession est en déshérence¹.

Et ce droit territorial d'appréhension est de nouveau affirmé dans les explications fournies par le ministre des Finances le 30 septembre 1884 à ses collègues des Affaires étrangères et de la Justice. « Mais il importe, est-il dit, de ne pas perdre de vue que ces conventions diplomatiques —, le ministre avait en vue la convention diplomatique fixant les pouvoirs qu'ont les consuls de faire apposer les scellés et d'administrer les pouvoirs de leurs nationaux (Convention diplomatique entre la France et la Russie, du 1^{er} avril 1874) — supposent toujours que l'étranger décédé en France a laissé dans son pays d'origine des héritiers ou des légataires. On n'y trouve en effet aucune disposition s'appliquant aux successions pour lesquelles il n'existe pas d'ayant droit. Dans ce cas, la dévolution s'opère conformément aux règles établies pour les successions en déshérence et le droit d'appréhender l'hérédité abandonnée appartient exclusivement à

1. Clunet 1879. p. 321.

l'Etat sur le territoire duquel sont situés les biens qui en dépendent.

Si les conventions diplomatiques qu'avaient en vue le ministre des Finances dans les explications précitées ne prévoyaient aucunement le cas de déshérence, certaines conventions, peu nombreuses du reste, ont réglé cette situation.

Il en est ainsi du traité conclu avec le Siam le 15 août 1856¹; de celui passé avec l'Iman de Mascate, le 17 novembre 1842² et de la déclaration franco-brésilienne du 21 juillet 1866 (art. 17)³.

Mais tandis que les deux premières sont contraires à la théorie que nous exposons et attribuent la succession de l'étranger mort sans parents au pays auquel appartenait le défunt, la dernière résout le problème dans le sens de l'opinion traditionnelle. Elle décide en effet : « Si la succession d'un sujet de l'une des parties contractantes, mort *ab intestat* sur le territoire de l'autre, vient à tomber en déshérence, c'est-à-dire, s'il n'y a ni conjoint survivant ni héritier au degré successible, la succession tant mobilière qu'immobilière doit être dévolue à l'Etat sur le territoire duquel il est mort. »

Ainsi le droit de déshérence de l'Etat a été considéré pendant tout le XIX^e siècle par la majorité de la doctrine et par la jurisprudence, comme une conséquence du principe qui attribue à l'Etat les biens vacants et sans maître; cependant, vers 1850, une autre conception tenta de s'affirmer.

1. *Bulletin des Lois*, 1885, p. 25, XI, 573 et 5189.

2. *Bulletin des Lois*, IX, n° 1318, p. 12889.

3. *Bulletin des Lois*, XI, n° 1443, p. 14711.

CHAPITRE II.

THÉORIE DE L'ÉTAT PROPRIÉTAIRE ÉMINENT.

Cette thèse originale fut soutenue par l'Administration de l'Enregistrement, elle triompha un instant en jurisprudence, mais son succès fut éphémère.

Elle consistait à regarder l'Etat, dans la perception de l'impôt successoral, non comme un créancier ordinaire, mais comme venant à titre de co-partageant, en vertu du droit supérieur de propriété de l'Etat sur tous les immeubles compris dans le cadre de son territoire.

SECTION I *ORIGINE HISTORIQUE ET PHILOSOPHIQUE* *DE CETTE THEORIE*

Cette conception n'était pas si nouvelle qu'on aurait pu le croire au premier abord, elle ne faisait que faire revivre certains principes du droit féodal.

Le régime féodal, cet état politico-social, qui a été celui de la France pendant plusieurs siècles, se caractérisait par le contrat de fief : c'était la concession d'une terre, par une personne qui prenait le nom de seigneur de fief à une autre qui prenait le nom de vassal : cette concession était faite moyennant certaines obligations imposées au vassal, dont la première et la principale, celle dont dérivait toutes les autres, était un devoir absolu de fidélité

envers le seigneur. C'est la définition que nous donne Pothier¹ quand il nous dit : « Le nom de fief se donne à la concession qui est faite à quelqu'un d'un héritage ou d'un droit immobilier pour être tenu et possédé à la charge de foi et hommage ».

Ainsi, à cette époque, la notion de propriété, de domaine, se scindait en deux : on distinguait d'une part le domaine direct; plus tard appelé domaine éminent, qui correspondait au droit du seigneur sur la terre concédée, et le domaine utile correspondant au droit de jouissance du vassal sur sa tenure.

Cette décomposition du droit de propriété en deux éléments rappelle la situation en Droit Romain du nu-propriétaire et de l'usufruitier; le premier ne conservant que le *jus abulendi*, le second ayant sur la chose le *jus utendi fruendi* : le droit d'en user et d'en percevoir les fruits.

Il est à noter que cette décomposition féodale du domaine existe encore de nos jours en Angleterre, où toutes les propriétés foncières sont considérées comme dérivant de la couronne².

Le vassal tenait donc sa terre d'un seigneur, qui lui-même la tenait d'un autre seigneur appelé suzerain. Ainsi se constitua une hiérarchie de seigneuries et la presque totalité du sol français finit par être englobée dans ce réseau de fiefs. Surnageaient seules quelques parcelles de terres libres qu'on appelaient francs-alleux.

Le pouvoir royal, d'abord étranger à cette inféodation spontanée, à mesure qu'il devint plus fort, essaya de tirer avantage de l'état social existant; il considéra les seigneuries comme des tenures comprises dans sa mouvance et le roi de France se fit reconnaître souverain fiefieux du royaume, suzerain de tous les autres seigneurs.

C'est ainsi que le droit de déshérence peut être considéré,

1. *Traité des fiefs*, 1^{re} partie chap. préliminaire § 1.

2. Williams *Réal property*, 11^e éd., 1875, p. 118. « It is fundamental rule that all lands within this realm were originally derived from the crown, and therefore the queen is sovereign lady or lady paramount, either mediate or immediate of all every parcel of lands within the realm. »

dans notre ancien Droit, comme une prérogative régaliennne, il dérivait naturellement de l'organisation féodale qui consistait à dire que toutes les terres avaient été concédées par quelqu'un : le vassal venant à mourir sans descendants, (car à la fin de la féodalité la tenure devint héréditaire), le fief faisait retour de plein droit au concédant.

« On voit bien, dit Lebreton¹, des rois sans royaume, mais l'on ne peut pas voir des royaumes sans rois, et des terres sans seigneurs ; sitôt que l'un abandonne, l'autre s'en saisit, s'il a un héritier il lui succède, s'il n'en a point le fisc entre à sa place ». Poullain du Parc exprime la même opinion² « le droit de deshérence est un droit attaché à la seule féodalité, en vertu de la condition tacite de l'inféodation primordiale, par lequel, à défaut d'héritier directs et collatéraux, le seigneur recueille les biens mouvants de lui ».

Ce système, que le pouvoir royal a essayé de faire reconnaître à son profit, a pris le nom de « Directe universelle » : c'est l'application de la notion de domaine direct à toutes les terres de la couronne.

Ce principe a été reconnu pour la première fois, par le code Michaud article 383, qui portait : « Tous héritages relevant de nous, en pays coutumier ou de droit écrit, sont tenus ou sujets au droit de lots et de vente, quints et autres droits ordinaires, selon la condition des héritages et la coutume des biens et sont tous les héritages ne relevant d'aucun seigneur censés relever de nous, sinon pour tant ce que dessus les possesseurs des héritages fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent ».

Louis XIV l'a formellement proclamé dans son édit de 1692 : « L'application continuelle que nous avons à rechercher toutes les parties de notre domaine, qui ont été ci-devant aliénées et usurpées, nous ayant fait connaître que nous n'avons point de droit ni mieux établi, ni plus inséparablement attaché à notre couronne que celui de la mouvance et de la

1. Lebreton, chap. XII des Droits du royaume.

2. *Principes du droit français*, t. II, p. 98.

directe universelle, que nous avons sur toutes les terres de notre royaume, nous avons remarqué qu'il y en a un grand nombre, tant nobles que roturiers, lesquels sont possédés en franc-alleu, sans avoir aucun titre de nous ».

Ainsi, la théorie soutenue par l'Administration de l'Enregistrement ne fait que ressusciter en plein xix^e siècle tout un passé moyennageux.

Mais n'a-t-elle pas des antécédents plus près de nous ? Nous le pensons. Jean-Jacques Rousseau, dans le *Contrat social*, aboutit aux mêmes conclusions par un raisonnement différent

Il prend l'homme isolé, l'homme à l'état de nature, consentant volontairement au détriment de sa liberté primitive à contracter avec des semblables, une association, un contrat qui serait la base de notre société.

Ainsi les droits de l'homme qui, à l'origine étaient des droits dérivant de la nature sont désormais conventionnels : la liberté naturelle, l'homme l'a volontairement aliénée pour une liberté conventionnelle, la propriété primitive, il l'a librement transformée en propriété civile¹.

De l'Etat représentant la Société émanent tous les droits : la propriété privée est une concession qu'il a consentie, il peut en être considéré comme le créateur : « l'Etat, à l'égard de ses membres, est maître de tous leurs biens par le contrat social, qui, dans l'Etat, sert de base à tous les droits² ».

L'individu, par le pacte social, n'aliène pas les biens qu'il possédait auparavant au profit de la communauté, il en garde la jouissance, le domaine utile, comme auraient dit nos auteurs de l'Ancien Droit, le domaine éminent appartenant non plus au Roi, mais à la Nation souveraine :

C'est ce que semble dire Rousseau (*Contrat social*, livre I, chap. IX) : « Ce qu'il y a de singulier dans cette aliénation, c'est que bien qu'en acceptant les biens des particuliers

1. Cf. Montesquieu, *Esprit des Loix*, livre 26, chap. 15.

2. Rousseau, *Contrat social ou principes du Droit politique*, chap. IX : Du domaine réel.

la communauté les en dépouille, elle ne fait que leur en assurer la légitime possession, changer l'usurpation en un véritable droit et la jouissance en propriété : Alors, les possesseurs étant considérés comme dépositaires du bien public, leurs droits étant respectés de tous les membres de l'Etat et maintenus de toutes ses forces contre l'étranger, par une cession avantageuse au public et plus encore à eux-mêmes, ils ont, pour ainsi dire, acquis tout ce qu'ils ont donné ».

Ils ont donné leurs biens sur lesquels ils avaient un droit fondé sur l'occupation, l'Etat, forme politique de la Société, leur en assure la libre et paisible possession, mais en compensation de ce service il devient leur suzerain : « Le droit que chaque particulier a sur son propre fonds est toujours subordonné au droit que la communauté a sur tous » (*Contrat social*, même chapitre).

Telle est l'opinion exprimée par Rousseau et on conçoit aisément qu'avec cette théorie l'Etat, dans le cas de désobéissance, ne fasse que reprendre la jouissance de biens dont il n'a jamais cessé d'avoir la nue propriété. Cette théorie, abandonnée par les juristes de la Révolution et par les auteurs du Code civil, devait être reprise au cours du xix^e siècle par l'Administration de l'Enregistrement.

SECTION II. — LES PRÉTENTIONS DEL'ENREGISTREMENT ET LA JURISPRUDENCE

C'est à propos du privilège que la loi accorde à l'Administration de l'Enregistrement pour le recouvrement des droits de mutation par décès. Nous savons que les privilèges du Trésor public, aux termes mêmes de l'art. 2098 alinéa 1 du Code civil, sont réglés par des lois spéciales ; comme ces dernières sont sujettes à changer, le législateur n'a pas voulu leur donner asile dans le Code, élément stable de

notre législation¹. C'est la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement qui établit le privilège en question, en son art. 32 : « La nation aura action sur le revenu des biens à déclarer en quelques mains qu'ils se trouvent pour le paiement des droits dont il faudrait poursuivre le recouvrement ».

Mais l'article 2098, du Code civil edicte dans son alinéa 2 que le « Trésor public ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice de droits antérieurement acquis à des tiers ».

Pour obtenir le paiement des droits de mutation dus par les héritiers, à l'encontre des créanciers², la Régie fut amenée à soutenir que le paiement de ces droits de succession n'était pas un simple privilège (qui serait écarté par l'article 2098 al. 2), mais un droit de prélèvement fondé sur la copropriété préexistante de l'Etat sur les biens de la succession.

Cette théorie a pris naissance dès le début du xix^e siècle ; présentée à l'origine au nom et peut-être sans l'adhésion et à l'insu de l'administration de l'Enregistrement, elle fut sanctionnée par plusieurs décisions favorables : c'est ainsi qu'elle s'est développée rapidement, l'Administration s'en servant comme d'une arme commode à l'appui de ses prétentions.

§ I. — Les premières décisions assimilant l'impôt de mutation par décès à un droit de prélèvement.

Un arrêt de la Cour de Limoges du 18 juin 1808³, est, à notre connaissance, le premier qui ait donné au droit de mutation par décès la qualification de prélèvement : l'arrêt en question se

1. La liste des privilèges du Trésor s'accroît du reste chaque jour : Cf. loi du 25 juin 1920 : Privilège du Trésor pour le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

2. Les droits de mutation étaient perçus sans déduction des charges, cette dernière n'est admise que depuis 1901. (l. du 25 février 1901, art. 3 : « Pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès seront admises les dettes à la charge du défunt dont l'existence au jour de l'ouverture de la succession sera dûment justifiée par les titres susceptibles de faire preuve en justice contre le défunt ».)

3. S. 1809-2-157.

fonde sur une décision du grand juge, ministre de la Justice, du 23 nivôse an XII : « Le régime hypothécaire, disait le ministre, n'a été établi que pour régler les droits respectifs des créanciers sur les biens de leurs débiteurs.... Il ne peut donc concerner la Nation que lorsqu'elle se présente comme créancière et pour les droits résultant seulement de ses propriétés ou domaines particuliers. Mais il ne doit plus en être de même pour ceux dérivant des contributions publiques qui sont d'une nature toute différente des propriétés privées. Tel est, entre autres, le droit de mutation, qui se perçoit dans les successions. La Nation ne réclame pas comme créancière, mais plutôt comme portionnaire d'une partie de la succession. C'est un prélèvement que la loi adjuge en cette circonstance ».

Un arrêt de la Cour de Paris du 25 mai 1835¹, accordant à l'Administration de l'Enregistrement un privilège pour le paiement des droits de mutation par décès sur les revenus des biens à déclarer, parle lui aussi « d'une sorte de prélèvement en faveur de la Régie sur des valeurs déterminées de la succession ».

Ce terme se retrouve dans un arrêt de la Cour de Cassation du 28 juillet 1851², qui tout en affectant de ne pas prononcer le mot de privilège, admet un droit de prélèvement ou de préférence au profit de l'Etat sur les biens de la succession, mais seulement vis-à-vis des créanciers personnels de l'héritier.

Enfin, un arrêt de la Cour de Paris du 3 mai 1853³ dit d'une manière absolue, comme cette même Cour devait l'énoncer plus tard, que la perception du droit de mutation par décès s'exerce moins à titre de privilège, qu'à titre de prélèvement sur les biens de la succession.

Qu'est-ce à dire? Le droit de prélèvement impliquant un droit de propriété (art. 830 - 1433 - 1471 - 1503 - 1515

1. S. 1835, 2-2-272.

2. S. 1851, 1-761.

3. P. 1853-2-651.

du Code civil), c'est sur un droit de propriété ou plutôt de co-propriété que serait fondé l'impôt successoral : en d'autres termes, la propriété privée ne serait qu'une concession consentie par l'Etat, un droit de possession accordé moyennant une redevance qui en témoignerait la précarité.

On conçoit aisément les conséquences qu'aurait entraînées le développement d'une telle théorie dans le domaine de la déshérence : elle en aurait bouleversé le fondement : si l'Etat a une sorte de domaine éminent sur les biens des particuliers, la déshérence n'est autre chose que le retour de la jouissance de ces biens au nu propriétaire par suite de la mort de l'usufruitier, lorsque ce dernier ne laisse point d'héritiers : ainsi par le fait de la déshérence l'Etat reconstituerait à son profit l'unité du domaine en réunissant le domaine utile au domaine éminent.

§ II. — **Le développement de la théorie de l'Administration de l'Enregistrement. — Résistance des Cours de province. — La jurisprudence de la Cour de Paris.**

L'Administration de l'Enregistrement, se fondant sur le terme de prélèvement employé par les arrêts suscités allait développer sa théorie ; mais au début elle se heurta à une vive résistance de la part des Cours de province, ce n'est que plus tard que la Cour de Paris devait adopter ses conclusions.

1^o Résistance des Cours de province.

La Cour de Dijon, une des premières devant qui cette thèse fut soutenue, ne crut pas devoir l'admettre (arrêt du 5 février 1840)¹ et déclara que déguiser le privilège de la Régie sous le titre de prélèvement n'était autre chose qu'un grand abus de mots ».

La Cour d'Amiens se prononça dans le même sens, dans un arrêt du 18 novembre 1854².

1. P. 49-1-238.

2. S. 1855-2-47.

La Cour de Caen, plus affirmative, repoussait catégoriquement, dans un arrêt du 17 décembre 1855¹, les prétentions de la Régie, elle disait notamment : « Considérant que la Régie soutient que le droit par elle invoqué pour obtenir au préjudice de la veuve B... la paiement des droits de mutation dus par les héritiers de la demoiselle L... n'est pas un simple privilège qui serait écarté par l'article 2098 du Code civil, mais un droit de copropriété préexistante de l'Etat sur les biens de la succession. Considérant qu'une telle prétention, pour se faire accueillir par les tribunaux aurait besoin de s'appuyer sur des textes formels, puisque, une fois admise, elle conduirait à la consécration d'une définition célèbre de la propriété, que la réprobation universelle a condamnée, même dans les temps plus orageux, de notre première révolution; à savoir que le droit de propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir de la portion de biens qui lui est garantie par la loi²... »

La Cour d'Angers, sur les conclusions conformes de l'avocat général Talbot, battit en brèche la théorie de l'Enregistrement dans son arrêt du 9 janvier 1856³ : « Considérant notamment que cette idée (de copropriété de l'Etat sur les biens particuliers), énergiquement combattue sous l'Ancien Droit par d'éminents jurisconsultes, malgré le régime féodal qui semblait, dans une certaine mesure, pouvoir la justifier, a été formellement proscrite et condamnée par notre droit moderne et les principes qui ont triomphé en 1789 ».

2^o La Jurisprudence de la Cour de Paris.

L'Administration de l'Enregistrement fut amenée à soutenir sa théorie devant la Cour de Paris dans l'espèce suivante : La dame Clause, maîtresse de pension, était décédée le 12 juin 1851, et sa succession avait été acceptée bénéficiairement. Une somme de 40.000 fr., montant de l'actif

1. S. 1856-2-10.

2. Robespierre : projet de Déclaration des droits de l'homme, art. 7.

3- S. 1856-2-75.

héréditaire, avait été mise à la caisse des dépôts et consignations. Une contribution judiciaire ayant été ouverte sur cette somme entre les nombreux créanciers de la défunte : 15.000 fr. avaient été attribués par règlement provisoire à ceux d'entre eux qui avaient un privilège général aux termes de l'art. 2101 du Code civil : restaient 25.000 fr. à distribuer aux autres créanciers. L'Administration de l'Enregistrement demanda à être colloquée par prélèvement et préférence à tous les autres créanciers pour la somme de 23.000 fr. montant des droits de mutation dus par la succession Clausse.

Le tribunal de la Seine, en vertu d'un jugement rendu le 6 janvier 1854, rejeta cette prétention en se basant sur la loi du 22 frimaire an VII et en disant que c'était vouloir élargir singulièrement la portée de l'article 32, qu'aux termes de cet article seule la Nation aura action sur les revenus des biens, que ce n'est pas à titre de privilège qu'elle l'exerce mais comme perception d'une contribution pour droits de mutations par décès ».

L'Administration de l'Enregistrement fit appel contre la décision du tribunal de la Seine. Elle soutint que le droit de prélèvement était le seul qui s'accordât avec les nécessités du Trésor public, avec le texte et l'esprit de la loi du 22 frimaire an VII, avec les lois antérieures, enfin avec l'interprétation contemporaine insérée dans un avis du Grand Juge, ministre de la Justice du 23 nivôse an XII : La défense opposa que l'art. 32 de la loi de l'an VII n'était qu'une réminiscence de la législation régissant le droit de relief. C'est alors que le ministère public, en la personne du premier avocat général de la Baume, laissant de côté l'interprétation des textes, demanda l'infirmité du jugement du tribunal de la Seine en se basant sur de plus hautes considérations : il fit sienne la théorie de l'Administration de l'Enregistrement et conclut que l'Etat ne se présentait pas comme créancier d'un impôt successoral, mais agissait à titre de prélèvement, comme portionnaire : Attendu, dit-il notamment dans ses réquisi-

tions, que si l'impôt ordinaire est le prélèvement d'une fraction du revenu annuel au profit de l'Etat, qui à ce prix assure au possesseur une jouissance paisible, le droit de mutation est le prélèvement d'une fraction du capital, au profit de l'Etat, qui assure à chacun le droit de disposer des biens dont l'Etat a été le propriétaire primitif, et de les transmettre dans l'ordre exprès ou présumé, de ses affections ou de ses préférences¹ ».

La loi du 22 frimaire an XII ne crée pas, ajouta l'éminent avocat général, le droit de prélèvement revendiqué par l'Etat, mais le consacre seulement comme un droit préexistant dont elle a voulu régler l'exercice.

La Cour de Paris se laissa impressionner par ces arguments et infirmant le jugement du tribunal de la Seine, ordonna que l'Administration de l'Enregistrement fût colloquée dans la contribution Clause par prélèvement et préférence à tous les autres créanciers pour la somme de 23.000 fr., montant des droits de mutation dus par ladite succession².

Un autre appel de l'Administration de l'Enregistrement allait fixer la jurisprudence de la Cour de Paris, le 12 janvier 1854³, le tribunal de la Seine avait donné raison aux créanciers de Jean Aristide Zendre, décédé en état de faillite, contre l'Administration de l'Enregistrement qui se présentait pour réclamer les droits de mutation dus à raison de cette succession : La Cour de Paris se prononça de nouveau dans le même sens. Elle se rangeait donc aux conclusions de l'Administration de l'Enregistrement. Ces décisions ne furent pas sans soulever quelque émotion : une fois cette théorie admise ne serait-on pas amené logiquement à en accepter les conséquences ?

La déshérence, jusque-là manifestaion d'un droit régalien sur les biens sans maître, allait s'expliquer désormais au moyen de l'idée d'une copropriété préexistante de l'Etat.

1. Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd. 1892, v^o Succession, n^o 1419.

2 et 3. Paris, 13 mars 1855; S. 1855-2-161.

Des pourvois en cassation furent formés, les uns par les créanciers contre les arrêts de la Cour de Paris que nous venons de rapporter, les autres par l'Administration, contre les arrêts des Cours d'Angers et d'Amiens cités plus haut. Ces pourvois admis par la Chambre des Requêtes, la Chambre civile fut appelée à se prononcer sur leur validité, ce qu'elle fit le 23 juin 1857¹.

§ III. — Echec de cette théorie - L'arrêt de Cassation de 1857.

La Cour de Cassation abandonna sa jurisprudence antérieure (cf. arrêt de 1851) et cassant les arrêts de la Cour de Paris, condamna formellement la thèse de l'Etat propriétaire éminent.

La réfutation de cette théorie se trouva magistralement exposée dans le rapport substantiel du conseiller Laborie : l'impôt n'est pas une dette des biens : il ne constitue pas un démembrement de la propriété, mais est au contraire une dette personnelle de chaque citoyen à l'occasion des choses qui lui appartiennent.

En outre, cette théorie qui fait de l'Etat une personne omnipotente créatrice de la propriété se heurte aux principes qui ont triomphé en 1789 et aux règles les plus anciennes de notre Droit public français.

La Cour des Aides de Paris, dans ses remontrances du 17 août 1770², disait déjà « avoir la propriété de ses biens est le droit essentiel de tout peuple qui n'est pas esclave ».

Le principe d'émancipation de la propriété, impliqué par les décrets révolutionnaires du 11 août 1789 et du 15 mars 1790, se trouva proclamé avec force le 26 septembre 1791 par l'Assemblée constituante : « Le territoire de France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent; ainsi, toute propriété territoriale ne peut être

1. S. 1857-1-399.

2. Bodin, *De la République*, livre 1, chap. VIII, livre 2 chap. 11.

assujettie envers les particuliers qu'aux redevances et aux charges dont la convention n'est pas défendue par la loi et envers la nation qu'aux contributions publiques ».

Ce principe a été consacré par l'Assemblée législative les 18 et 25 juin 1792.

La théorie du domaine éminent de l'Etat est en outre en contradiction absolue avec notre législation civile : Portalis, se demandant quels sont les droits de l'Etat sur les biens des particuliers, a déclaré, dans l'Exposé des motifs du titre 2, livre 2 du Code civil : « Au citoyen appartient la propriété, au souverain l'empire ».

C'est ce que nous pensons, s'il en était autrement ce serait annihiler l'individu et la famille dans l'Etat fin suprême et source du Droit. Ce serait en revenir aux utopies de Platon¹ qui faisait déclarer à son législateur : «.. je ne regarde ni vous, ni vos biens comme étant à vous-même, mais comme appartenant à toute votre famille et toute famille avec tous ses biens comme appartenant à l'Etat ». Ce serait en revenir aux plus mauvais jours de l'absolutisme royal, où le despote se considérait volontiers propriétaire de la personne et des biens de ses sujets.

Nous n'ignorons point que, depuis la Révolution, la conception civiliste et romaine de la propriété, droit absolu sur la chose, a été battue en brèche, par des auteurs éminents, qu'on y a apporté des limitations à la plénitude de ce droit : mais de là à la réduire à une simple concession précaire, à un simple droit de jouissance, il y a loin, aussi nous trouvons que c'est avec juste raison que la Cour suprême s'est prononcée dans le sens indiqué ci-dessus.

1. Platon, *Des Lois*, traduc. Cousin, p. 283.

CHAPITRE III

THÉORIE DE L'ÉTAT SUCCESSEUR.

La réapparition de la théorie du domaine éminent vers 1850 fut comme nous venons de le montrer éphémère et après l'arrêt de la Cour de Cassation de 1857 elle disparut sans retour.

C'est ainsi que pendant tout le reste du ^{xix}^e siècle la doctrine a considéré l'Etat comme recueillant les successions en déshérence à titre de biens vacants et sans maître et la jurisprudence semblait couramment se rallier à cette manière de voir.

Il en fut ainsi jusque vers 1900, date à laquelle se fit jour une nouvelle théorie de la déshérence qui analysa cette situation en un véritable droit de succession au profit de l'Etat : ce dernier devenant un successeur irrégulier au même titre que le conjoint survivant.

La théorie de l'Etat successeur ne tend, à rien moins, qu'à faire disparaître la notion de déshérence à l'occasion de laquelle elle s'est manifestée.

Mais bien que différant ainsi par ses conséquences des conceptions précédentes, elle se rattache néanmoins à ces dernières en tant qu'elle s'est présentée à l'origine comme une théorie interprétative de la déshérence : c'est pourquoi nous l'avons rangée sous ce titre.

*SECTION I. — PREMIÈRE MANIFESTATION DE LA
CONCEPTION DE L'ÉTAT SUCCESSEUR EN JURIS-
PRUDENCE.*

Nous pensons que c'est bien avant 1900 que la jurisprudence a accordé à l'Etat la qualité de successeur. Mais alors qu'elle ne lui a décerné nettement ce titre qu'à partir de 1901, elle le lui accordait implicitement dans certaines décisions antérieures, statuant dans le cas d'exhérédation.

C'est ainsi que nous relevons un arrêt de la Cour de Cassation du 13 juin 1855¹ dont un attendu nous paraît particulièrement suggestif : « La loi, déclare la Cour suprême, ne formule aucune distinction entre les héritiers du sang et les successeurs irréguliers, la seule différence qui existe entre les uns et les autres, est que les premiers sont saisis de plein droit et que les autres sont tenus de demander l'envoi en possession, mais lorsque l'envoi en possession a été prononcé son effet remonte comme l'effet de l'acceptation, au jour de l'ouverture de la succession ». Le fait d'assimiler les effets de l'envoi en possession à ceux de l'acceptation semble indiquer que l'Etat ne recueille les successions en déshérence que parce qu'il est successeur.

De même un arrêt de la Cour de Lyon du 31 juillet 1885², qu'invoquent les partisans de la première conception et que nous avons déjà rapporté contient dans un de ses attendus une déclaration qui est de nature à faire réfléchir sur la pensée de ses rédacteurs : « Lorsque le défunt, y est-il dit, a exhéderé purement et simplement tous les membres de sa famille, il a entendu appeler ses héritiers irréguliers, et notamment l'Etat ».

N'est-ce pas contraire à la théorie des biens vacants et sans maître ? Nous le pensons : nous avons, en effet, fait

1. S. 1855-1-689.

2. S. 1887-2-101 — D. 86-2-229.

remarquer en analysant cet arrêt que si jusque vers 1900 la jurisprudence a eu tendance à exclure l'Etat dans le cas d'exhérédation, ce n'était point là une conséquence des théories sur la nature du droit de déshérence, mais que, évitant de se prononcer directement sur la question, elle la résolvait en s'appuyant sur d'autres principes.

De même un arrêt de la Cour de Paris du 14 février 1890¹ nous semble se rattacher directement à la théorie de l'Etat successeur.

Cet arrêt a été rendu dans une matière assez spéciale : dans le cas d'assurance sur la vie stipulée par une personne au profit des héritiers ou ayants cause qu'elle laissera à son décès.

Voici quelle était l'espèce : l'ouvrier Barrioz avait passé avec la Cie la Continentale, un contrat d'assurance contre les accidents et il avait stipulé dans le contrat qu'en cas de mort la Cie payerait une somme de 3.500 fr. à « ses héritiers, donataires ou légataires ». Il était enfant naturel et ne laissait point de parents au degré successible : sa succession revint à l'Etat. C'est alors que l'Administration des Domaines réclama à la Cie le paiement des 3.500 fr. stipulés dans la police d'assurance souscrite par Barrioz. Il y avait deux manières de résoudre la question : ou bien se demander quelle était l'intention du stipulant, si oui ou non il avait entendu comprendre l'Etat dans le nombre de ses gratifiés éventuels : ce qui ne laissait guère de doute sur la solution à donner, ou bien ne point interpréter la volonté du *de cujus* et attribuer le montant de l'assurance stipulée à celui qui se présenterait comme successeur. La solution dépendait alors uniquement du titre auquel se présentait l'Etat : venant pour recueillir des biens vacants et sans maître, il n'y avait aucun droit ; au contraire, se présentant à titre de successible, il se trouvait compris dans le cercle des personnes en faveur de qui Barrioz avait stipulé.

1. S. 91-2-109 — D. 91-2-273.

C'est dans ce dernier sens que se prononça le tribunal de la Seine le 26 décembre 1888 et après lui la Cour de Paris le 14 février 1890.

« Attendu, porte un des motifs du jugement du tribunal de la Seine, que si l'Etat n'est pas un héritier dans le sens juridique du mot, l'enfant naturel¹, le conjoint survivant ne sont pas davantage des héritiers, que néanmoins ils prennent dans les affections présumées de l'assuré une place assez importante pour qu'il soit inadmissible que celui-ci ait voulu les exclure du bénéfice de l'assurance, que sous ce rapport encore, l'Etat assimilé à l'enfant naturel et au conjoint survivant, en ce qui concerne le droit successoral, doit être compris parmi les héritiers, qui aux termes de la police sont appelés à profiter de l'assurance.

Cette décision nous paraît fort nette : l'Etat s'y trouve placé sur le même pied que l'enfant naturel et le conjoint survivant, aucune différence ne pouvant être établie entre lui et les autres successeurs irréguliers.

SECTION II. — PÉNÉTRATION DE LA CONCEPTION DE L'ÉTAT SUCCESSEUR CHEZ LE LÉGISLATEUR.

Parallèlement à l'évolution qui commençait à se produire en jurisprudence de nombreuses propositions de loi de la fin du XIX^e siècle demandaient la restriction, voire même la suppression de l'hérédité en ligne collatérale.

Ces propositions nous apparaissent comme une concession faite aux systèmes socialistes², adversaires de l'héritage³. Elles sont, avec l'évolution jurisprudentielle, la con-

1. C'était avant la loi de 1896 qui accorda la saisine à l'enfant naturel.

2. C'est vers 1880 que le marxisme se substitue en France au socialisme utopique. — Congrès socialiste de Marseille 1879 et du Havre, 1880. Cf. Weill, *Histoire du mouvement social en France* (1852-1924).

3. Cf. Jules Guesde dans une brochure parue à la veille des élections législatives de 1893. « Il faut arriver, déclarait-il, à la suppression de l'héritage dans un temps donné, chacun n'a droit qu'au produit de son travail et doit pouvoir pendant sa vie en disposer librement sans avoir de redevance à payer à qui que

séquence d'un même mouvement d'idées, issu lui-même de transformations économiques et sociales du moment. Cependant, dès avant cette époque, des propositions de loi en ce sens avaient été déposées.

En 1848 déjà, dès la révolution et l'arrivée au pouvoir des socialistes, un membre de l'assemblée, Crémieux, avait proposé de supprimer l'hérédité au delà du degré de cousin germain, mais la rapidité avec laquelle se déroulèrent les événements n'en permit point la discussion. En 1857 puis en 1871, Savoye et Cassal, puis Journault et Sadi Carnot réclamèrent tour à tour la restriction de l'hérédité collatérale.

Mais ce n'est que vers 1880 que les propositions en ce sens se firent de plus en plus nombreuses.

Les étudier toutes en détail dépasserait certes le cadre que nous nous sommes assigné, ces propositions de loi n'étant qu'une étape de l'évolution que nous nous proposons d'étudier :

Ce serait du reste un travail fastidieux qui nous exposerait à de nombreuses redites, c'est pourquoi nous nous bornerons à examiner les principales et à voir de quel esprit elles procèdent.

Mais, pour ce faire, il importe de les classer. Les unes réclament d'une manière radicale la suppression de l'hérédité des collatéraux quel que soit leur degré de parenté : elles sont au nombre de quatre :

- 1^o la proposition Barodet de 1887, reprise en 1891 et 1894,
- 2^o la proposition Planteau (1888),
- 3^o la proposition Chassaing (1892),
- 4^o la proposition Allemane (1901),

ce soit. A la mort d'un citoyen, sa fortune, c'est-à-dire l'accumulation du produit de son travail, doit revenir à la collectivité afin que l'on n'ait pas besoin de prendre aux vivants le produit dont ils ont besoin pour vivre. C'est prendre à un mort ce dont il n'a plus besoin afin de ne pas prendre à un vivant ce qui lui est indispensable. »

Cette idée se trouve très atténuée dans son discours à la Chambre des Députés, séance du 22 novembre 1895 (*J. off.* du 23, Débats parlementaires, p. 2467, cf. Schaffle. *La quintessence du socialisme*. Trad. française, p. 114-118.

Les autres, plus conservatrices, demandent seulement une restriction de l'hérédité collatérale, cette restriction devant aller jusqu'au 6^e ou au 4^e degré.

Parmi celles qui demandent la restriction au quatrième degré nous signalerons :

- 1^o la proposition Giard (1884),
- 2^o la proposition Saint-Ferréol (1888),
- 3^o la proposition Maujan (1891),
- 4^o la proposition Dupuy-Dutemp (1893).

Quant à celles qui demandent la restriction au 6^e degré elles sont particulièrement nombreuses.

- Proposition Couturier (1884),
- Proposition Sabatier (1885),
- Proposition Peytral (1888),
- Proposition Morellet (1891),
- Proposition Amendements Darlan (1895),
- Proposition Poullain (1900).

La proposition Barodet¹ fut faite pour la première fois le 4 juillet 1887 à la Chambre des députés et elle avait pour but, au dire même de son auteur, « la diffusion de la propriété, l'amortissement de la dette, la diminution des impôts et l'extinction du paupérisme ».

Pour réaliser une réforme aussi vaste il fallait des mesures adéquates, aussi M. Barodet n'hésitait point à demander :

- 1^o La suppression de l'hérédité en ligne collatérale.
- 2^o L'attribution à l'Etat de toute succession collatérale *ab intestat*.

Ainsi donc M. Barodet malgré le caractère très novateur de sa proposition laissait subsister complètement la liberté testamentaire : c'est là un tempérament très important, qu'il ne faut point omettre de signaler.

La proposition Barodet fut reprise en 1891, le 19 Janvier. La Chambre vota cette fois sa prise en considération

1. *Journal officiel*, Doc. parlem. Chambre, 1887, p. 971.

dans la séance du 25 octobre 1891¹ et elle fut renvoyée à une commission spéciale de 11 membres qui conclut au rejet, à deux voix de majorité

Pour la troisième fois, le 20 novembre 1894, M. Barodet revint à la charge et déposa une nouvelle proposition² dans laquelle, outre la suppression de l'hérédité collatérale, nous relevons, chose nouvelle, une limitation du droit de tester et de disposer par acte entre vifs pour quiconque n'a pas d'héritiers directs :

En voici les termes :

Art. 1^{er} — « Les parents en ligne collatérale ne succèdent pas ».

Art. 2. — « A défaut d'héritiers en ligne directe ou de dispositions testamentaires, toute succession est acquise à l'Etat ».

Art. 3. — « Les libéralités, soit par acte entre vifs, soit par testaments, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant ou seulement l'usufruit de la totalité de ces biens, s'il ne laisse à son décès aucun héritier en ligne directe ».

Dès 1888, M. Planteau avait fait une proposition similaire³ : avec la suppression de l'hérédité collatérale il demandait qu'un impôt de 50 % vînt frapper les donations et dispositions testamentaires faites au profit de toute personne de la ligne collatérale. Ainsi donc, dès cette époque, certains ont songé, non seulement à étendre le domaine de la déshérence et à instituer l'Etat successeur, mais encore à constituer une réserve au profit de la collectivité devant atteindre la moitié des biens allant à des collatéraux⁴.

La question des retraites ouvrières fut l'occasion d'une nouvelle demande de suppression de l'hérédité collatérale

1. *Journ. off. Doc. parl.* 1891, p. 274.

2. *Journ. off. Doc. parl.* 1894, p. 2013.

3. *Journ. off. Doc. parl.* 1888 p. 447.

4. Cf. système de la commission de législ. civile et criminelle, rapport Alcide Delmont, n° 2465.

ab intestat. Elle fut déposée en juin 1901 par M. Allemane¹.

La part contributoire de l'Etat dans l'établissement de ces pensions devant nécessairement creuser une brèche importante dans le budget, l'honorable député avait pensé la combler par les recettes à provenir de la réforme qu'il réclamait. Il estimait, en effet, que la suppression envisagée procurerait au budget une somme annuelle d'environ 8 milliards 21 millions, largement supérieure à celle nécessaire pour le service des pensions ouvrières.

L'évaluation de M. Allemane nous semble quelque peu optimiste, étant donné surtout que l'Etat dans la plupart des cas se serait vu évincé par des testaments instituant des collatéraux. La proposition Allemane, qui du reste était inspirée d'une proposition Chassaing du 11 avril 1892² n'aboutit point.

Entre temps, une pluie de propositions moins radicales, tendant seulement à une restriction de l'hérédité collatérale, avaient été déposées sur le bureau de la Chambre :

Le 26 Juin 1884, M. Giard avait le premier proposé la réduction de l'hérédité au 4^e degré³. Le 24 mai 1888, M. Saint-Ferréol fit une proposition similaire⁴:

Mais tandis que le premier poursuivait l'établissement de la mutualité nationale par l'hérédité de l'Etat, le second voulait, à l'exemple de M. Barodet, former des biens devant provenir de sa réforme, à côté de la propriété individuelle, une propriété nationale, à la disposition de tout travailleur qui prendrait l'engagement de la cultiver lui-même.

Les années 1884 et suivantes connurent des propositions de loi visant au même but, mais d'une manière plus timide, puisqu'elles ne réclament la restriction de l'hérédité collatérale qu'à partir du 6^e degré. La proposition Couturier du

1. *J. off.*, Doc. parl. 1901, p. 1464.

2. *Journ. off.* Doc. parl. 1892, p. 994.

3. *Journ. off.* Doc. parl. Chambre 1884, p. 1064.

4. *Journ. off.* Doc. parl. Chambre 1888 p. 683.

31 mars 1884¹ et la proposition Sabatier du 30 novembre 1885² voulaient soustraire au budget général de l'Etat les sommes devant provenir de la réforme et les affecter, le premier à la création d'une caisse de dotation pour les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités et le second à des œuvres d'instruction, de science, ou d'assistance dans le département du domicile du *de cujus*.

La demande de prise en considération de la première de ces propositions donna lieu à un très vif débat, et elle fut renvoyée à une commission de onze membres qui se montra hostile à la limitation au 5^e degré demandée par M. Sabatier dans son projet initial, il se contenta alors de réclamer la restriction au 6^e degré; mais sa proposition, ainsi atténuée, n'eut jamais l'honneur d'une discussion publique.

Incidemment, lors de la discussion de la loi de finances de l'année 1889, M. Peytral, alors ministre des Finances, déposa lui aussi une demande dans le même sens³. L'année 1891 connut de nombreuses propositions de lois du même ordre : outre la reprise de la proposition Barodet que nous avons signalée plus haut, une proposition Maujan et une proposition Lelauney (la plus timide de toutes, puisque son auteur se contentait d'une limitation au 8^e degré⁴) ne parvinrent pas à impressionner favorablement l'assemblée : celle que fit M. Morellet au Sénat le 16 mars de la même année⁵ n'eut pas plus de succès.

Mais cependant si aucune de ces propositions de loi n'aboutit, elles eurent néanmoins une influence certaine sur l'orientation de la jurisprudence de cette époque : le seul fait de vouloir accorder à l'Etat un rang meilleur dans la dévolution successorale, de le préférer à certains collaté-

1. *Journ. off. Doc. parl. Chambre* 1884, p. 678.

2. *J. off. Doc. parl. Chambre* 1886, p. 437 et 1396, rapport Javal, *Doc. parl. Chambre* 1888, p. 649, n° 2669.

Rapport Rameau, *Journ. off. Doc. parl. Chambre* 1884, p. 1873.

3. *J. off. Doc. parl. Chambre session extraordinaire* 1888 p. 118.

4. *J. off. Chambre* 1891, p. 273.

5. *J. off. Doc. parl. Sénat*, 1891, p. 22.

raux éloignés, n'était-ce point là une tendance qui devait réagir nécessairement sur la nature de sa vocation ?

Nous sommes fondé à le croire : ce n'est pas brusquement qu'en 1900 est apparue la théorie de l'Etat successeur, elle n'a été que l'aboutissement d'une évolution insensible.

SECTION III. — L'ARRÊT DE LA COUR DE PARIS DU 31 DÉCEMBRE 1901

Ainsi, jusqu'en 1900 les manifestations plus ou moins apparentes de la théorie de l'Etat successeur étaient restées ignorées, le monde doctrinal étant resté étranger au mouvement qui se produisait.

Ce n'est qu'à cette date qu'un jugement du tribunal de la Seine¹ dont il fut fait appel devant la Cour de Paris attira l'attention de la doctrine et mit en évidence la conception nouvelle.

Ce jugement avait été rendu en matière d'exhérédation dans l'affaire suivante: il s'agissait d'un testateur qui avait exclu de sa succession tous ses héritiers du sang, il avait ajouté que toute restriction ou modification apportée à la complète exécution de cet acte d'exhérédation serait contraire à sa volonté.

L'Administration de l'Enregistrement se prévalut de l'art. 768 du Code civil et obtint un jugement l'autorisant à administrer provisoirement la succession du *de cujus*.

Mais la sœur de ce dernier agissant comme unique héritière intenta contre l'Administration une demande en nullité de testament, l'Administration déclarait que la succession devait lui être dévolue en vertu de l'Article 768 du C. civil.

Qu'allait faire le tribunal de la Seine ? Allait-il, se référant aux décisions anciennes en matière d'exhérédation trancher la question en fonction de la validité ou de la non-validité des clauses d'exclusion, ou bien, se prononçant directement sur la nature du droit de l'Etat venant à une succes-

1. Tribunal Seine 26 janvier 1900, S. 02-2-38

sion en déshérence, déclarer que ce dernier, étant un successeur irrégulier au même titre que les autres, avait une vocation certaine à la recueillir?

En effet, si l'Etat est un successeur au même titre que le conjoint survivant, si le testateur a exclu tous ses parents sans le nommer, il n'y a point d'exclusion générale et tout le monde convient qu'une exclusion partielle est parfaitement valable, et emporte institution implicite des successeurs, d'un rang subséquent en vertu de la règle « exclure, c'est disposer ».

Si le *de cujus* a exclu tous ses héritiers du sang et n'a pas mentionné l'Etat, ce dernier étant lui aussi un successible, la succession n'est point à proprement parler en déshérence et doit lui être attribuée: ainsi tout le monde a un successeur éventuel qui n'est autre que l'Etat.

C'est en ce sens que s'est prononcé le tribunal de la Seine, assimilant l'Etat au conjoint survivant et voyant en lui un successeur irrégulier de même qualité, quoique de rang inférieur. C'est ce qui résulte des motifs du jugement :

« Attendu que vainement il est soutenu que l'Etat n'est point appelé à la succession comme les autres héritiers ou successeurs, en vertu d'une institution supposée ou implicite fondée sur l'affection du *de cujus* mais qu'il y est appelé par droit de souveraineté, par un mode d'acquisition tout spécial des biens vacants et sans maître (art. 539 et 713), attendu en effet que ces articles n'ont été écrits qu'en vue des universalités mobilières et des immeubles pour lesquels le droit individuel d'occupation serait incompatible avec l'ordre social et que dès lors ils se rattachent absolument eux articles 767 et suivants, qui règlent les conditions d'acquisition des biens par les successeurs irréguliers, attendu que ce mode d'acquisition doit être considéré comme héréditaire ».

Ce jugement très formel du tribunal de la Seine a été confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1901¹

1. Cour de Paris, 13 déc. 1901, D.1902-2-177. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1902, p. 436 et 443

qui a admis comme lui que l'exhérédation prononcée par le testateur de tous les membres de sa famille, ne rendait pas le testament nul, mais avait pour effet d'attribuer le montant de la succession aux successeurs irréguliers que notre Code appelle à défaut de parents par le sang, à savoir le conjoint survivant et à son défaut l'Etat.

La Cour de Paris n'a pas cru devoir faire droit à la prétention de la partie demanderesse, dont l'avocat objectait que, si à la rigueur la clause d'exclusion totale des héritiers du sang pouvait bénéficier au conjoint survivant, elle ne pouvait nullement profiter à l'Etat.

La Cour a rejeté cette prétention en raisonnant comme suit : « Cette distinction n'est pas fondée, a-t-elle dit, les successeurs irréguliers sont tous, au fond, des successeurs légitimes, puisque c'est la loi elle-même qui les a établis. Dès lors, il serait impossible de comprendre pourquoi l'Etat ne pourrait pas, le cas échéant, bénéficier comme les autres successeurs irréguliers, d'une institution implicite par voie d'exhérédation, il faudrait un texte spécial pour qu'il en fût autrement, mais loin de distinguer entre les successeurs irréguliers, le législateur les a partout assimilés et les a traités les uns et les autres comme des héritiers : il a inscrit leur droit dans le Code civil au titre des *successions* sous le chapitre intitulé des *successions irrégulières* et à la section II sous la rubrique des droits du conjoint survivant et de l'Etat. Spécialement, il a soumis le conjoint et l'Etat aux mêmes obligations, notamment au paiement des dettes; il a subordonné leur envoi en possession, à l'accomplissement de certaines formalités, et enfin, dans l'article 773, il les a encore réunis, assimilés ensemble aux enfants naturels appelés à défaut de parents : Ce n'est donc pas par droit de souveraineté que l'Etat est appelé à une succession, mais réellement *jure hereditario* et au même titre que les autres successeurs irréguliers.

On ne pouvait être plus affirmatif et cet arrêt de principe produisit un courant d'idées favorables à l'Etat successeur,

la doctrine qui jusqu'alors avait semblé ignorer le mouvement qui se produisait s'intéressa à la question et M. Colin, se ralliant à la conception nouvelle, fit paraître au Dalloz, sous l'arrêt précité, une note remarquable où il développe les arguments fournis par la Cour de Paris et en expose d'autres à l'appui de la nouvelle théorie : nous les reprendrons plus loin en discutant cette opinion.

SECTION IV. — JURISPRUDENCE POSTERIEURE

La théorie de l'Etat successeur s'est-elle maintenue dans la jurisprudence postérieure? Depuis 1900, les arrêts s'en sont-ils inspirés ou bien au contraire, après un succès de courte durée, a-t-elle disparu sans retour, comme jadis celle du Domaine éminent?

Pour le vérifier il faut examiner les domaines pratiques où les tribunaux ont été appelés à trancher la question, à savoir celui de l'exhérédation et celui du Droit international privé.

§ I. — Le cas d'exhérédation.

Le domaine de l'exhérédation nous fournit de nouvelles manifestations de notre théorie :

Un jugement du tribunal de Marseille du 26 juin 1902¹ nous donne une preuve certaine de sa vitalité.

Une dame Hubert, veuve Coddou, était décédée laissant un testament aux termes duquel elle instituait pour légataire universel la congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, le testament contenait la clause suivante :

« J'entends que mes héritiers n'aient absolument rien des biens de ma succession. N'ayant pas eu à me louer de leur conduite, je demande au gouvernement de respecter ma volonté dernière, en ne leur accordant rien dans le cas où mes héritiers s'adresseraient à lui pour avoir une partie de ma succession ».

1. Marseille 26 juin 1902, *Rev. de l'Enregistrement* 4545.

Les héritiers de la défunte assignèrent l'administrateur provisoire en nullité du legs fait à la congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, demandant que la succession leur revint. L'Administration des Domaines intervint elle aussi de son côté dans l'instance pour réclamer en faveur de l'Etat le bénéfice de la succession, se fondant sur l'exhérédation générale des héritiers du sang prononcée par la testatrice. La congrégation, sur ces entrefaites, renonça au legs à elle fait; restaient donc parties dans l'instance les héritiers du sang d'une part et l'Etat de l'autre.

Les héritiers soutenaient que le testament contenant une exhérédation générale n'était point valable : car la défunte se bornait à exclure ses héritiers par le sang, sans leur substituer personne : ils reconnaissaient toutefois que l'exhérédation de certains d'entre eux aurait emporté par le fait même institution des autres, mais dans le cas présent on ne pouvait faire application de la règle « exclure c'est disposer », l'Etat ne venant pas comme successeur : Le testament devait être tenu pour inexistant et la succession dévolue aux héritiers dans l'ordre fixé par la loi.

Le tribunal de Marseille, statuant dans le même sens que la Cour de Paris, ne fit pas droit à la demande des héritiers, il décida que l'Etat était un successeur irrégulier comme le conjoint survivant. Les motifs se prononcent expressément « ce n'est pas, comme on le prétend, par droit de souveraineté sur les biens vacants et sans maître que l'Etat est appelé à une succession, il y est appelé comme tous les autres successeurs irréguliers, à titre héréditaire, la preuve incontestable en résulte de la place même qu'occupe dans le Code civil l'art. 768 qui établit le droit de l'Etat : cet article est inscrit au titre des successions sous le chapitre intitulé des successions irrégulières et, à la section II, sous la rubrique Des droits du conjoint survivant et de l'Etat; l'Etat est donc considéré par la loi comme un héritier, au même titre que les autres successeurs irréguliers; il est soumis en principe aux mêmes obligations, et on ne comprendrait pas dès lors qu'il n'eût pas les mêmes droits ».

Le tribunal décida en conséquence que la disposition implicite contenue dans le testament de la dame Hubert, veuve Coddou, devait profiter à l'Etat.

On comprend facilement que le jugement du tribunal de Marseille se soit rallié à la théorie soutenue par la Cour de Paris, dont la décision remontait à un an à peine, il n'est pas rare qu'un arrêt de principe comme ce dernier entraîne quelques décisions à sa suite. Mais, après ce succès passager on pouvait se demander si la théorie nouvelle n'allait point demeurer sans écho.

Pendant longtemps, si l'on consulte les recueils, la jurisprudence n'eut pas à se prononcer en matière d'exhérédation, ce n'est qu'en 1918 que nous trouvons une décision de cette espèce dans un arrêt de la Cour de Rouen du 22 mars 1918¹.

La Cour se rallie à la théorie échafaudée en 1901 et décide que le testateur ayant déclaré exhérer ses parents appelés comme héritiers sans exprimer la volonté d'exclure l'Etat de sa succession il y a là une institution implicite de l'Etat, qui par l'effet de la loi vient prendre la place des héritiers exclus et cela : « Attendu que si l'Etat n'est pas un héritier dans le sens ordinaire du mot, il est un successeur irrégulier au même titre que le conjoint survivant et après lui, que ses droits sont définis au Code civil par l'art. 724, titre 1^{er} du livre III intitulé. Des successions et 768, chap. IV du même titre intitulé « Des successions irrégulières, que l'Etat a donc une vocation certaine à recueillir les biens d'un défunt dans l'ordre et au rang établi par la loi, si celui-ci ne l'en a pas exclu expressément ».

La théorie de l'Etat successeur semble donc s'affirmer dans ce cas : l'exhérédation du *de cujus* s'interprète en faveur de l'Etat; ce dernier ne se trouvant exclu que s'il est nommément désigné.

Ces dernières années nous ont fourni des décisions plus

1. D. 1920-2-70.

nombreuses en cette matière. Un jugement du tribunal de la Seine (1^{re} Chambre) du 23 avril 1921¹ se prononce avec netteté pour la théorie de l'Etat successeur.

La veuve Carnet, avait par testament en date du 8 août 1910, exhéredé tous ses parents puis fait certains legs particuliers n'absorbant pas entièrement l'actif successoral. Son neveu Manheimer prétendit que sa tante avait fait seulement une exhéredation partielle et il voulait de ce fait recueillir l'excédent de la succession : l'Administration des Domaines la réclamait au nom de l'Etat.

Le tribunal de la Seine fit droit à la prétention de l'Etat, fondant son droit sur sa qualité de successible : « Attendu qu'aux termes de l'article 723 du Code civil, à défaut d'héritiers légitimes ou naturels, les biens passent à l'époux survivant ou à l'Etat : que l'Etat se trouve donc appelé à recueillir les successions à défaut d'héritiers; qu'il est appelé *comme successeur irrégulier*; qu'il doit se faire envoyer en possession; qu'il est assimilé dans divers articles du Code, titre « Des successions, à l'enfant naturel et au conjoint survivant en ce qui concerne ses droits et obligations; que comme eux et *au même titre* il peut être appelé à une vocation héréditaire; qu'il peut donc, à défaut d'héritiers du sang, recueillir une succession; qu'il peut, pour les mêmes raisons, l'appréhender quand lesdits héritiers sont formellement écartés par la volonté expresse du testateur... »

Manheimer, le neveu évincé, fit appel contre cette décision devant la Cour de Paris. Le substitut général Legris, dans ses conclusions, demanda qu'il plût à la Cour de confirmer le jugement du tribunal civil de la Seine, mais en s'appuyant sur des motifs différents de ceux invoqués par les premiers juges : il se rangeait délibérément à l'opinion traditionnelle : « L'ordre successoral, disait-il notamment, est basé sur les affections présumées du *de cujus*. Dès lors, comment peut-on admettre que la dévolution des biens successoraux à l'Etat en

1. D. 1924-1-39.

l'absence d'héritiers du sang ou de conjoint survivant, repose sur une présomption légale d'affection? Quand le *de cujus* entend (chose singulière) laisser sa fortune à l'Etat, que fait-il? Il fait une institution précise et formelle : son silence ne signifie nullement qu'il veut que l'Etat soit son héritier ».

La Cour, faisant droit aux conclusions du ministère public, confirma le jugement du tribunal de la Seine : moins affirmative qu'en 1901, elle évita de se prononcer sur la nature de la vocation de l'Etat : ne prenant point parti pour l'un ou l'autre des systèmes en présence, elle se contenta de mentionner les deux fondements possibles au droit de l'Etat.

Le droit de propriété de l'Etat sur le reliquat demeuré libre de la succession litigieuse s'impose en l'espèce, dit-elle, *quel que soit le fondement donné à sa vocation légale*¹. Si l'on considère le domaine public comme appelé par droit héréditaire il faut interpréter le testament de la veuve Carnet et dire qu'en repoussant la dévolution légale, après exhérédation de tous les membres de la famille, elle n'a entendu écarter que la dévolution entre parents sans viser l'Etat. Au contraire, si l'on considère l'Etat comme appréhendant la partie non léguée de l'hérédité par droit de souveraineté sur les biens vacants et sans maîtres, il faut assimiler le manque d'héritier par suite de l'exhérédation à l'absence réelle d'héritiers.

Un pourvoi en cassation fut formé contre la décision de la Cour de Paris par le neveu de la testatrice. La Chambre des Requêtes rejeta ce pourvoi le 5 décembre 1923² la Cour de Paris lui paraissait avoir légalement justifié sa décision n'ayant violé aucun texte de loi.

La Chambre des Requêtes n'a donc pas elle non plus tranché expressément la question de la nature du droit de l'Etat, mais cependant elle semble incliner pour l'Etat successeur, c'est ce qui ressort d'un de ses attendus : « Mais attendu

1. Tribunal de la Seine, 3 fév. 1923, *Journal des Notaires* du 20 fév. 1924 (4^e cahier).

2. Cass. Req. 5 déc. 1923 D. 1924-1-39. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1924, p. 408.

que l'exclusion prononcée par la dame Carnet contre tous ses parents n'entraîne nullement la nullité du testament et qu'elle attribue par cela même la part, dont les parents sont privés à ceux que la loi appelle à la recueillir à leur défaut, c'est-à-dire dans l'espèce à l'Etat, à défaut de successibles qui lui soient préférables, pour les biens successoraux autres que ceux légués ».

Les motifs invoqués par la Chambre des Requêtes semblent donc s'orienter de façon plus précise vers la théorie de l'Etat successeur : c'était la première fois que la Cour suprême avait eu à se prononcer sur la question.

Cette tendance se trouve affirmée par une autre décision de la Chambre des Requêtes du 3 juillet 1924¹, dans une espèce analogue : une demoiselle Gibelin avait par testament olographe institué pour sa légataire universel la dame Girard et en cas de non-acceptation le Placement familial et déshérité ses « héréditaires ».

La dame Girard renonça au legs universel et le Placement familial n'ayant point la capacité requise pour accepter, un certain Guibert, cousin issu de germain de la testatrice, réclama la succession, prétendant qu'il ne pouvait, à raison de son degré de parenté, être compris parmi « les héréditaires » exclus.

La Cour d'Appel d'Aix n'ayant pas fait droit à sa demande, il se pourvut en Cassation. La Chambre des requêtes, comme dans l'espèce précédente, rejeta le pourvoi :

« Attendu, notamment, que l'exclusion prononcée par la demoiselle Gibelin contre tous ses parents n'entraîne nullement la nullité du testament et qu'elle attribue par cela même la succession à ceux que la loi appelle à la recueillir à leur défaut, c'est-à-dire dans l'espèce à l'Etat, à défaut de successibles qui lui soient préférables ».

Ainsi par deux fois la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation a assimilé dans le cas d'exhérédation le droit de

1. Cass. Req. 3 juillet 1924. *Gazette du Palais* 1924-2-430. *Recueil hebdomadaire*, Dalloz, 1925, p. 509.

l'Etat à celui des autres successibles. Est-ce là le terme de l'évolution commencée dès avant 1901 ? Il serait téméraire de l'affirmer.

§ II.— Dans le cas de déshérence en Droit international privé

La théorie de l'Etat successeur affirmée pour la première fois dans le cas d'exhérédation et solidement établie dans ce domaine, a-t-elle pénétré dans celui du droit international privé qui jusqu'en 1900 lui avait été complètement fermé ?

Ici la jurisprudence ne peut pas tourner la difficulté, éviter de se prononcer sur la nature de la vocation de l'Etat, en faisant dépendre d'autres principes la solution à donner au problème qui se pose : un étranger décède en France sans héritiers ; qui va recueillir les biens mobiliers laissés sur notre territoire : l'Etat français, ou l'Etat étranger, dont le *de cuius* était ressortissant ?

La solution à donner dépendra uniquement du titre que l'on accorde à l'Etat recueillant une succession en déshérence : c'est ce qu'a vu M. Weiss, le savant professeur de la Faculté de Droit de Paris, dans son *Traité élémentaire de Droit international privé*¹. « La solution à donner à ce problème dépendra du caractère que l'on attribue au fisc venant à une succession.

Si l'on voit en lui un véritable héritier dont le droit est semblable à celui d'un parent, d'un conjoint, c'est la loi personnelle du *de cuius* qu'il faudra seulement regarder et par conséquent, c'est l'Etat dont il a personnellement relevé qui lui succédera en admettant qu'il puisse succéder en France. Au contraire, si l'on voit, dans l'attribution au fisc, des biens de toute personne décédée sans héritier, une sorte d'occupation, de mainmise sur les biens sans maître, conformément au principe posé dans l'art. 713 du Code civil français, c'est la

1. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, éd. de 1885, p. 850.

lex rei sitæ, que l'on devra appliquer et cette application, commandée par l'intérêt de la propriété, par l'ordre public international conduit à réserver les biens compris dans la succession à l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent ».

Les directives formulées par la Cour de Paris en 1901 en faveur de l'Etat successeur et l'évolution de la jurisprudence civile ont-elles eu une répercussion sur la pratique administrative plus haut rapportée et les décisions de nos tribunaux qui s'en inspiraient ?

Il ne semble pas : un arrêt de la Cour d'Appel de Tananarive du 30 juin 1901¹ paraît ne point abandonner l'ancienne conception :

Un indigène malgache, sujet français, était décédé sans laisser de parents au degré successible : ses biens devaient revenir, en vertu d'un vieux principe de droit coutumier indigène, au souverain. Mais à qui les attribuer, à la Caisse de la Colonie de Madagascar (qui a capacité de recevoir) ou bien à l'Etat français ?

La Cour de Tananarive raisonna par analogie de ce qui se produit lorsqu'un conflit similaire s'élève entre la France et un Etat étranger au sujet d'une succession en déshérence. Se basant sur les décisions antérieures et les règles administratives traditionnelles, elle écarta l'Etat français au profit de la Colonie : c'est ce qui résulte des motifs invoqués :

« Attendu, en effet, que c'est une règle de Droit international généralement reconnue en doctrine et en jurisprudence, sous réserve de quelques divergences de doctrine et d'ailleurs constamment suivie dans les rapports de la France avec les autres nations (sauf quelques traités passés avec des pays orientaux de peu d'importance : Mascate, Siam, Birmanie), que c'est en vertu d'un droit de souveraineté et non à titre d'héritier, que tout Etat recueille les biens d'un individu décédé sans laisser de successibles et en dispose : que, par tant de ce principe, si l'on ne saurait admettre un Etat étran-

1. *Gazette des Tribunaux*, 28 août 1909.

ger à faire acte de souveraineté en France et si par suite le droit de prise et de disposition de l'Etat français s'étend à tous les meubles et immeubles laissés en France par l'étranger dont les biens sont en déshérence, à l'inverse lorsqu'il s'agit de la succession d'un Français décédé sans laisser, d'après la loi qui le régit, des parents au degré successible, l'Etat français ne peut faire acte de souveraineté au delà des limites de son territoire et réclamer les biens laissés à l'étranger par le Français dont il a appréhendé la succession en déshérence, que vis-à-vis de ces biens le droit de prise et de disposition de l'Etat dans lequel se trouvent les dits biens doit être considéré comme absolu.

Attendu que cette règle qui intéresse les rapports de la France avec les autres nations et qui comme il a été dit paraît être, sauf quelques cas exceptionnels, couramment suivie dans ces rapports a été formulée dans de nombreuses décisions ministérielles et rappelée dans l'instruction de la Direction générale de l'Enregistrement du 10 octobre 1878; que dans cette instruction il est formellement dit que « le Domaine doit s'abstenir de toute revendication de valeurs laissées à l'étranges par des Français dont il a appréhendé la succession à cause de déshérence ».

La jurisprudence n'a donc point changé sa manière de voir en cette matière et continue à refuser ici à l'Etat le titre de successeur qu'elle lui accorde par ailleurs.

Depuis l'arrêt de la Cour de Tananarive nous n'avons pas trouvé d'autres décisions jurisprudentielles en cette matière : il serait curieux de savoir si l'accentuation de la tendance favorable à l'Etat successeur restera sans influence dans le cas de la déshérence en Droit international privé. Quant à nous, nous croyons que les derniers arrêts de la Cour de Cassation en matière d'exhérédation sont susceptibles d'amener un revirement dans ce domaine.

SECTION V. — LA DOCTRINE

Nous venons de voir comment la théorie de l'Etat successeur crée en jurisprudence, s'y était développée et y avait de plus en plus pénétré au cours de ces dernières années. Une partie de la doctrine s'est ralliée à cette conception, en particulier M. Ambroise Colin¹. Il nous reste à exposer maintenant les arguments que ses partisans font valoir à l'appui de cette manière de voir.

L'Etat succède disent-ils :

1^o Parce qu'il ne diffère pas d'un successeur ordinaire;

3^o Parce qu'étant quelquefois primé par certains établissements publics qui sont appelés en vertu d'un droit de succession, on ne saurait lui refuser un droit de même nature;

3^o Parce qu'enfin, dans une législation qui limite la succcessibilité à un degré quelconque, le droit de l'Etat ne peut qu'être un droit de succession.

Reprenons ces arguments dans l'ordre indiqué :

I. — **Argument tiré de la similitude du droit de l'Etat avec celui d'un successeur ordinaire.**

L'Etat ne diffère pas d'un successeur ordinaire. C'est ce qui semble résulter : de la manière dont il recueille un patrimoine, de ses obligations, et des formalités qu'il doit accomplir.

I. — *L'Etat recueille par le fait du décès d'une personne une universalité juridique, un patrimoine.* — La succession est un mode d'acquérir par décès et à titre universel; les deux conditions requises semblent bien réalisées par l'Etat.

En effet, il ne recueille point les biens de la personne décé-

1. Note Ambroise Colin, sous arrêt de Cour de Paris du 13 déc. 1901, D. 1902, 2-177. Colin et Capitant. *Cours élémentaire de Droit civil français*, t. III, p. 424-3^e éd. 1922.

dée sans héritier, individuellement, sans coordination entre eux, comme il le ferait si c'étaient des biens vacants et sans maître, des *res derelictæ* lui provenant en vertu de l'article 713 du Code civil.

Tout au contraire, il les recueille dans leur ensemble, il entre donc en possession d'une universalité juridique, d'un patrimoine. N'est-ce point là succéder ?

D'autre part son droit s'ouvre par suite du décès d'une personne : mais dira-t-on cela n'est pas suffisant pour donner naissance au droit de l'Etat, il faut que le *de cujus* ne laisse personne pour lui succéder : que sa succession soit en un mot en déshérence, c'est-à-dire, comme l'a fait remarquer Demolombe, l'Etat a besoin d'un titre qui suppose qu'il n'y a pas d'héritier.

Ce n'est pas là une condition nouvelle : la loi n'a fait que mentionner le rang auquel se présenterait l'Etat, comme elle le fait pour les autres successeurs.

En effet, elle a divisé les héritiers en plusieurs classes : d'abord les héritiers légitimes, qui ont la saisine et peuvent ainsi appréhender de plein droit les valeurs héréditaires, puis les successeurs irréguliers, qu'on appelle aussi successeurs aux biens.

Dans chacune de ces catégories d'héritiers il y a des degrés : l'héritier le plus proche en degré excluant le plus éloigné : c'est ainsi que l'Etat rangé dans la classe des successeurs irréguliers se voit primé par le conjoint survivant ; le fait de venir le dernier dans la liste des successeurs irréguliers lui enlève-t-il sa qualité ? point du tout. La déshérence n'est donc pas une situation spéciale : c'est la situation d'une succession qui, faute d'autres successeurs habiles à la recueillir, est appréhendée par le dernier inscrit sur la liste des successeurs irréguliers, à savoir l'Etat.

II. — Comme tout héritier l'Etat est tenu aux dettes. — L'Etat recueillant à titre universel, comme les autres successeurs, se trouve tenu aux mêmes obligations : il doit acquitter les dettes de la succession qu'il recueille.

Mais dira-t-on, il n'est tenu que *intra vires successionnis*, dans la limite de l'actif recueilli.

Ce n'est pas là une objection que l'on doive retenir : sa situation rappelle celle d'un héritier bénéficiaire : mais, tandis que ce dernier a la faculté d'accepter sous bénéfice d'inventaire et doit faire une déclaration au greffe, l'Etat jouit de plein droit de ce bénéfice : il n'est pas d'ailleurs le seul héritier qui soit dans ce cas, l'héritier mineur ou interdit ne peut lui aussi accepter que bénéficiairement (art. 461 et 509 du Code civil).

Les raisons qui ont fait admettre cette règle diffèrent toutefois selon qu'il s'agit de l'héritier mineur ou interdit ou bien de l'Etat. Dans le premier cas, elle est établie pour protéger le successible, lui éviter les dangers d'une acceptation pure et simple qui entraînerait l'obligation indéfinie aux dettes du défunt; en ce qui concerne l'Etat, elle dérive d'un principe constitutionnel, en vertu duquel le Gouvernement ne peut engager des dépenses non prévues au budget voté par les Chambres : L'Etat ne peut donc payer le passif d'une succession au delà de son actif : la dépense qu'il ferait ainsi serait non approuvée et inconstitutionnelle, l'Etat ne peut être tenu qu'*intra vires* : mais cela n'empêche pas qu'on doive lui accorder le titre de successeur.

III.— *L'Etat se comporte comme un successeur ordinaire.*

— On ne peut lui refuser ce titre, puisqu'il se comporte en fait comme tout autre successeur.

Il a, en effet, un droit d'option : il peut accepter ou répudier la succession; n'est-ce pas là le droit essentiel de tout héritier?

Ce droit d'option ne se comprendrait pas si l'on considérait seulement l'Etat comme recueillant des biens sans maître : il devrait nécessairement accepter et du même coup toute distinction entre la succession vacante et la succession en déshérence disparaîtrait.

Le caractère distinctif de cette dernière consistant en une

manifestation de volonté de la part de l'Etat d'acquérir une succession à laquelle personne ne se présente : l'Etat étant successeur peut manifester ou non sa volonté d'entrer en possession : s'il intervenait au contraire au nom d'un devoir général de police, c'est à son insu et nécessairement qu'il se trouverait investi de ce droit.

Seule la théorie de l'Etat successeur permet de maintenir la distinction qui existe entre la succession en déshérence et la succession vacante.

Le Code civil a encore assimilé le droit de l'Etat à celui d'un successeur irrégulier en l'obligeant à demander comme le conjoint survivant l'envoi en possession; c'est ce qui résulte des art. 769 à 772.

Etant soumis aux formalités prescrites pour les successeurs irréguliers, il serait étonnant qu'on ne lui en accordât point le titre.

Quelle est en outre la situation de l'Etat après l'envoi en possession définitif des biens composant la succession en déshérence, en est-il propriétaire à compter du jour de l'ouverture de la succession ou bien est-il seulement administrateur de ces biens?

Cette question a soulevé jadis quelques controverses : Toullier soutenait que l'Etat qui recueille une succession en déshérence peut seulement jouir des biens qui la composent et non pas en disposer : la propriété ne lui étant acquise que par la prescription de trente ans. A l'appui de cette opinion on citait deux circulaires anciennes de la Régie des Domaines, la première du 10 prairial an VI qui dispose comme suit : « Le droit de déshérence n'établit point, avant la prescription légale, la République propriétaire incommutable des biens qu'elle acquiert à ce titre. Tant que cette prescription n'est pas acquise, la République n'a qu'une propriété flottante et incertaine dont elle a sans doute le droit de jouir, mais non de disposer... » dans la seconde du 13 avril 1832 on lit « ... que, jusqu'à l'expiration de trente ans, la propriété étant imparfaite, l'Etat ne peut que jouir de ces biens, mais non en disposer irrévocablement » .

Cette manière de voir qui cadrait avec un droit de main-mise sur les biens vacants et sans maître, est aujourd'hui complètement abandonnée : la loi de Finances du 30 décembre 1903, dans son art. 7, a mis fin aux hésitations de l'Administration sur ce point ; il est ainsi conçu : « L'Administration des Domaines est autorisée à aliéner, dans la forme ordinaire des ventes des biens de l'Etat, tous les biens et valeurs provenant des successions en déshérence, immédiatement après l'envoi en possession définitif prononcé par le Tribunal civil. Les inscriptions de rente sur l'Etat, comme toutes les autres valeurs cotées, dépendant de ces successions seront négociées à la Bourse. Le produit de ces aliénations sera encaissé sous le titre successions en déshérence ; sont abrogées toutes dispositions contraires, sous réserve seulement des droits des tiers et spécialement des droits des héritiers et légataires éventuels, qui seront admis à exercer leur action sur le prix net des objets vendus, dans les mêmes conditions et délais qu'ils eussent été fondés à l'exercer sur ces objets eux-mêmes ».

Ainsi donc, bien que la loi exige certaines garanties de restitution pour le cas où surviendraient des successeurs préférables, elle reconnaît à l'Etat un droit de propriété du jour de l'ouverture de la succession¹.

Peut-on expliquer ce résultat, sans voir dans l'Etat un successible ?

Cette assimilation dérivant de l'envoi en possession se manifeste encore dans un autre cas : l'Administration des Domaines peut demander l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent, quand il n'existe aucun héritier présomptif, ni successeur d'un ordre plus rapproché.

Or il s'agit d'un droit que l'article 120 du Code civil réserve aux seuls héritiers.

Appliquer cet article à l'Etat n'est-ce pas lui reconnaître

1. Le droit de propriété de l'Etat ne devient inattaquable qu'au bout de 30 ans, toute action en pétition d'hérédité par un successeur de rang préférable étant prescrite.

que c'est à ce titre qu'il peut obtenir l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent¹.

Le droit d'option dont jouit l'Etat, la nécessité où il se trouve de demander l'envoi en possession comme le conjoint survivant semblent ne point le différencier des autres successeurs irréguliers.

§ II. — Argument tiré du droit de succession de certains établissements publics.

Le droit de l'Etat, dans le cas de déshérence, est quelquefois primé par celui de certains établissements publics, comme nous l'avons signalé dans notre introduction.

Mais c'est là l'exception, le droit de l'Etat étant la règle.

Il importe, cependant, de savoir quelle est la nature du droit de ses établissements, à quel titre ils se présentent pour recueillir la succession en déshérence. Le caractère que l'on attribue à leur droit est de nature à nous renseigner sur celle du droit de l'Etat; leur droit étant un droit dérivé, concédé, sa nature déterminerait celle du droit principal. Si les diverses personnes dont le droit est préférable à celui du Domaine ne se présentent en vertu d'un véritable droit de succession, « pourquoi attribuer un caractère différent à la dévolution des biens en déshérence suivant qu'ils tombent dans le budget général de l'Etat ou dans le budget spécial d'établissements publics dépendant de l'Etat? »

L'Etat se trouve primé :

1° Par la Caisse des Retraites pour la vieillesse.

Cette caisse créée par la loi du 18 juin 1850 et réorganisé par celle du 20 juillet 1886 exerce un droit de déshérence sur les capitaux réservés dont elle eût été débitrice envers les héritiers ou légataires du crédit rentier, s'ils se fussent présentés dans les 30 ans; c'est ce qui résulte de l'art. 7 de la loi du

1. Cf. Arrêt de la Cour de Colmar, 18 janvier 1850. D. P. 1851-2-161.

18 juin 1850. « En cas de déshérence le capital fait retour à la caisse ».

2° Par la caisse des invalides de la Marine¹.

Cette caisse recueille les successions des marins et autres personnes mortes en mer, quand il ne se présente aucun héritier pour les réclamer.

Ce droit de déshérence de la Caisse des Invalides de la Marine porte seulement sur les deniers et effets appartenant aux marins et personnes assimilées.

3° Par les Hospices et dans certains cas par le Département.

L'hospice jouit de deux sortes de droits :

a) Le premier est relatif aux effets mobiliers apportés par les malades qui y sont traités et qui y sont décédés : il est établi par l'avis du conseil d'Etat des 3-8 novembre 1809 qui porte notamment « que les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir auxdits hospices à l'exclusion des héritiers et du Domaine, en cas de déshérence ».

« Qu'à l'égard des malades et personnes valides dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les hospices par lesdites personnes malades ou valides, et que dans le cas de déshérence ces mêmes effets doivent appartenir aux hospices au préjudice du Domaine ».

b) Le second cas est relatif à la succession des enfants mineurs non émancipés décédés dans les hospices.

La loi du 15 pluviôse an XIII sur la tutelle des enfants trouvés (13 février 1805) disposait dans son article 8 que « si l'enfant décédait avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à l'hospice ».

Une loi du 27 juin 1904, art. 41 a conféré au Département

1. Loi des 30 avril, 13 mai 1791, art. 14, n° 8.

les mêmes droits de succession qu'à l'Hospice sur les biens des enfants assistés : « Les biens du pupille décédé, lorsqu'aucun héritier ne se présentera, seront recueillis par le département et consacrés conformément aux dispositions de l'art. 51 de la présente loi à la création de dots de mariage, en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes ». Mais ces personnes publiques exercent-elles un véritable droit de succession ? (En ce sens Colin note précitée.)

En ce qui concerne la Caisse des Retraites pour la vieillesse et celle des Invalides de la Marine, nous ne le pensons pas.

En effet ces caisses ne recueillent pas la succession elle-même, mais seulement certains biens qui en dépendent, c'est ainsi que le droit de la Caisse des Retraites pour la vieillesse se trouve limité aux capitaux réservés des crédits-rentiers non réclamés par les héritiers et aux arrérages échus mais non encaissés avant le décès du titulaire, le droit de la Caisse des Invalides de la Marine aux deniers et effets des marins et au prorata et arrérages de pension dus par la Caisse.

Leur droit ne peut pas être assimilé à un droit de succession, préjugéant du même coup de la nature du droit principal de l'Etat.

Peu importe, répondent les partisans de l'Etat successeur, le fait même que des lois spéciales viennent, écarter, dans les cas précités le droit de l'Etat prouve suffisamment qu'il exerce un droit de succession : en effet les caisses en question se trouvent tenues du capital réservé et des arrérages de pensions échues envers les successeurs du *de cujus*.

Si l'Etat recueillait en vertu d'un principe d'ordre public, elles se trouveraient libérées par le défaut d'héritier : or il faut des lois spéciales pour écarter le droit de l'Etat, il faut que ce dernier renonce à son droit à leur profit, n'est-ce pas une preuve qu'il est assimilé à un successeur ordinaire ?

C'est là un raisonnement peut être un peu subtil, mais si ces deux cas ne fournissent pas une preuve péremptoire ; celui de l'Hospice, nous dit-on est plus probant.

L'Hospice est-il un successeur ?

Il y a lieu de distinguer suivant les deux sortes de droits qu'on lui reconnaît :

Dans le premier cas, où il recueille les biens mobiliers laissés par les malades qui y ont été traités, peut-on dire vraiment que c'est à titre de succession ?

N'est-ce pas plutôt à titre d'indemnité, de dédommagement des dépenses occasionnées pour les soins des malades ? Il le semble, surtout étant donné que ce sont des objets isolés qu'il recueille et non une universalité juridique.

Dans le second au contraire, où l'Hospice (ou le Département) recueille les biens laissés par l'enfant assisté qui lui était confié il semble être mis en possession d'un patrimoine, venir à titre de successeur aux biens. Du reste ce qui paraît confirmer cette manière de voir, c'est que la loi de pluviôse l'oblige à demander et obtenir l'envoi en possession, formalité que doivent remplir les autres successeurs irréguliers : la loi, sans lui en accorder explicitement le titre, l'aurait assimilé à ces derniers.

Ce second argument, invoqué par les partisans de l'Etat successeur, nous paraît moins solide que les précédents : en effet il n'apparaît pas très nettement, sauf peut-être dans le dernier cas, que les différentes caisses, signalées recueillent à titre de succession, et alors même qu'il en serait ainsi, pourrait-on logiquement en déduire que le droit de l'Etat présente un caractère identique ?

Le dernier argument invoqué par les partisans de l'Etat successeur nous paraît beaucoup plus sérieux.

§ III. — Argument tiré de la limitation par la loi du degré de successibilité.

On pourrait concevoir, ajoute-t-on, que ce soit à titre de biens vacants et sans maître que l'Etat recueille une succession dans une législation qui ne limiterait pas le degré de parenté qui l'admettrait *infinitem*.

C'était le système admis dans notre ancien droit, ce qui faisait dire à Loysel¹ : « Tant et si avant qu'on pouvait justifier de la parenté, les hauts justiciers étaient exclus » système qui trouvait son expression dans l'adage : « *Fiscus post omnes etiam in centesimo gradu* », ce fut aussi celui de notre Droit révolutionnaire, la Constituante n'ayant pas fixé de limite au droit de succession.

Notre Code civil, art. 755, au contraire a limité ce droit au 12^e degré.

Depuis lors, tant qu'il existe un membre de la famille, si éloigné soit-il, peut-on dire que l'Etat recueille des biens vacants et sans maître : étant préféré comme successeur à certains parents éloignés il bénéficie d'un véritable droit de succession.

Mais, objectera-t-on, il ne faut pas dire que l'Etat évince certains parents éloignés, il ne faut regarder que la parenté civile, celle que la loi reconnaît et à laquelle elle attache des effets : Du moment qu'il n'y a plus de parents légaux la succession se trouve sans titulaire.

Ce raisonnement pouvait se justifier tant que l'Etat n'évinçait que des parents très éloignés, comme c'était le cas lors de la promulgation du Code, mais dans notre législation actuelle, qui limite la succession au 6^e degré, l'Etat se trouvant en face de parents d'un degré assez proche : on ne peut expliquer qu'il se trouve préféré à ces derniers qu'en lui reconnaissant le titre de successeur.

SECTION VI — LA CONCEPTION DE L'ETAT SUCCESSEUR DANS LA LEGISLATION RECENTE

§ I. — L'Etat successeur par suite de la limitation de l'hérédité collatérale.

La théorie de l'Etat successeur dont nous venons de voir les applications en jurisprudence a pénétré éga-

1. Loyse, *Institutes coutumières*, livre II, tome V.

lement dans nos lois récentes, elle s'y est glissée insidieusement dans le couvert de mesures fiscales, mais personne n'a été dupe du mobile qui les inspirait.

C'est de cet esprit que procède la loi du 31 décembre 1917 qui en son article 17 modifie le paragraphe 1 de l'art. 755 du Code civil et limite comme suit l'hérédité collatérale : « Les parents collatéraux au delà du sixième degré ne succèdent pas, à l'exception toutefois des descendants des frères et sœurs du défunt.

Toutefois les parents collatéraux succèdent jusqu'au 12^e degré lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale ».

Cette disposition, à première vue, ne semble pas présenter un intérêt bien considérable. En effet, les cousins issus de germain continuent à hériter et la faculté de tester n'est point supprimée. Ainsi les conséquences de cette réforme n'apparaissent pas devoir apporter des modifications bien sensibles à la dévolution successorale dans la majorité des cas. On serait donc tenté de dire que ce n'est point là une pénétration de la théorie de l'Etat successeur dans notre législation nouvelle si, l'on ne connaissait point les travaux préparatoires de la loi du 31 décembre 1917 et les débats passionnés auxquels elle a donné lieu.

Quelle a été la genèse de la loi de 1917 ? c'est ce que nous allons exposer très brièvement :

Le Code civil avait limité l'hérédité au 12^e degré en ligne collatérale et cela à cause de la difficulté qu'il y aurait à prouver au delà le lien de parenté : et ce souci d'éviter des recherches d'héritiers coûteuses et des procès inutiles était unanimement approuvé : Tel était l'état de notre législation, lorsqu'en 1917, l'art. 17 de loi de Finances apporta la modification que nous avons signalée.

Quel fut le but du législateur ? C'est uniquement ce que nous avons à nous demander : a-t-il obéi à un besoin fiscal, en raison des nécessités budgétaires du moment ? a-t-il voulu consacrer la prédominance du testament sur la succession *ab*

intestat. (puisqu'il laisse entière la faculté de disposer)? Ou bien, admettant l'Etat successeur, a-t-il voulu évincer les parents éloignés à son profit? Tels sont les motifs qui ont pu l'inspirer, essayons de démêler celui qui a été prédominant.

Si nous nous référons aux débats qui eurent lieu devant les deux assemblées et aux déclarations faites par M. Klotz, alors ministre des finances : nous voyons que le gouvernement n'a pas eu l'intention de trancher une question de principe, mais voulait seulement se procurer des ressources pour l'exercice 1918, et venir en aide selon son expression « à la grande famille nationale ».

Mais on peut se demander si la réforme en question était de nature à apporter un appoint appréciable au budget, le rapporteur ayant évalué la recette devant en provenir à 3 millions environ. Ce chiffre avait été déjà donné lors des demandes de restriction de l'hérédité collatérale par M. Poincaré, ministre des Finances en 1906 et par M. Cailiaux en 1914; le maintien de la liberté testamentaire devait encore faire réduire cette évaluation optimiste.

L'intérêt fiscal ne paraît point avoir joué un rôle de premier plan : on peut alors se demander, puisque le législateur touchait à un article de notre législation civile, s'il avait l'intention de modifier les principes sur lesquels repose la dévolution successorale : voulait-il faire prédominer la succession testamentaire sur la succession *ab intestat*, puisque cette dernière se trouvait supprimée au delà du 6^e degré alors que le testament restait possible? Le dernier alinéa du nouvel article 755 nous le ferait croire : cette question fut un instant agitée au Sénat et c'est dans cet esprit que la Haute Assemblée, sauvegardant complètement la liberté testamentaire, décida que les parents collatéraux succéderaient, comme par le passé, jusqu'au 12^e degré lorsque le défunt ne serait pas capable de tester et ne serait point frappé d'interdiction légale.

Le législateur a-t-il pensé que c'était pour chaque citoyen

un devoir de tester : l'appropriation de ses biens par l'Etat dans le cas où il mourrait intestat ne devant être qu'une pénalité ?

Nous ne le pensons pas, cet additif nous semble n'avoir été voté que dans le but de limiter la vocation de l'Etat.

La loi de 1917 modifiant l'art. 755 du Code civil n'est-elle donc point une application de la théorie de l'Etat successeur, une pénétration de cette théorie dans nos lois civiles ?

La lecture des débats animés, auxquels elle a donné lieu nous le ferait croire.

Si l'intérêt fiscal, but avoué, ne ressortait pas nettement, le législateur voulait-il du même coup trancher une question de principe, donner à l'intervention de l'Etat dans le domaine successoral un autre fondement, mettre en harmonie la législation avec les tendances nouvelles de la jurisprudence ?

Le législateur ne l'a point dit et nous ne pouvons faire que des conjectures. Nous pensons que tous les motifs que nous avons énumérés ont joué un rôle dans l'élaboration et le vote de cette loi : motif fiscal, bientôt reconnu insuffisant, motif politique (accorder une concession plus théorique que pratique aux idées socialistes), sans se prononcer nettement toutefois sur le titre auquel l'Etat est appelé, enfin motif juridique : restreindre les cas d'intervention de l'Etat par le maintien intégral de la faculté de tester.

De la diversité des buts envisagés est née une loi obscure quant à son principe : œuvre transactionnelle, elle a contenté tout le monde, chacun voulant y voir une application de ses idées personnelles : mais c'est là assurément une méthode dangereuse que celle qui consiste à éluder les questions délicates, à ne point se prononcer sur les principes : cette imprécision initiale pouvant s'interpréter différemment suivant les circonstances.

§ II. — L'Etat successeur par suite de l'Augmentation de l'impôt successoral.

Nous venons de montrer comment la théorie de l'Etat successeur s'était glissée dans notre législation civile et comment la loi du 1917 pouvait en être regardée comme une application : il nous reste maintenant à signaler rapidement sa pénétration dans nos lois fiscales. L'Etat, avons-nous dit en tête de cet opusculé, intervient de deux manières pour recueillir une part des successions qui viennent à s'ouvrir : Il se présente lorsque l'héritier fait défaut, à titre héréditaire d'après la conception nouvelle et en second lieu il intervient plus communément pour percevoir l'impôt successoral.

De cette deuxième manifestation de l'activité de l'Etat, si différente de la première, nous ne devrions point parler ; mais, ces dernières années, il s'est produit un singulier rapprochement entre ces deux modes d'intervention : la situation de l'Etat se rapprochant de plus en plus de celle d'un successeur dans les deux cas.

En effet, à l'origine, l'impôt successoral était un simple droit de mutation par décès, avec détaxe en faveur de la ligne directe et des époux : c'était là le système de la loi du 22 frimaire an VII qui est fondamentale en la matière. Le montant de l'impôt était faible, 1 pour cent de la valeur des immeubles et 0,25 pour cent de celle des meubles recueillis par eux pour les héritiers en ligne directe et de 5 % et 1, 25 % de cette valeur pour les autres successeurs. Duchâtel, rapporteur au conseil des Cinq-Cents, résumait la manière de penser des rédacteurs en disant : qu'il ne fallait pas que l'héritier :« sacrifiant plus d'une année de ses revenus en fût réduit à emprunter à gros intérêt les sommes nécessaires à l'acquitter ». Et il crut même devoir excuser la taxation des successions en ligne directe, « la commission, disait-il en effet, ne peut ni ne doit vous proposer d'affranchir du

droit d'enregistrement les successions directes. Tout ce qui s'opère par succession en ligne directe semble autant appartenir aux lois de la nature qu'à celles de la société. Cependant, c'est la société qui autorise et qui protège les propriétés privées. On ne peut dire, j'ai le droit de recueillir ceci qu'à la faveur de ses lois et cette faveur ne peut être gratuite dans aucun cas dès que la société a des dépenses publiques à faire pour assurer la garantie commune et protéger la propriété privée¹. »

L'Etat saisit donc au passage les manifestation extérieures de la fortune et en profite pour exiger des citoyens une somme variable représentant une contribution aux charges publiques, l'impôt successoral ne différant pas, par son principe des autres impôts indirects.

Que nous sommes loin de l'époque où l'Etat se contentait de si peu pour le transfert de propriété qu'il opérait au bénéfice de l'héritier, aujourd'hui les temps sont changés; l'Etat qu'il ait ou non le titre de successible, s'en attribue en partie l'émolument !

En effet depuis un siècle nous assistons à une augmentation croissante des droits de succession : quelle en est la cause ? L'impôt successoral est un moyen commode auquel on a ordinairement recours pour combler les déficits budgétaires : c'est ainsi que nous remarquons que les embarras du Trésor dans le cours du XIX^e siècle ont été comblés par ce moyen : c'est ainsi que nous eûmes les lois successorales du 28 avril 1816, du 21 avril 1832, du 28 mai 1850, du 23 août 1871. Toutes ces lois ont augmenté les droits successoraux, gradué le taux de la taxe suivant la proximité ou l'éloignement de l'héritier par rapport au défunt.

Mais c'est la loi du 25 décembre 1901 qui a marqué la première étape décisive de la marche de l'Etat vers la qualité de successeur : Elle l'a marquée, moins par une quotité de

1. Duchatel, Rapport au nom de la Commission des Finances, Conseil des Cinq-Cents, séance du 6 fructidor, an VI.

l'impôt désormais perçu sur la succession que par le mécanisme créé par elle à la base de cet impôt : à savoir la progressivité. Le tarif de l'impôt étant gradué non seulement sur le degré successoral, mais croissant suivant les différentes tranches de la succession.

Depuis 1901 non seulement on a élevé la proportionnalité de l'impôt au regard de chaque fraction, mais on a multiplié les fractions au delà du maximum fixé par la loi de 1901, qui était d'un million. c'est ce qui fut fait par les lois du 30 mars 1902, du 8 avril 1901, du 31 décembre 1917, du 25 juin 1920.

Avec cette dernière loi, l'Etat est devenu un véritable successeur, puisqu'il arrive à prélever 17 % dans certaines hypothèses en présence des descendants du 1^{er} degré et 59 % entre parents au delà du 4^e degré et entre personnes non parentes. La situation de l'Etat a été renforcée par le fait de la création par l'art. 10 de la loi du 31 décembre 1917 de la taxe successorale, dont le taux a été ensuite augmenté par la loi du 25 juin 1920, dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés, il est perçu, indépendamment des droits auxquels les mutations par décès, de biens, meubles et immeubles sont assujettis, une taxe progressive et par tranches sur le capital net global de la succession.

Le taux de cette taxe s'élève parfois jusqu'à 39 %. En la combinant avec l'impôt sur les parts nettes on en arrive à des taux exorbitants, si bien, qu'on a cru devoir introduire une clause de sauvegarde, en décidant que le contribuable devait toujours toucher, déduction faite des impôts, au moins 20 % de la part d'actif net à lui transmise. C'est ce qui résulte de l'art. 30 de la loi du 25 juin 1920 qui dispose comme suit : « Le total de la fraction de la taxe successorale incombant à un héritier et de droit de mutation à la charge de cet héritier ne pourra excéder 80 % de la part nette qui lui est dévolue, calculée sur l'actif héréditaire net, sans déduction de la taxe successorale. La réduction portera sur les droits

de mutation par décès » Cette hypothèse n'est pas purement théorique, elle peut en effet se présenter quand l'héritier ou légataire universel à une grosse succession doit acquitter beaucoup de legs particuliers, car il est seul passible de la taxe successorale, sans recours contre les légataires particuliers.

La loi du 3 août 1926 portant ouverture de crédits supplémentaires de l'exercice 1926 et création de nouvelles ressources fiscales a encore accentué cette tendance.

L'impôt successoral a donc perdu le caractère d'impôt de mutation que lui attribuait la loi de frimaire an VII. Dans la participation à la dévolution successorale, l'Etat semble toujours intervenir en vertu de son pouvoir de lever des subsides, mais en réalité, nous nous trouvons plutôt en face d'une manifestation d'héritier sur les biens du *de cujus* : l'Etat, par la quotité de l'impôt perçu, étant désormais un véritable copartageant.

Ainsi l'évolution de l'impôt successoral, nous semble parallèle à celle du droit de déshérence :

Dans les deux cas l'Etat est aujourd'hui un véritable successeur : dans le premier, la jurisprudence lui en accorde désormais le titre; dans le second les taux excessifs de nos lois successorales lui en accordent l'émolument.

La théorie de l'Etat successeur, cadre incontestablement mieux que la théorie traditionnelle avec la tendance actuelle à étendre les droits de l'Etat tant par la limitation de l'hérédité collatérale que par l'augmentation sans cesse croissante de l'impôt successoral.

DEUXIEME PARTIE

Théorie de l'Etat héritier réservataire

Ainsi, tandis que nos lois nouvelles augmentent l'impôt successoral et restreignent l'hérédité en ligne collatérale, la jurisprudence récente semble de plus en plus se rallier à la conception de l'Etat successeur.

Mais, si toutefois elle accorde à l'Etat le titre de successeur, ce dernier, quelle que soit la nature de son intervention, ne se présente pour appréhender la succession que lorsqu'il n'y a aucun successible pour la recueillir, qu'à défaut d'héritier et de conjoint survivant : ainsi quel que soit le titre auquel se présente l'Etat le vieil adage « *Fiscus post omnes* », reste toujours vrai.

Au cours de ces dernières années, s'est manifestée une tendance nouvelle : se basant sur la qualité de successeur reconnue à l'Etat, certains pensent qu'il convient de lui donner un rang préférable, de l'appeler concurremment avec les héritier du sang, de lui accorder une part dont on ne pourra le priver : en un mot d'en faire un réservataire.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES DE CETTE CONCEPTION.

SECTION I. — LA DETTE SOCIALE.

De la dette sociale à la réserve sociale.

La conception de l'Etat héritier réservataire est une conception très hardie, très novatrice, car elle bouleverse toutes les idées reçues en matière de succession *ab intestat*. Cette dernière reposant jusqu'ici sur une idée familiale et sur une idée d'affection présumée du *de cuius*.

Mais disent les partisans de l'Etat héritier réservataire, l'individu n'a pas seulement des devoirs envers la famille, il en a également vis-à-vis de la société, de la collectivité, dont il est membre. La famille n'est plus actuellement le seul groupe auquel appartienne l'individu, le relâchement du lien familial a eu pour conséquence de mettre plus en lumière les liens de solidarité qui le rattachent à la grande famille humaine à laquelle il appartient.

Cette idée de solidarité a donné lieu à notre époque à une littérature abondante chez les philosophes et les juristes et tous se sont attachés à montrer l'importance de cette notion¹.

En effet, il ne faut pas considérer l'homme comme un être isolé, mais comme un être social, un animal politique au sens où l'entendait Aristote : l'individu est un produit du milieu, la vie sociale est une collaboration où tout s'échange, où les uns reçoivent ce que donnent les autres.

1. Ihering, *Evolution du Droit*, § 40

L'individu, pris dans les liens de la solidarité sociale, se trouve en naissant chargé d'obligations envers ses semblables; c'est ce que Léon Bourgeois a brillamment développé dans son livre *Solidarité*¹.

« L'homme vivant dans la société et ne pouvant vivre sans elle, est à toute heure un débiteur envers elle. Là, est la base de ses devoirs, la charge de sa liberté. L'obligation de chacun envers tous ne résulte pas d'une décision arbitraire, extérieure aux choses, elle est simplement la contre-partie des avantages que chacun retire de l'état de société, le prix des services que l'association rend à chacun. L'homme naît débiteur de l'association humaine ».

L'homme doit beaucoup, en effet, aux générations qui l'ont précédé et ont accumulé par leur labeur patient et fécond les instruments de travail dont il se sert, il leur est redevable des découvertes scientifiques, des inventions géniales dont il bénéficie².

Pour nous en faire une idée, nous n'avons qu'à comparer la situation d'un Européen héritier de 20 siècles de civilisation, avec celle d'un sauvage : la différence qui les sépare représente toute l'étendue de la dette dont le premier se trouve tenu. Tenu mais envers qui ? Envers les générations passées ? alors le créancier n'existe plus et la dette se trouve éteinte. Point du tout, c'est envers les générations présentes et futures qu'il devra s'acquitter. Ne pouvant vivre qu'en société, il est débiteur de l'Etat, forme politique de la société.

Et cette dette sociale est toujours croissante à mesure que l'humanité avance dans la voie du progrès.

On voit, de plus, le rôle de l'Etat s'étendre de jour en jour, ses fonctions devenir plus nombreuses. Jadis, son intervention était très limitée : assurer la sécurité extérieure de

1. Léon Bourgeois, *Solidarité*, p. 116.

2. Celui qui a inventé la charrue laboure encore invisible à côté du laboureur : qu'avons-nous donc qui nous appartienne en propre et en entier au sens rigoureux de la science pure : les œuvres du génie individuel ne sont elles pas en même temps celles de la race. Alfred Fouillée, *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1884.

la nation et du territoire, la sécurité des individus à l'intérieur, ce qui correspond aux trois services de guerre, de police et de justice : voilà quel était à peu près le maximum de son intervention, son rôle était purement négatif et il était couramment admis qu'il ne devait pas intervenir dans les relations économiques, dans la vie intellectuelle et morale du pays.

De nos jours, il n'en est plus ainsi et de plus en plus on estime que l'Etat a une mission positive et qu'il ne dépasse pas le cadre de ses attributions en intervenant dans le domaine économique et social, en s'ingérant de plus en plus dans les intérêts privés.

Jadis, l'Etat était considéré comme un organisme politique, il y avait des gouvernements, point d'Etats, au sens moderne du mot conscients du but qu'ils ont à atteindre, c'est ainsi que M. Duguit, l'éminent doyen de la Faculté de droit de Bordeaux, a pu dire de l'Etat moderne qu'« il est un agrégat de services publics ayant pour but de mettre en œuvre les principes de solidarité issus de l'interdépendance sociale¹ ».

Le rôle de l'Etat s'est également étendu dans le domaine familial, on le voit investi de fonctions qui étaient jusque-là celles de la famille ; il exerce la puissance paternelle lorsque les parents s'en montrent indignes, il en limite l'exercice quand ils en abusent au préjudice de leurs enfants², il donne l'instruction et oblige les ascendants à la donner ; il organise l'assistance, se charge de la nourriture et de l'entretien des enfants abandonnés, il prend à sa charge les parents âgés ou infirmes que leurs enfants ne peuvent secourir³.

A cette évolution extensive du rôle de l'Etat correspond une évolution en sens inverse de la famille : autrefois groupe étendu et homogène, elle évolue de plus en plus dans le sens individualiste, elle se réduit à un petit groupe dont les membres sont unis par des liens naturels d'affection ; comme l'a

1. Duguit, *Traité de droit constitutionnel* (en 5 volumes), 2^e éd. t. II.

2. Loi du 24 juillet 1889, relative à la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

3. Loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards infirmes et aux misérables privés de ressources. *J. off.* 16 juillet 1905.

dit M. Lefebvre¹ « la notion de famille se réduit de plus en plus à ce que nous appelons le foyer domestique, entre père, mère et enfants ».

Ainsi, a-t-on pu dire, si les obligations de l'Etat vont en augmentant, s'il remplace la famille défaillante dans de nombreux cas, ses droits doivent s'étendre dans la mesure de ses devoirs: de la solidarité familiale et des devoirs qu'elle engendre est issu l'héritage familial, de la solidarité sociale doit naître une hérédité sociale, compensatrice des devoirs dont la société se trouve tenue et des avantages qu'on en retire.

SECTION II. — LA RESERVE SOCIALE.

Mais pour que l'hérédité sociale ne soit pas un vain mot, comme il est à craindre que le *de cuius* ne se libère pas spontanément de ses devoirs envers la société en laissant une part de sa succession à l'Etat, certains ont pensé qu'il convenait d'en faire un réservataire. C'est ainsi que M. Vallier a écrit : « De même que la réserve sanctionne les devoirs envers la famille, de même la réserve de l'Etat serait la traduction matérielle des devoirs dont l'individu est tenu envers la société² ».

Ce système aurait en outre l'avantage de mettre en harmonie notre législation civile avec notre droit fiscal, l'empêtement de plus en plus accentué du fisc dans le domaine des successions, ne pouvant plus s'expliquer par les anciens principes en matière d'impôts. « L'impôt de succession, écrit le même auteur, sans principe stable comme base n'a plus, de l'aveu de tous, que deux limites : les nécessités budgétaires d'une part, la résistance du contribuable de l'autre. Là où on manque de tout principe juridique on est en plein

1. Lefebvre, *La Famille en France dans le Droit et dans les mœurs*, p. 217

2. Vallier, *Le Fondement du droit successoral*, thèse p. 640, § 929, in fine.

arbitraire et de tous les arbitraires l'arbitraire fiscal est certainement le plus à craindre¹ ».

Ainsi, pour lui, l'Etat ayant, en fait, la situation juridique d'un héritier privilégié, il serait souhaitable qu'on lui en accorde le titre : la part réservataire qu'on lui attribuerait serait une barrière, une digue contre les empiètements répétés de la fiscalité dans le domaine successoral; l'Etat se voyant reconnaître une fois pour toutes un droit fixe dans toutes les successions n'y chercherait plus de recettes nouvelles.

Ainsi, de la dette sociale, certains en sont arrivés à une réserve sociale, qui devrait en être la contre-partie.

Cette idée est assez récente. Soutenue en Allemagne par de nombreux auteurs, en particulier par von Scheel² et en Suisse par Huber dans l'Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil³, elle n'apparaît véritablement chez nous que vers 1900.

SECTION III. — ANTÉCÉDENTS HISTORIQUES.

Cependant on peut voir la première manifestation de cette idée dans le plan de Code civil de l'ancien constituant Durand de Maillane; il proposait d'attribuer une part à l'Etat dans toutes les successions, ce dernier aurait pris, en concours avec les parents les moins proches, une part variant du douzième à la totalité de l'hérédité : un douzième de la succession en présence de parents au 4^e degré, un dixième en présence de parents au 7^e degré, mais la moitié en présence du conjoint et la totalité en présence des autres parents⁴. Ce projet avait été écarté, l'opinion de cette époque étant contraire à la reconnaissance d'une vocation successorale à l'Etat.

1. Vallier, *op. cit.* p. 643 2.

2. Von Scheel, *Erbschaftsreform und Erbrechtsreform*, Iéna, 1877.

3. Huber, *Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse*, t. II, Des successions, p. 13. René Cassin, *La conception des droits de l'Etat en matière successorale dans les projets du Code civil suisse*, thèse, Paris, 1914.

⁴. Ambroise Colin, *Le Droit de succession dans le Code civil*, livre du centenaire, 1904, p. 324.

Parmi les propositions de loi visant la restriction de l'hérédité collatérale nous en avons cité une : la proposition Barodet qui, la troisième fois qu'elle fut présentée, contenait une limitation de la faculté de tester en ligne collatérale, c'est-à-dire la création d'une véritable réserve au profit de l'Etat, mais seulement lorsqu'il n'y a point d'héritiers directs.

L'art. 3 de la proposition portait en effet « les libéralités, soit par acte entre vifs, soit par testaments ne pouvant excéder la moitié des biens du disposant ou seulement l'usufruit de la totalité de ses biens, s'il ne laisse à son décès aucun héritier en ligne directe¹ ».

En 1906, M. Maurice Colin, dans une proposition de loi tendant également à la restriction de l'hérédité collatérale demandait la réduction à la moitié de la succession de la vocation héréditaire du conjoint survivant appelé en l'absence de parents ; créant dans ce cas une véritable réserve au profit de l'Etat².

Ces propositions de loi faisant une part, bien mince du reste, à la réserve de l'Etat, n'aboutirent point, elles étaient trop hardies pour l'époque.

Cependant l'idée d'une réserve à attribuer à l'Etat était désormais lancée ; il ne lui manquait plus pour être reprise que les circonstances favorables, la guerre et ses conséquences a contribué à hâter le développement de cette idée.

1. *J. off. Doc. parl.* 1894, p. 2013.

2. Proposition déposée le 3 juillet 1906 *J. off. Doc. Parl. S*o 1906. Annexes n° 190, p. 145.

CHAPITRE II

ETUDE DES RECENTES PROPOSITIONS DE LOI TENDANT A FAIRE DE L'ETAT UN HERITIER RESERVATAIRE.

SECTION I. — PROPOSITION BOKANOWSKI DU 26 JUIN 1915.

C'est le 26 juin 1915 que M. Bokanowski déposa une proposition de loi dans ce sens; elle tendait à modifier l'article 731 du Code civil et à attribuer à l'Etat la qualité et les droits d'un héritier réservataire dans les successions déférées à moins de quatre enfants¹.

§ I. — But de cette proposition.

Ainsi, M. Bokanowski faisait sienne l'idée de l'Etat héritier réservataire, mais il considérait sa proposition comme un moyen et non comme une fin : le but qu'il se proposait d'atteindre étant l'accroissement de la population française.

a) **Le péril.** — En effet, le ralentissement de notre natalité est un des problèmes les plus angoissants. Dès avant la guerre nombreux étaient ceux qui avaient jeté le cri d'alarme et montré le péril : la dépopulation de la France a côté de nations prolifiques étant un danger permanent pour la paix.

C'est ce que M. Bokanowski faisait ressortir dans l'exposé

1. *J. off. Doc. parl. Chambre* 1916, p. 1353, annexe 1062.

des motifs de sa proposition de loi. « Tous les sophismes des néo-malthusiens se fondent à la lueur fulgurante des événements actuels. « Seules sont heureuses, prospères et puissantes les nations prolifiques ».

Il prévoyait, en outre, qu'après la guerre allait se poser un problème économique d'une singulière acuité; notre faible natalité et les vides causés par la guerre devant entraîner fatalement une crise de main-d'œuvre. De plus, comment garderons-nous, se demandait-il, la prépondérance politique que nous assurera la victoire, si notre langue ne se parle plus au dehors, si nos fils ne vont pas en tous lieux répandre la force et le génie français ?

Il faut donc accroître notre natalité, il faut que chacun reconnaisse et accepte cette vérité morale formulée par le Dr Jacques Bertillon : « Tout homme a le devoir de contribuer à la perpétuité de sa patrie, exactement, comme il a le devoir de la défendre ».

Or la France se meurt, pourquoi se meurt-elle ? Tous les démographes sont d'accord : la diminution des naissances n'est pas due à l'incapacité physique de la race; elle est exclusivement un acte de volonté.

On ne veut pas d'enfants ou des enfants peu nombreux parce que le Français ambitionne pour lui-même du bien-être, du luxe et pour ses enfants plus de bien-être, plus de considération qu'il en a eu lui-même. Il veut éviter le morcellement de sa fortune, en la laissant à un enfant unique.

b) **Le remède.** — Déjouer ce calcul, d'après M. Bokanowski, c'est le remède le plus efficace contre la crise de la natalité, et sa proposition de loi instituant l'Etat héritier réservataire n'avait d'autre but.

« Dans toutes les successions qui ne seront pas déferées à quatre enfants, au moins, l'Etat aura droit en qualité d'héritier et à titre de réserve à la portion réservataire d'un enfant légitime », tel était l'alinéa que M. Bokanowski proposait pour compléter l'art. 731.

Ainsi, avec ce texte, l'Etat serait l'héritier nécessaire de tout Français qui ne laisserait pas au moins quatre enfants.

Si le défunt est sans enfants, l'Etat recevrait la moitié de sa fortune, s'il en laisse un, deux ou trois : l'Etat intervenant comme un deuxième, un troisième ou un quatrième enfant prendrait le tiers, le quart ou les trois-seizièmes de la succession. Au delà du quatrième il renoncerait à toute intervention, ce serait là « la prime magnifique » consentie aux familles nombreuses.

M. Bokanowski faisait remarquer qu'à côté d'une influence heureuse sur le relèvement de la natalité, sa proposition présentait des avantages fiscaux, économiques et sociaux dont on ne pouvait nier la valeur.

La guerre allait entraîner une charge complémentaire pour notre budget, comment y faire face ? En augmentant d'une manière considérable le taux des impôts ? une pareille amputation des revenus ne serait pas sans décourager toute activité économique, sans rendre précaire la situation de ceux qui n'ont qu'un revenu moyen. En recourant à l'impôt indirect on frapperait alors durement le consommateur et en particulier les familles nombreuses ; d'autre part, l'impôt indirect ayant une incidence fatale l'augmentation du coût de la vie en serait une conséquence certaine.

Il faudrait donc recourir à une forte contribution sur le capital : l'impôt sur les successions en offrirait le moyen le plus commode : outre que cet impôt n'a point d'incidence, ce qui est très appréciable, il frappe la richesse acquise au moment où elle passe en de nouvelles mains. Cet impôt d'une perception facile serait très productif. M. Bokanowski évaluait son produit à 2 milliards environ pour les premières années.

D'autre part, M. Bokanowski estimait que sa proposition laissait à tous les producteurs, aux industriels, aux commerçants et aux agriculteurs, le libre emploi de leurs capitaux et de leurs revenus pendant leur vie, elle rendait plus facile l'essor économique indispensable au pays.

Enfin il espérait que cette législation nouvelle serait un élément de paix sociale.

Par elle, la richesse acquise participant d'une façon éclatante au paiement des dépenses de guerre, le spectacle démoralisant de la transmission d'immenses fortunes entre les mains d'inutiles ou d'incapables serait désormais plus rare.

§ II. — Critique.

Les raisons que M. Bokanowski faisait valoir en faveur de sa proposition de loi ne parvinrent pas cependant à convaincre l'Assemblée qui renvoya sa proposition à la Commission de législation civile et criminelle, où elle dort encore.

Nous aurons l'occasion d'examiner au cours de notre étude les arguments proposés en faveur de l'Etat héritier réservataire et qui sont sensiblement les mêmes pour chaque proposition de loi, aussi nous bornerons-nous à cette place à étudier ceux qui sont particuliers au projet en question et d'en discuter la valeur.

Deux idées nous semblent être à la base de la proposition de M. Bokanowski à savoir que si les citoyens n'ont pas fait en enfants l'effort nécessaire, ils doivent une compensation en argent et que par ce moyen on espère relever la natalité.

Tout Français, toute Française seraient dès le jour de leur naissance débiteurs, vis-à-vis de l'Etat de quatre enfants, s'ils meurent dans avoir mis au monde quatre enfants ils n'ont pas rempli leur devoir vis-à-vis de la nation et l'Etat intervient dans leur succession pour une part d'enfant.

On peut se demander d'où naît cette obligation d'avoir quatre enfants, où elle se trouve inscrite ?

On dit bien, c'est la famille normale : deux enfants pour remplacer les parents : un pour remplacer celui qui peut mourir et un autre pour la patrie.

Mais la famille normale nous semble très variable : M. Bonnevey a dit à la tribune de la Chambre « c'est celle qui est composée d'autant d'enfants que la santé de la mère permet d'en créer et que le travail du père permet d'en éle-

ver. Elle sera peut-être de douze pour les uns et d'un seul pour les autres ».

De plus la compensation en argent dont nous avons parlé plus haut nous semble être plutôt une sorte de pénalité, de dommages-intérêts pour une obligation de faire non satisfaite; et ce qui est particulièrement injuste c'est qu'elle frapperait non les coupables mais ceux qui subsistent, les héritiers, et cela d'une manière rétroactive.

C'est une chose qui paraît injuste, d'autant plus qu'il y a des cas où cette pénalité ne pourrait raisonnablement s'expliquer : par exemple lorsqu'il s'agit d'individus mourant jeunes après avoir recueilli une succession paternelle, on ne peut leur reprocher ne de point laisser d'héritier, on ne le peut davantage pour les femmes qui, vu le déséquilibre des sexes, resteront dans un célibat involontaire.

Il est un cas enfin où on ne peut pénaliser ce qui est un véritable devoir : quand il s'agit de tarés, dont le devoir est de ne pas transmettre la vie.

Toutes ces raisons nous paraissent montrer l'injustice qu'entraînerait une pareille mesure :

D'autre part le système préconisé par M. Bokanowski aurait-il une influence aussi heureuse qu'il l'espérait sur l'accroissement de notre natalité : qu'il nous soit permis d'en douter.

Il ne sera évidemment d'aucune efficacité vis-à-vis des célibataires volontaires, des gens qui ne veulent pas assumer les charges du mariage et de la famille; ils ne sont nullement touchés. Les époux malthusiens ne le seront pas davantage, quelle influence peut avoir sur eux une pénalité qui ne les atteindra pas : leur égoïsme n'a rien à redouter.

Dans un cas seulement la proposition en question pourrait avoir quelque effet; c'est dans le cas de ceux qui restreignent volontairement le nombre de leurs enfants à un ou deux pour qu'ils aient ainsi une situation meilleure. C'est le cas du ménage calculateur : mais ceux-là même préféreront n'avoir qu'un enfant au lieu de deux par exemple, pour restreindre

la part de l'Etat, puisque dans le premier cas l'enfant unique aura la moitié, tandis que, dans le second, ils n'auront chacun qu'un tiers !

Injuste, inefficace, ce système nous semble encore dangereux en ce sens que c'est la classe moyenne qui se trouvera le plus lourdement frappée, les familles nombreuses se trouvant dans la classe riche ou chez ceux qui ne possèdent point. Les successions des petits propriétaires ruraux se trouveraient ainsi rapidement confisquées, ce qui entraînerait la disparition à brève échéance de cette classe moyenne, laborieuse et économe, qui est le meilleur soutien de notre démocratie¹.

Nous croyons, du reste, qu'il est bien difficile pour ne pas dire impossible de réformer les mœurs à l'aide des lois, l'inefficacité des *caduca* et des *ereptoria* des Césars romains n'en est-elle point une preuve ?

Outre ces critiques particulières relatives au but qu'elles se proposent, la proposition de M. Bokanowski se heurte à toutes les objections de principe que soulève l'Etat héritier réservataire et que nous grouperons dans le chapitre suivant.

§ III. — L'amendement Bokanowski de 1919.

Cette idée du droit de l'Etat à une réserve fut reprise en 1919 par M. Bokanowski sous forme d'amendement au projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales².

Il conservait le texte, formant l'article unique de sa proposition de 1915 et le complétait par des dispositions, ayant pour but d'en régler l'application.

Il prévoyait notamment que lorsque l'un des ascendants du défunt aurait lui-même des enfants légitimes ou naturels

1. Aussi le groupe de la défense paysanne a-t-il déclaré à la Commission des finances qu'il s'opposerait au vote d'une disposition de cette nature.

2. Contre-projet Bokanowski, *J. off. Doc. parl.* 1919, n° 6361.

au nombre de quatre au moins, les droits de l'Etat seraient calculés comme si l'on se trouvait en présence d'un cohéritier de plus. Pour la détermination de la part de l'Etat feraient nombre également, comme s'ils étaient présents à la succession, les descendants du défunt morts sous les drapeaux au service de la nation.

De plus, l'article 2 de ce contre-projet portait que l'article 770 du Code civil serait complété par la disposition suivante.

« Lorsque l'Etat a droit en qualité d'héritier réservataire à la portion d'un enfant légitime dans les conditions prévues à l'art. 731 al. 2, les dispositions du présent alinéa ne sont pas obligatoires et l'Administration des Domaines jouit vis-à-vis de la succession de tous les droits appartenant à un héritier majeur ».

C'était décider qu'en pareil cas l'Administration des Domaines, représentant l'Etat, ne serait pas obligée de se faire envoyer en possession, comme dans le cas de déshérence, elle entrerait de plein droit en possession des biens héréditaires : l'Etat étant assimilé à un héritier ordinaire.

Cependant l'auteur de l'amendement écartait l'application de cet article 2 à la succession de ceux qui sont morts sous les drapeaux au service de la Nation ou par suite de blessures ou de maladies contractées dans les mêmes conditions.

Un article 3 réglementait le fonctionnement pratique de l'Etat héritier réservataire et prévoyait le cas où une succession à laquelle serait appelé l'Etat contiendrait une exploitation industrielle, commerciale ou agricole : il disposait que l'Etat pourrait être écarté du partage de ce bien par les autres co-héritiers ou par l'un d'eux, moyennant le remboursement immédiat ou par annuités de sa part indivise.

Enfin, adoucissement important au système créé que nous ne retrouvons point dans les propositions postérieures, l'amendement Bokanowski portait dans un quatrième et dernier article que « les droits de mutation par décès et la taxe successorale établis par les lois du 25 février 1901, du 30

mars 1908, du 8 avril 1910 et du 31 décembre 1917 ne seront pas perçus lorsque l'Etat viendra à la succession en vertu de l'art. 731, al. 2 ».

C'était décider le non-cumul de l'impôt sur les successions (impôt sur les parts nettes aussi bien que taxe successorale) et de la réserve de l'Etat dans les cas où ce serait à ce titre que ce dernier se présenterait.

L'amendement Bokanowski ne faisait donc que reprendre en la complétant la proposition de 1915; comme elle, il fut écarté.

Pendant, l'idée de l'Etat héritier réservataire faisait son chemin, elle allait être reprise et singulièrement élargie dans un contre-projet socialiste de 1920.

SECTION II

LE CONTRE-PROJET ERNEST LAFONT DE 1920.

Les socialistes ont toujours été adversaires de l'institution de l'héritage, mais tandis qu'au début ils en demandaient la suppression radicale, ils ont depuis changé de méthode. Convaincus qu'ils ne pourront réaliser le collectivisme d'une manière directe, ils s'efforcent à appuyer toutes les propositions fiscales qui peuvent servir d'acheminement vers ce régime¹.

C'est de cet esprit que procède l'amendement de M. Ernest Lafont du 19 avril 1920, dans la discussion du projet de loi ayant pour but la création de nouvelles ressources fiscales².

« Nous n'avons aucune fierté, déclarait son auteur, et lorsque nous trouvons les pierres de notre système au hasard du chemin que nous parcourons, nous avons la précaution de les ramasser pour mieux construire ensuite ».

1. Cf. Landry, Introduction à l'opuscule de Rignano : *La Question de l'héritage*, p. 5 et 6.

2. *J. off.* Chambre 2^e séance du 19 avril 1920, Débats, p. 1110.

En effet, l'amendement de M. Ernest Lafont ne comportait point d'idées nouvelles, il ne faisait que reprendre la proposition de loi de M. Bokanowski; mais tandis que ce dernier, ayant pour but d'accroître la natalité française, n'accordait une réserve à l'Etat que dans les successions qui ne comptaient pas au moins quatre enfants, M. Ernest Lafont le faisait intervenir à titre d'héritier réservataire dans toutes les successions.

Le texte de son amendement était le suivant :

« Dans toutes les successions l'Etat aura droit en qualité d'héritier et à titre de réserve à la portion réservataire d'un enfant légitime calculée dans les conditions de l'art. 913 ».

C'était la généralisation de système de l'Etat héritier réservataire.

M. Ernest Lafont y voyait un moyen facile de se procurer d'importantes ressources fiscales et c'est ce qu'il fit valoir à la tribune de la Chambre.

Il trouvait les tarifs successoraux en ligne directe trop bas : le tarif variant de 1 à 12 %, pour lui il ne suffisait point de l'augmenter, mais de trouver des ressources et des rentrées véritables.

En outre l'Etat héritier réservataire serait entre les mains du fisc un moyen de contrôle d'une valeur incomparable : l'Etat héritier pénétrant dans la succession au moment où le *de cujus* disparaît : il n'y aurait point de période transitoire pendant laquelle les héritiers naturels ont toute liberté pour volatiliser la succession avant que les agents de l'Etat n'aient pu intervenir même pour en reconnaître la consistance.

M. Ernest Lafont faisait remarquer que dans notre droit actuel, on n'avait aucun moyen de saisir la succession au moment où elle s'ouvre : l'Etat héritier réservataire lui apparaissait comme un moyen d'éviter les dissimulations fiscales que favorise la saisine. Il demanda l'envoi en possession obligatoire : « La suppression de la saisine, c'est-à-dire

de la faculté pour l'héritier de s'emparer, en vertu d'un droit civil qui naît au moment de la mort, de la fortune de celui qui était son parent, sans qu'il y ait aucun élément intermédiaire entre le moment de la mort et l'emprise immédiate réalisée par l'héritier¹ ».

En outre, l'auteur de la proposition de loi faisait remarquer que tout système sur les successions était intimement lié à la question des titres au porteur qu'il faudrait supprimer, si l'on ne veut point frapper les biens immobiliers alors que les valeurs mobilières échapperaient au fisc.

Comme le projet Bokanowski l'amendement de M. Ernest Lafont se heurte aux objections générales contre l'Etat héritier que nous retrouvons plus loin : la Chambre en le repoussant ne crut pas devoir admettre un système apportant des modifications si profondes à notre Droit civil².

SECTION III.

LA PROPOSITION DE LOI DE M. PALMADE.

Cependant, la situation financière se faisait plus critique de jour en jour, la hausse des changes, l'embarras de la Trésorerie en étaient des signes manifestes.

L'évasion des capitaux à l'étranger devenait plus importante. Comment faire face à ces difficultés financières ?

Nombreuses furent les propositions de loi qui prétendaient y apporter un remède : c'est ainsi que M. Palmade et plusieurs de ses collègues déposèrent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à réformer le régime des taxes successorales³.

1. M. Caillaux avait voulu supprimer la saisine légale des valeurs expatriées, (projet du 12 mars 1908). M. Charles Dumont avait déposé un projet analogue le 18 novembre 1908 et le 25 octobre 1910.

2. Dans la séance de la Chambre des députés du 2 décembre 1925, M. Bokanowski développa de nouveau sa proposition de 1915, au cours d'un remarquable exposé sur la situation financière.

3. Proposition de loi présentée par MM. Palmade, Bedouce, César Chambrun et plusieurs de leurs collègues. *J. off.* session ordinaire 1926, Doc. parl., annexe 2407.

§ 1. — But de la proposition Palmade.

Cette proposition avait pour but au dire même de son auteur de demander une contribution supplémentaire aux droits de succession.

Mais au lieu de procéder à un relèvement pur et simple des droits actuels (taxe successorale et droits de mutation).

Il lui paraissait préférable de ne point avoir recours à ce système, de donner comme base au régime nouveau la conception de l'Etat héritier investi d'une part réservataire.

C'était reprendre encore une fois la proposition de M. Borkowski.

L'avantage de ce système apparaissait à M. Palmade, bien moins dans le supplément de ressources qu'il devait procurer à l'Etat que dans les garanties nouvelles qu'il lui conférait : « Etre investi de la qualité d'héritier réservataire, disait-il, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, c'est de droit pour l'Etat de se faire représenter, dès l'ouverture de la succession, dans des opérations de liquidation et de partage : droit d'autant plus intéressant, qu'il pourra s'exercer à l'égard des successions mobilières ouvertes à l'étranger, c'est la possibilité pour l'Etat d'être représenté lors de l'ouverture des coffres possédés par des Français en pays étrangers, lors de la liquidation de leur compte en banque ».

Atteindre les avoirs à l'étranger était le but essentiel de la proposition de M. Palmade : il pensait qu'en faisant de l'Etat un héritier proprement dit, au sens et dans les termes de l'art. 913 du Code civil, il arriverait à ce résultat.

D'après les principes consacrés par le Droit international privé c'est en effet la loi nationale du *de cujus*, ou tout au moins la loi de son domicile, qui régit la dévolution de sa succession mobilière, c'est donc la loi française qui régit la dévolution successorale des biens mobiliers possédés par un Français en pays étranger. Accorder à l'Etat le titre

d'héritier était à son avis le placer sous la protection de cette règle de droit international privé universellement appliquée, tandis que toute mesure fiscale tendant à atteindre les avoirs à l'étranger risquerait d'être ignorée par les tribunaux de ces pays qui refuseraient de les appliquer.

§ II. — Le système de la proposition de M. Palmade

L'idée essentielle de la proposition de M. Palmade était de changer la nature des taxes que prélève l'Etat sur les successions : au lieu d'un simple droit fiscal, l'Etat se verrait reconnaître un droit héréditaire. Dans toute succession l'Etat pourrait réclamer sa part, aussi bien dans le cas où le *de cujus* ne laisse que des parents éloignés que lorsqu'il laisse des ascendants, des frères et sœurs et même des enfants : Dans toutes les successions l'Etat aurait droit à une réserve.

a) **Montant de cette réserve.** — L'art. 2 de la proposition Palmade portait : « Dans toutes les successions l'Etat aura droit en qualité d'héritier à une part réservataire d'enfant légitime calculée dans les conditions de l'art. 913 du Code ou à une portion de cette part.

Son droit sera :

De la moitié de cette part réservataire, s'il est en concours avec des descendants en ligne directe pour une portion d'actif excédant 100.000 fr.

Du tiers pour la portion comprise entre 1 et 100.000.

Des deux tiers de cette part réservataire, s'il est en concours avec les père, mère, frères et sœurs.

De la totalité de cette part réservataire s'il est en concours avec tous les autres successibles.

Son droit est toutefois limité à la nue propriété de cette part réservataire, s'il se trouve seul en concours avec le conjoint survivant ».

Ainsi tandis que les propositions Bokanowski et Lafont

calquaient la réserve de l'Etat sur celle établie par l'art. 913, et la fixaient dans tous les cas à une part réservataire d'enfant légitime, M. Palmade établissait un système quelque peu différent.

En effet, faisait-il remarquer, la réserve telle qu'elle est instituée par les articles 913 et suivants du Code civil joue en raison de deux éléments essentiels : le nombre d'enfants laissés par le *de cujus* et le degré de parenté du réservataire. Faire reposer le droit de l'Etat sur la base d'une part réservataire, c'est faire varier ses droits en fonction du nombre d'enfants et du degré des parents avec lesquels il entre en concours.

Mais le jeu pur et simple des textes du Code civil sur la réserve conduit à des résultats qui ne répondent pas à la double préoccupation que nous avons signalée : c'est ainsi qu'en présence d'un seul enfant la part réservataire de l'Etat serait d'un tiers de l'actif alors qu'en présence dès père et mère, frère et sœur ou collatéraux plus éloignés, elle serait indistinctement de moitié. Ce ne serait pas assez différencier l'enfant des autres successibles et traiter sur le même pied les parents rapprochés et les collatéraux ordinaires.

Pour éviter ce résultat M. Palmade instituait un système différentiel reposant sur trois ordres distincts de successibles : la part de l'Etat variant suivant ceux avec qui il entre en concours.

S'il se trouvait en concours avec des héritiers en ligne directe descendante, il aurait droit à la moitié de la part réservataire d'un enfant légitime ; par exception pour ménager les petites successions en ligne directe descendante, il n'aurait que le tiers seulement de cette réserve pour la portion d'actif comprise entre 1 et 100.000fr.

Si l'Etat se trouvait en présence de mère, père, frères ou sœurs, il aurait les $\frac{2}{3}$ de la part réservataire d'un enfant légitime.

Enfin en présence des autres successibles, il se verrait accorder la part réservataire d'un enfant légitime, soit la moitié de la succession.

Une atténuation était cependant apportée à ce dernier principe, dans le cas où l'Etat serait seul en concours, avec le conjoint survivant. Au lieu de donner à l'Etat la moitié de la succession en pleine propriété, l'auteur de la proposition de loi lui accordait cette moitié en nue propriété seulement, donnant ainsi une plus ample satisfaction à l'usufruit du conjoint survivant.

Un article 3 prenait la précaution de dire que « les droits de l'Etat seraient toujours limités à la part réservataire définie à l'article précédent, que le défunt ait ou non disposé de la quotité disponible.

Celle-ci à défaut de dispositions entre vifs ou testamentaires sera intégralement dévolue aux héritiers appelés autres que l'Etat ».

C'était décider que les prétentions successorales de l'Etat ne pourraient jamais excéder sa part réservataire dans le cas où le *de cujus* serait décédé intestat.

b) **Taxe successorale.** — Comme complément au système de l'Etat héritier réservataire tel que nous venons de l'exposer, M. Palmade ajoutait une taxe progressive qui ne devait jouer que pour les successions supérieures à 100.000 francs.

Le système de l'Etat héritier réservataire, faisait-il remarquer, tenait compte de deux idées essentielles : le nombre d'enfants et le degré de parenté. Mais en dépit du correctif introduit pour les petites successions en ligne directe, la portion d'actif comprise entre 1 et 100.000 n'ouvrant le droit de l'Etat que pour 1/3 d'une part de réserve au lieu de moitié, il n'était pas tenu un compte suffisant d'un troisième élément, à savoir l'importance de l'actif recueilli par l'héritier.

Pour en tenir compte, M. Palmade proposait l'adjonction d'une taxe progressive basée uniquement sur l'importance de l'actif recueilli par l'héritier, en un mot d'une taxe sur la part nette. Cette taxe progressive supplémentaire, dont seraient complètement exonérées les successions inférieures

à 100.000 fr. grèverait plus lourdement les moyennes et les et les grosses successions.

Les taux proposés sans addition de décimes étaient les suivants :

De 1 à 100.000	0 %
100.001 à 200.000	1 %
200.001 à 300.000	2 %
300.001 à 400.000	3 %
400.001 à 500.000	4 %
500.001 à 600.000	5 %
600.001 à 700.000	6 %
700.001 à 800.000	7 %
800.001 à 900.000	8 %
900.001 à 1 million	9 %

De 1 million à 3 millions progression croissante de 1 % par tranche de 500.000.

De 3 millions à 10 millions progression croissante de 0.50 % par tranche de 500.00 le taux étant uniformément fixé à 20 % à partir de 10 millions.

La taxe ainsi calculée devait être réduite de 3 % par enfant vivant du contribuable, les enfants morts à la guerre devant être réputés vivants et admis à faire nombre.

c) **Envoi en possession.** — M. Palmade se préoccupait enfin du problème de la saisine et de l'envoi en possession provisoire.

L'art. 8 de sa proposition de loi portait : Il est inséré dans l'art. 724 du Code civil un 2^e alinéa ainsi conçu :

« L'Etat est saisi de plein droit des biens, droits et actions du défunt, mais il n'est jamais tenu des dettes que sur les biens par lui recueillis ».

L'alinéa 3 de l'art. 728 est ainsi modifié : « L'époux survivant doit se faire envoyer en possession ».

A l'inverse de M. Lafont qui demandait en 1920 la suppression de la saisine héréditaire et l'envoi en possession

obligatoire dans tous les cas, M. Palmade estimait qu'il serait préférable de maintenir la saisine au profit des héritiers qui en sont investis par le Code et d'en étendre le bénéfice à l'Etat : ce dernier pourrait dorénavant appréhender la succession sans se faire envoyer en possession.

En effet, M. Palmade pensait que les droits de l'Etat héritier réservataire seraient assez sauvegardés par la faculté qu'il tiendrait en vertu des articles 907 et suivants du Code de procédure civile de requérir l'apposition des scellés et de faire dresser inventaire chaque fois qu'il le jugerait utile.

On gardait ainsi la saisine dont l'abrogation entraînerait l'obligation de l'envoi en possession pour l'héritier dans tous les cas, même pour les successions sans émolument appréciable, et aurait conduit à un formalisme excessif onéreux et sans profit dans beaucoup de cas.

Enfin un article 9 était ainsi conçu « l'Etat héritier ne peut demander le bénéfice des art. 815 et 826 du Code civil ».

C'était décider qu'en aucun cas l'Etat ne pourrait demander la cessation de l'indivision et l'attribution de sa part en nature dans tous les biens, meubles et immeubles de la succession

Telles étaient les principales dispositions de la proposition de loi de M. Palmade et de ses collègues tendant à instituer l'Etat héritier réservataire. Elle devait rapporter au Trésor, d'après l'évaluation même de ses auteurs, une somme annuelle de 1.500 millions. Exceptionnellement, en raison du retard apporté à la perception des droits successoraux et du temps qui serait nécessaire à l'Administration pour mettre au point l'application du nouveau régime, le produit escompté était ramené à 400 millions, pour l'année 1926.

Disons enfin que la réforme envisagée était étroitement liée à l'adoption du nouveau régime des valeurs mobilières contenue dans une proposition Dumesnil, de la même date portant suppression du titre au porteur. Les deux mesures se complétaient et avaient un but identique : la lutte contre la fraude fiscale. Nous en apprécierons plus loin la valeur.

§ III. — Le système de la Commission des Finances.

La proposition de loi de M. Palmade fut renvoyée devant la Commission des finances, qui s'en inspira dans une très large mesure : c'est ce qui ressort du rapport fait au nom de la Commission par M. Lamoureux rapporteur général¹. Elle faisait sienne la conception de l'Etat héritier réservataire et lui conférait également la qualité de réservataire en toute hypothèse.

Le motifs invoqués en faveur de cette importante réforme ne différaient point de ceux invoqués par M. Palmade à savoir au premier chef l'espoir d'atteindre les avoirs à l'étranger lors de l'ouverture de successions mobilières.

Quant aux détails d'application de la réforme, ils ne différaient que sur un point, la Commission des Finances accordant à l'Etat en présence de descendants une part réservataire égale au quart de celle d'un enfant légitime, pour la portion de succession comprise entre, 1 et 100.000, tandis qu'aux termes de la proposition primitive cette part devait être d'un tiers de la réserve d'un enfant légitime.

A part cette légère modification de quantum, plus favorable aux petites successions, toutes les autres dispositions se retrouvaient dans le système de la Commission des Finances aussi bien celle touchant la taxe complémentaire sur les parts nettes que celle relatives à la saisine dont l'Etat se trouvait investi :

La Commission des Finances, à la demande de M. Piétri, décida de provoquer l'avis de la commission de la législation civile et criminelle sur ces mesures relatives à la réforme successorale.

1. Rapport Lamoureux, n° 2458.

§ IV. Système de la Commission de législation civile et criminelle.

La Commission de Législation civile et criminelle ne crut pas devoir retenir dans son ensemble les mesures préconisées par la Commission des Finances, et tout en maintenant le principe de l'Etat héritier réservataire, elle en réduisit considérablement la portée. Tandis que la Commission des Finances avait proposé d'accorder à l'Etat une réserve dans toute succession, quel que soit le degré de parenté de ceux de ceux qui se trouveraient en concours avec lui, la commission de législation civile et criminelle estima qu'elle devait maintenir les droits de certains héritiers du sang à l'exclusion absolue de tout droit de réserve au profit de l'Etat.

La réserve de l'Etat ne jouerait plus que dans les successions déferées à des collatéraux, autres que les frères et sœurs ou par représentation aux neveux et nièces du défunt. C'était en restreindre le domaine d'application.

Cependant la quotité de la réserve de l'Etat dans le seul cas retenu par la Commission de Législation restait la même que celle admise par le texte de la Commission des Finances : elle était égale à la totalité de la part réservataire d'un enfant légitime, soit la moitié de la succession.

Enfin comme l'Etat ne se voyait plus reconnaître la qualité d'héritier qu'en présence de collatéraux, il n'apparaissait plus nécessaire à la Commission de Législation de lui refuser le droit de provoquer le partage prévu aux articles 815 et 826 du Code civil.

§ V. Echec des projets de réforme successorale élaborés par la Commission des Finances et la Commission de Législation civile et criminelle.

Dans sa deuxième séance du 12 février 1926¹, la Chambre refusa d'examiner les projets de réforme successorale élaborés

1. *J. off.*, Débats parl. Chambre 1926, p. 718.

rés par la Commission des Finances et la Commission de Législation civile et criminelle, en votant par 326 voix contre 183 la disjonction demandée par le Gouvernement, des art. 85 à 93 du projet.

La Chambre entendait-elle repousser le principe même de l'Etat héritier réservataire ou bien se prononcer sur une question de procédure et l'écarter ainsi provisoirement, par voie de conséquence ?

Pour le savoir nous n'avons qu'à nous rapporter aux débats :

En vain M. Joseph Barthélemy, dans une remarquable intervention, essaya de poser le problème en toute clarté et de faire rendre au vote de la Chambre, une signification précise, à savoir : son opposition au principe de l'Etat héritier.

Le gouvernement ramena le débat à son point de départ, c'est-à-dire sur un terrain de pure procédure. Il demanda à la Chambre d'écarter pour le moment une discussion qui à raison de son importance reconnue par tous, ne pouvait manquer de se prolonger et risquait ainsi de nuire au prompt aboutissement de l'ensemble des projets financiers ; ajoutant qu'on pouvait d'autant mieux réserver la réforme qu'elle ne semblait pas devoir procurer au Trésor des ressources immédiates appréciables et que rien n'empêcherait d'en reprendre l'étude, quand le budget serait mis sur pied.

C'est dans ces conditions, et après que M. Briand eût posé la question de confiance, que la Chambre vota la disjonction : l'assemblée n'a donc point émis de vote de principe, il s'agit d'un simple renvoi, permettant, aux termes même du règlement de reprendre la question dès que bon le semblera ; mais au fond il est permis de se demander si l'Assemblée, après le lumineux exposé de M. Barthélemy n'a pas entendu, en votant la disjonction, se prononcer tacitement pour un ajournement *sine die*, pour un « enterrement » du projet, à en croire M. Vincent Auriol.

CHAPITRE III

APPRECIATION CRITIQUE DE LA CONCEPTION DE L'ETAT HERITIER RESERVATAIRE.

SECTION I. — CRITIQUE DE LA CONCEPTION DE L'ÉTAT HÉRITIER RÉSERVATAIRE ENVISA- GÉE COMME MOYEN DE POURSUIVRE LES FRAUDES SUCCESSORALES.

Les partisans de l'Etat héritier réservataire essayent de justifier cette théorie par le but qu'elle permettra d'atteindre : à savoir 1^o l'augmentation de la natalité, 2^o la diminution des fraudes fiscales, tant pour les capitaux placés en France qu'à l'étranger.

Nous nous sommes expliqués sur le premier point en exposant la proposition de loi de M. Bokanowski et avons montré l'inefficacité de son système au point de vue du relèvement de la natalité.

Reste maintenant à savoir si la conception de l'Etat héritier réservataire permettrait davantage d'empêcher les fraudes fiscales et en particulier d'atteindre les avoirs à l'étranger.

§ I. — Les fraudes successorales en France.

Malgré les mesures de plus en plus sévères en vue de la réprimer, la fraude fiscale existe et tout le monde en convient et elle augmente d'intensité chaque fois qu'on ne parle de mettre de nouveaux droits sur les successions.

A) **Importance de la fraude.** — Il est difficile d'en évaluer l'importance. En 1907 M. Ch. Dumont fixait au quart des droits de mutation la perte subie par le Trésor (ce qui donnerait 250 millions : $4 = 62$ millions¹. M. Fernand Faure fixait à 600 millions et peut être un milliard le montant des valeurs qui se soustraient annuellement à l'impôt². M. Cailiaux l'évaluait en 1910 à 600 millions³. Il est bien difficile d'apprécier, même approximativement, le montant annuel des dissimulations fiscales en matière de succession, cependant il est permis de penser que les chiffres sus-cités sont largement dépassés, puisque, au dire même de M. Bokanowski, avec des taux qui grimpent jusqu'à 80 % appliqués à une annuité successorale de près de 40 milliards, en obtient 1400 millions, c'est-à-dire à peine 3. 50 % de la matière imposable.

Les procédés d'évasion fiscale en cette matière sont nombreux et variés : une étude sommaire de ces procédés nous paraît nécessaire avant d'apprécier l'efficacité des remèdes qu'on se propose d'y appliquer.

B). **Moyens employés.** — Deux sortes d'évasion fiscale se présentent dans la pratique : 1^o les évasions fiscales du fait des héritiers, 2^o les évasions fiscales du fait du *de cujus*.

a) *Les évasions fiscales du fait des héritiers.* — Les divers procédés de fraude, en dehors du défaut de déclaration sont la fraude par simulation de passif et celle par dissimulation d'actif. La simulation de passif consiste à enfler à dessein un passif réellement existant ou même à créer de toutes pièces un passif fictif qui viendrait en déduction de l'actif imposable (puisque depuis 1901 la loi admet la déduction des dettes). Le genre de fraude est facile à concevoir ; il suffit, en effet, d'un concert frauduleux entre l'héritier et son auteur en vue de permettre la simulation d'un

1. *J. off.* 23 juin 1908, Doc. parl. p. 1302.

2. La valeur mobilière et les fraudes (*L'Opinion* du 1^{er} août 1908).

3. Exposé des motifs de projet du budget 1910. *J. off.* 18 juin 1909, Doc. pari. Chambre, annexe n^o 2570.

passif inexistant, l'héritier (ou une personne interposée) étant censé prêter une certaine somme à celui dont la succession lui est promise. Au décès du *de cujus*, cette somme serait déduite et le fisc frustré du montant des droits correspondants; mais en pratique ce procédé expose le *de cujus* à de graves inconvénients si son héritier présomptif meurt avant lui : On trouvera, en effet dans la succession de ce dernier, une créance que le survivant pourra difficilement ne pas payer¹.

Bien plus fréquentes sont les fraudes par dissimulation d'actif : elles se produisent ordinairement de deux façons : par omission dans la déclaration de succession d'une partie de l'actif, ou bien par insuffisance d'évaluation des biens qui y sont portés.

La fraude s'applique aux divers éléments de l'actif, pour les biens, immeubles bâtis ou non bâtis, elle s'exerce difficilement. En effet comment pourrait-on parler d'omission en cette matière : on ne peut cacher une terre ou une maison, (en l'espèce elle ne peut se produire que par insuffisance d'évaluation). Par contre, c'est en matière de meubles que la fraude sous toutes ses formes se donne le plus librement carrière.

Pour les meubles meublants, en particulier, il était bien difficile pour le fisc avant 1901 d'en évaluer le montant, puisqu'il ne disposait d'aucun moyen d'investigation. La loi du 25 février 1901, art. II, a décidé que la valeur des biens meubles serait déterminée à défaut d'inventaire, d'actes ou de vente, en prenant pour base 33 % (aujourd'hui 60 %) de l'évaluation faite dans les polices d'assurances souscrites moins de cinq ans avant l'ouverture de la succession, sauf preuve contraire. Cette loi, renforcée par celle du 31 mars 1903 qui oblige les héritiers à déclarer s'il existe ou non une police d'assurance (art. 6), a eu pour effet de restreindre l'évasion fiscale en cette matière.

1. Lescœur, *Pourquoi et comment on fraude le fisc*, p. 65.

L'évasion fiscale reste encore possible en ce domaine : a) quand il n'y a pas de police d'assurance, b) s'il y a une police d'assurance, mais qu'elle remonte à plus de 5 ans au jour du décès, c) au cas d'existence de police d'assurance, si les héritiers font dresser d'urgence un inventaire ou tout autre acte pouvant servir de base au calcul des droits.

Mais, c'est surtout en ce qui concerne les meubles incorporels que la dissimulation fiscale est le plus à redouter : elle se présente toujours sous forme d'omission d'actif. Il y a lieu de distinguer entre : d'une part, les valeurs nominatives, et de l'autre les valeurs au porteur.

Pour les premières la fraude n'est point à craindre : elles sont connues par des livres mis à la disposition de l'Enregistrement et la procédure du transfert que doit faire effectuer l'héritier est une garantie suffisante de publicité pour qu'on n'ait pas à redouter la dissimulation de ces titres. Pour les valeurs au porteur il n'en est pas de même et c'est là que l'évasion fiscale se produit avec la plus grande intensité. L'omission de ces valeurs dans les déclarations de succession est chose courante : s'il n'y a qu'un héritier, il prend possession des titres au porteur sans autre formalité ; s'il y en a plusieurs ils se les partagent. Cependant, cette pratique n'est plus aujourd'hui sans dangers : jadis les héritiers ne pouvaient être inquiétés que si l'Administration venait à faire la preuve, que ces titres étaient aux mains du défunt à son décès : or, l'article 11 du décret de codification des titres concernant l'enregistrement, du 28 décembre 1926, « présume, jusqu'à preuve contraire, faire partie de la succession, pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès, les titres et les valeurs dont le défunt a perçu les revenus moins d'un an avant son décès, et dont les héritiers, donataires ou légataires universels ou à titre universel du défunt, sont ultérieurement reconnus être en possession. » (Codification des lois des 18 avril 1918 et 13 juillet 1925 art. 46)¹.

1. Lois nouvelles, 1^{er} avril 1927, n° 7.

Nous venons d'exposer les procédés d'évasion fiscale employés par les héritiers, il nous reste à signaler ceux employés par le *de cujus*. Les héritiers ne sont pas les seuls qui cherchent à se soustraire à des droits écrasants; c'est le père de famille lui-même qui se préoccupe dans la plupart des cas de défendre contre la spoliation un patrimoine parfois péniblement amassé. Les moyens usités pour atteindre ce but sont variés. Il peut s'y appliquer :

1° en transformant ses immeubles en valeurs mobilières: les premiers ne pouvant, par leur nature même, échapper aux investigations du fisc, il peut être tenté, en prévision de son décès prochain, de les transformer en valeurs mobilières qui sont naturellement plus faciles à dissimuler.

2° Il peut aussi être tenté d'acquérir des immeubles à l'étranger, les droits de mutation à l'étranger étant jusqu'à présent moins élevés qu'en France, cependant ce procédé d'évasion fiscale a perdu beaucoup de faveur depuis la loi du 13 juillet 1925 sur l'envoi en possession spécial concernant les immeubles situés à l'étranger.

Reste tout un ensemble de moyens de fraude jadis couramment employés en France, à savoir: la location d'un coffre-fort, l'ouverture d'un compte joint. Toutes ces fissures par lesquelles s'enfuyait la matière imposable ont été successivement bouchées: l'art. 7 de la loi de finances du 31 mars 1903 a obligé les banques :

1° A déclarer au fisc les comptes joints qu'elles ouvrent à leurs clients.

2° A fournir au fisc un état du compte existant au jour du décès du crédit des co-titulaires.

Et cela sous peine d'amende de 500 à 5.000 francs.

L'article 7 contenait de plus une autre mesure : afin d'éviter que le co-titulaire survivant se prétende seul propriétaire du dépôt, la loi a établi une présomption légale de part virile pour chacun des co-titulaires du compte qui sont considérés comme propriétaires chacun pour moitié, le fisc percevoit de cette façon les droits sur la moitié au moins des fonds

déposés. Le compte-joint solidaire est donc devenu en France un mode de fraude inutilisable depuis la loi de 1903. Il en est de même de la location d'un coffre-fort depuis la loi du 18 avril 1918 : son ouverture doit être faite dorénavant devant un agent de l'Enregistrement, assisté d'un notaire, qui inventorie les valeurs qui y sont contenues; quant aux présomptions de propriété de sommes déposées, en cas de location faite conjointement par plusieurs personnes, elles sont désormais les mêmes qu'en matière de comptes-joints.

Mais si ces modes d'évasion sont aujourd'hui prohibés en France, il n'en est pas de même à l'étranger, aussi avons-nous assisté pendant les périodes d'insécurité que nous avons traversées à un important exode de capitaux à l'étranger.

Le capitaliste, n'ayant aucun bénéfice à attendre de la location d'un coffre-fort en France, loue un coffre-fort à l'étranger : nous savons que le contrat de louage n'est pas résolu par la mort du bailleur ni par celle du preneur, c'est une disposition de notre Code civil (art. 1742) adoptée également par les pays qui nous entourent. Or que le locataire du coffre à Genève ou à Amsterdam vienne à mourir, ses héritiers n'ont qu'à prendre le train : avec quelques papiers d'identité et la clef du coffre qu'ils détiennent très légalement, ils n'ont qu'à s'adresser au banquier et s'emparer des titres au porteur, sans avoir à acquitter aucun droit de mutation.

Le capitaliste a encore un autre moyen à sa disposition, c'est le compte joint à l'étranger : un père et un fils, deux époux par exemple, se font ouvrir un compte de dépôt chez un banquier de telle façon que chacun des deux titulaires du compte soit présumé propriétaire de tout l'actif déposé.

Le banquier est libéré par un versement fait à l'un des co-titulaires, l'autorisation de l'autre est inutile et la mort de l'un d'eux ne met aucunement fin à la solidarité; le ou les survivants ont le droit de retirer tout ou partie des dépôts.

Ce moyen présente un inconvénient sérieux en ce sens

qu'il suppose une entière confiance en leur co-titulaire de la part des personnes qui le pratiquent, et peu nombreux sont ceux qui risquent de se voir dépouiller de leur vivant d'une partie de leur fortune, dans le but d'éviter une taxe de mutation, qui ne frappera que leurs héritiers.

Plus pratique est le mandat *post mortem* : une personne se fait ouvrir un compte dans un établissement étranger puis donne mandat à une autre personne en laquelle elle a confiance de retirer après sa mort les sommes déposées, le mandataire choisi étant toujours l'héritier. Ce procédé est évidemment de beaucoup le plus commode pour les fraudeurs, et il est très employé dans certains pays comme la Suisse et l'Allemagne, dont les législations, à l'encontre de la nôtre¹, admettent expressément le mandat *post mortem*².

Tels sont les divers moyens employés par les fraudeurs pour se soustraire à l'impôt de mutation par décès.

Il nous reste maintenant à nous demander si l'institution de l'Etat-héritier réservataire serait une mesure efficace pour empêcher les dissimulations fiscales et pour permettre d'atteindre les capitaux émigrés à l'étranger.

(C) **Résultats à espérer.** — En ce qui concerne les dissimulations fiscales pratiquées en France, il est certain qu'à première vue les droits d'investigation nouveaux que les propositions concèdent à l'Etat, semblent devoir être efficaces, dans la mesure même où ils sont vexatoires. Supprimer la saisine comme le voulait M. Lafont, ou accorder la saisine héréditaire à l'Etat avec M. Palmade et lui permettre, se prévalant des articles 907 et suivants du Code de procédure, de demander dans tous les cas l'apposition des scellés et le droit de faire dresser inventaire, amènerait évidemment une diminution de la fraude fiscale.

Mais dire qu'elle la supprimerait complètement serait

1. Chez nous le mandat cesse à la mort du mandant art. 2003, § 3 civil.

2. Code fédéral suisse des obligations, art. 403 — de même Code civil allemand, art. 672.

exagéré. Du décès à l'apposition des scellés, si diligente qu'on la suppose, il s'étendra toujours assez de temps pour que l'Etat ne partage qu'avec les scrupuleux l'argent liquide, les bijoux, les valeurs au porteur.

La proposition de M. Palmade était liée à une proposition Dumesnil demandant la suppression du titre au porteur : pour nous cette mesure (mise à part les objections économiques qui peuvent être formulées) nous apparaît comme devant être beaucoup plus efficace que l'Etat héritier contre l'évasion fiscale.

§ II. — Les avoirs à l'étranger

L'institution de l'Etat héritier réservataire permettrait-elle d'atteindre les avoirs à l'étranger? Nous savons qu'un Etat ne peut faire acte de souveraineté au delà de ses frontières : il ne peut percevoir l'impôt sur le territoire d'un autre Etat : comment lui permettre d'atteindre les successions de ses ressortissants qui s'ouvrent à l'étranger? L'Etat fisc ne peut rien, en lui accordant le titre d'héritier réservataire, ne lui donnerait-on point ainsi le droit de passer la frontière et de se présenter dans toutes les successions?

La dévolution successorale des biens mobiliers possédés à l'étranger est, en effet, régie par la loi nationale du défunt, c'est là un principe de Droit international universellement admis : modifier cette loi nationale, c'est du même coup en rendre les dispositions applicables à l'étranger : qu'on élargisse les droits des enfants naturels, du conjoint survivant, qu'on restreigne le degré de parenté successible, toutes ces modifications seront applicables par delà nos frontières aux successions laissées à l'étranger par des ressortissants français ; modifions donc notre loi nationale en accordant à l'Etat un droit successoral et une portion réservataire, et du même coup cette disposition s'appliquera automatiquement à l'étranger, sous le couvert du grand principe de Droit interna-

tional qui veut que la loi nationale du *de cujus* s'applique toujours aux successions mobilières ouvertes à l'étranger. C'est là, le raisonnement de M. Palmade et des membres de la Commission des Finances de la Chambre.

La qualification donnée au droit de l'Etat par cet Etat lui-même s'imposerait à l'Etat voisin : s'il s'octroie le titre d'héritier réservataire, il pourra appréhender les biens qui constituent cette réserve sur leur territoire, alors que ne s'attribuant qu'un droit général de police sur les biens vacants et sans maître, son activité serait naturellement limitée au territoire sur lequel s'exerce sa souveraineté.

Et à l'appui de sa thèse le distingué professeur de la Faculté de Droit de Bordeaux, invoque un arrêt de la Cour de Cassation de Turin du 11 mars 1922¹. Disons d'abord que le Code civil italien (art. 721 et 758) admet l'Etat à recueillir les successions en déshérence, non en vertu d'un droit régalien, mais à titre de successeur.

La Cour de Turin a repoussé la demande formulée par un canton suisse, relative à la succession d'un de ses ressortissants décédé en Italie, en disant qu'elle l'aurait admise si le canton suisse dont il s'agit s'était présenté à titre de successeur : en effet, l'art. 466 du Code helvétique décide : « A défaut d'héritier, la succession est dévolue sous réserve de l'usufruit des arrières-grands-parents, des grands oncles et grand'tantes, au canton du défunt ou à la commune désignée par la législation de ce canton. » Or, ajoute l'arrêt, par canton du défunt, l'on entend celui où le défunt a eu son domicile et cela sans prendre en considération la nationalité du *de cujus*, de telle sorte que les biens compris dans la succession d'un Italien qui était domicilié en Suisse, et situés dans ce pays, seront appréhendés par les autorités où il était fixé. La règle suivie en cette matière présente donc un caractère nettement territorial. C'est donc à tort qu'on prétendait lui attribuer un caractère personnel, afin de permettre à un

1. Clunet, 1922, p. 1053.

canton helvétique de se faire envoyer en possession des biens situés en Italie. »

Cette prétention aurait été contraire au principe de la réciprocité entre nations, et, de plus, elle n'était pas fondée puisque si elle avait été admise ce canton aurait réalisé une acquisition en vertu d'un droit qui constituant une sorte de droit d'accession ne peut s'exercer que sur les biens qui se trouvent dans le pays, où la loi par laquelle il a été créé et réglementé, a été édictée.

Pour ces motifs, la Cour de Turin, considérant que les biens en question étaient vacants et sans maître décida qu'ils devaient fatalement revenir à l'Etat italien. Quel argument peut-on tirer des motifs de la décision de la Cour de Turin ? Que l'Italie admettrait volontiers une puissance étrangère à succéder chez elle, si c'est à titre d'héritier que l'Etat étranger se présente, tandis qu'elle ne peut l'admettre si sa loi nationale ne lui accorde pas d'une manière non équivoque cette qualité ? En un mot, l'Italie admettrait un Etat à succéder chez elle à la condition de réciprocité.

Mais cet arrêt de Turin, émanant d'une puissance qui admet l'Etat héritier peut prouver, tout au plus, qu'une entente serait possible avec l'Italie sur cette question, quant à vouloir déduire de cette décision que tous les Etats admettraient volontiers un Etat étranger à succéder chez eux, il y a loin. D'abord, dans les pays où l'Etat n'est pas considéré comme successeur, il y a lieu de penser qu'un Etat étranger ne sera point admis à succéder ; cet Etat ne pouvant lui-même recueillir une succession ouverte sur le territoire de l'Etat qui se présente pour la recueillir chez lui il appliquera une juste réciprocité.

Du reste, comme l'a dit M Joseph Barthélemy à la tribune de la Chambre¹ nous connaissons sur ce point l'opinion des nations étrangères. Lorsque le second comité Dawes a eu à étudier le grave problème de savoir comment on pourrait

1. Séance du 12 février 1926, *J. off. Débats parlementaires Chambré*, 1926, p. 718.

faire rentrer en Allemagne les capitaux qui avaient fui au moment de l'effondrement du mark, il examina, si en faisant l'Etat allemand héritier, on ne lui permettrait pas de poursuivre à l'étranger les capitaux qui s'étaient évadés. C'est M. Petsche, membre de la délégation française, qui soumit cette suggestion au Comité. Le comité la repoussa, car les représentants de l'Angleterre, de l'Amérique et même de l'Italie déclarèrent qu'ils n'enverraient pas en possession l'Etat allemand héritier, qu'ils refuseraient chez eux de le reconnaître comme tel.¹

En un mot, la qualification donnée au droit de l'Etat dans un pays déterminé ne peut être obligatoire chez ses voisins, que, si ces derniers veulent bien lui permettre des'en prévaloir. Pour qu'un Etat puisse succéder (² et ³) dans un Etat voisin, il faut deux choses : 1° que la loi nationale lui accorde un droit de succession, qu'il ait, dirons-nous, la capacité d'exercice de ce droit de succession. 2° que le pays chez qui il prétend succéder lui accorde la jouissance de ce droit. — Avant la loi du 14 juillet 1819, les étrangers ne pouvaient succéder en France, cette loi leur a donné la jouissance de leurs droits, de même un Etat étranger qualifié d'héritier par sa loi nationale peut toujours se voir écarter de la succession, à moins qu'une convention diplomatique, un traité avec cette puissance étrangère ne lui accorde la jouissance de son droit.

Ainsi les tribunaux étrangers ne seront nullement tenus d'envoyer en possession *de plano* l'Etat français, qu'il se présente comme fisc ou comme héritier, une convention diplomatique avec ces pays sera toujours nécessaire pour autoriser l'Etat à faire valoir ses droits.

Les résultats qu'auraient permis d'atteindre l'Etat héritier réservataire paraissent donc pour le moins, incertains : par contre l'adoption de ce système eût à n'en point douter

1. Rapport au nom du 2^e comité Dawes annexe 2076 de la commission des réparations.

2. Voir Niboyet, thèse *Conflits de lois relatifs à l'acquisition de la propriété mobilière*, p. 254 à 282.

3. Pillet et Niboyet, *Droit inter. privé*, éd. 1924.

bouleversé complètement notre régime successoral, et son application eut donné lieu à de multiples difficultés.

SECTION II. — CRITIQUE DES CONSEQUENCES ENTRAINEES PAR L'IMMIXTATION DE L'ETAT DANS LE REGLEMENT DES SUCCESSIONS.

§ I. — Critique du projet de la Commission de Finances.

L'adoption de l'Etat héritier réservataire dans tous les cas, c'eût été, au dire même du rapporteur de la Commission de Législation (Rapport Alcide Delmont, n° 2458 p.27) : « L'obligation pour les receveurs d'enregistrement de provoquer l'apposition des scellés après tous les décès, d'intenter les actions en rapport chaque fois qu'il apparaîtrait que le *de cuius* a donné à ses enfants de son vivant au delà de la réserve, ce qui fait pressentir par des simples indications les complications qui naîtraient de la législation proposée par la Commission des Finances ».

Reprenons en la complétant cette énumération de difficultés, pour ne pas dire d'impossibilités auxquelles se heurterait le système de l'Etat héritier réservataire, et brossons un tableau de ce qu'il nous réserverait.

a) **Evaluation de la part héréditaire de l'Etat.** — Le premier acte de l'Etat héritier d'après le projet de la commission serait l'apposition des scellés : en effet l'Etat investi d'une part réservataire se trouverait compris parmi les personnes désignées par l'article 909 du Code de procédure, comme ayant droit de la requérir. Ainsi, après chaque décès, verrait-on au foyer désolé par la perte d'un être cher apparaître le juge de paix assisté de son greffier. Triste perspective !

La douleur d'une séparation cruelle n'est-elle point suffisante sans qu'il faille y ajouter la vexation de ces formalités tracassières ?

Car ce n'est là que le début de la procédure, les scellés une fois levés : tous les meubles seront prisés, inventoriés et cela en la présence d'un fonctionnaire de l'Administration de l'Enregistrement.

Il faut avouer que ce serait là une intolérable inquisition : « Vous voulez que chez nous, comme le disait M. Barthélemy, dans nos villes et dans nos campagnes, l'Etat, représenté par le fisc, surveille les malades, attentif aux sonneries des cloches, guettant les agonies pour arriver le premier dans la chambre mortuaire, avant que le *de cujus* soit froid, pour fouiller les tiroirs et sonder les paillases ! »

Ce serait là assurément une besogne bien ingrate pour les représentants de l'Enregistrement : ils ne demanderaient certes qu'à se montrer discrets, s'ils ne craignaient d'engager leur responsabilité en cas de divertissement et de recel : c'est pourquoi, dans la plupart des cas, voulant se couvrir vis-à-vis de leurs supérieurs, ils demanderaient le partage judiciaire¹. Et nous voilà ramenés dans tous les cas à ces procédures longues et coûteuses utilisées jusqu'ici lorsque on se trouve en présence d'héritiers qui ne s'entendent pas ou de mineurs : l'expérience eut dû suffire pour qu'on ne songe pas à la généraliser.

b) **Recouvrement du montant de la part héréditaire de l'Etat.** — L'Etat a fait évaluer sa part héréditaire, il lui reste à en recouvrer le montant : ce qu'il doit être fait dans les six mois du décès, le projet de la Commission n'ayant point entendu faire d'innovation sur ce point, son article 93 portant : « Il sera procédé à l'évaluation des droits de l'Etat et à leur recouvrement dans les délais prévus par l'art. 28 de la loi du 22 frimaire an VII ».

Comment va s'effectuer ce recouvrement ? Là, pour calmer certaines craintes, le projet de la Commission des Finances décidait qu'il serait dérogé au droit commun et que l'Etat ne pouvait se prévaloir des art. 815 et 826 du Code civil. L'art. 815 du Code civil est relatif à l'indivision et porte :

1. La réforme sociale 1926 (juillet-août) Conférence de M. Fourcade.

« Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires ».

L'Etat ne pouvait donc se prévaloir de cet article et demander la cessation de l'indivision. Nous ne comprenons guère le sens de cette disposition : l'Etat par le fait même qu'il demande sa part héréditaire provoque bien le partage et l'exception apportée par la commission ne s'entend que dans le cas où les co-héritiers de l'Etat lui auraient offert, pour le remplir de ses droits, une part indivise dans un bien dépendant de la succession; l'Etat dans ce cas ne pourrait demander le partage, dont l'initiative appartiendrait exclusivement aux héritiers.

Quant à l'art. 826¹ du Code civil relatif à l'attribution à chacun des co-héritiers de sa part en nature dans les meubles et immeubles de la succession. l'Etat ne pourrait également s'en prévaloir : il se contenterait d'un prélèvement en valeur.

Cela nous apparaît comme un adoucissement bien léger et aussi bien illusoire : en effet, dans la majorité des cas, pour désintéresser l'Etat les co-héritiers seront dans l'obligation de vendre une part des meubles et immeubles de la succession et si ce n'est point l'Etat qui vient disputer directement aux héritiers, le domaine familial, la maison, les terres, les meubles meublants et les partager avec eux, le résultat sera le même puisqu'il aura fallu en aliéner une partie pour réaliser la part de l'Etat.

Ainsi, avec le système de la Commission des Finances, deux alternatives se présenteraient pour les héritiers, lorsqu'on se trouverait en présence d'une exploitation rurale, d'un fonds de commerce en un mot d'une universalité formant un tout indivisible : ou bien vendre, dans ce cas, chaque

1. Chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession : néanmoins s'il y a des créanciers saisissants ou opposants ou si la majorité des co-héritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus publiquement en la forme ordinaire. »

année la moitié de la terre de France serait en vente et suivant la loi de l'offre et de la demande, son prix baisserait dans une telle proportion que l'Etat se trouverait supporter une perte égale à celle des autres héritiers; ou bien, puisque tel est le sens que nous avons reconnu à la disposition écartant l'application de l'art. 815 du Code civil, rester dans l'indivision avec l'Etat héritier, mais alors quelle gêne et quelle complication que d'avoir un pareil co-indivisaire ! l'Etat ayant la saisine se trouve co-propriétaire et de ce fait, pendant la durée de l'indivision, le ou les héritiers ne pourraient faire aucun acte d'administration sans le consentement de ce co-héritier d'un nouveau genre : d'où la nécessité de la création d'une armée de fonctionnaires destinés à gérer, administrer ces parts indivises.

S'il s'agit, au contraire, d'une exploitation commerciale, par le fait même de l'indivision, l'Etat se trouve transformé en un véritable associé : va-t-on alors lui appliquer les règles du droit commun : sera-t-il tenu aux dettes ? Auquel cas, étant présumé honnête homme et indéfiniment solvable, la maison de commerce en question jouirait d'un crédit illimité et ne pourrait être déclarée en faillite.

Quoiqu'il en soit, on se représente, sans peine, l'inextricable difficulté naissant d'une pareille immixtion de l'Etat dans les intérêts privés : voilà l'Etat propriétaire rural, commerçant, le voilà ayant un pied dans toutes les entreprises ! Voilà l'indivision, ce pis aller détestable généralisé et devenant pour ainsi dire le droit commun : la conséquence, on l'aperçoit clairement et nous aurons l'occasion de revenir sur ce point : ce serait la diminution certaine de l'activité économique du pays et de la production tant agricole qu'industrielle¹.

L'adoption de l'Etat héritier réservataire aurait aussi une autre conséquence dont on ne peut se dissimuler la gravité : elle aurait un effet rétroactif, en ce sens que toutes les

1. Cf. *l'Etat héritier*, par M. Roux *Journal des notaires et des avocats*, 5 mars 1926, art. 34640).

libéralités faites par le défunt seraient recherchées, rapportées à sa succession et réduites dans la mesure où elle excéderaient la quotité disponible.

C'est ainsi, par exemple, qu'un homme a fait il y a vingt ou trente ans une donation à un neveu ou à un étranger par contrat de mariage, ce neveu, cet étranger lorsque le donateur viendrait à mourir devrait rapporter sa part à l'Etat.

De même, tous les partages d'ascendants seraient remis en question, comme pour la survenance d'un nouvel enfant. Un tel résultat n'est pas sans faire réfléchir.

c) **Défauts techniques du projet.** — Enfin le projet de la Commission des Finances, outre les critiques que nous venons de lui adresser, contenait certains défauts techniques que nous ne saurions passer sous silence.

Sur quoi va s'opérer le prélèvement de l'Etat? Sur la réserve ou sur la quotité disponible?

Plaçons-nous d'abord dans le premier cas prévu par le projet de la Commission : l'Etat en concours avec les enfants légitimes du défunt. La part réservataire de l'Etat devant être calculée dans les conditions de l'art. 913 du Code civil, elle présente quant à son mode d'évaluation, de grandes analogies avec celle de l'enfant naturel.

Pour le calcul de la réserve de l'enfant naturel, on procède de la même façon que pour celui de la part héréditaire dans la succession *ab intestat* : on le suppose un instant légitime, on recherche la réserve à laquelle il aurait droit dans cette hypothèse et on lui attribue la moitié, les trois-quarts ou la totalité suivant les personnes avec qui il sera trouvé en concours. Il en serait de même de la réserve de l'Etat : en concours avec un enfant légitime, on le considérerait comme un deuxième enfant : la réserve est dans ce cas de deux tiers, soit un tiers pour chaque enfant comme il n'a droit qu'à la moitié de la réserve, sa part se trouve réduite à un sixième. Mais sur quelle partie de la succession se prend la réserve de l'enfant naturel? Il faut procéder comme si l'enfant était

légitime (sauf ensuite à en réduire la quotité), et sa réserve sera prélevée de ce fait tantôt sur celle des héritiers légitimes seulement, tantôt sur cette réserve et sur la quotité proportionnellement. En d'autres termes, la réserve de l'enfant naturel doit nuire à tous ceux auxquels elle aurait nui dans une plus forte proportion si l'enfant naturel eut été légitime.

Il en serait de même pour la réserve de l'Etat : supposons en effet trois enfants légitimes, un légataire universel et l'Etat héritier réservataire. Si l'Etat n'était point héritier, les enfants légitimes auraient droit aux $\frac{3}{4}$ (art. 913 al. 1) et le légataire universel à $\frac{1}{4}$.

D'autre part, si l'Etat avait l'intégralité de la réserve d'un enfant légitime, nous aurions quatre enfants légitimes dont la réserve n'eut pas été plus forte que celle de trois; par suite le légataire universel aurait toujours pris le quart et les quatre enfants se seraient partagé le reste, lorsque la quotité disponible est fixe, c'est-à-dire, à partir de trois enfants.

Donc la présence de l'Etat ne nuit qu'aux enfants légitimes, non au légataire du disponible, la réserve de l'Etat se prélevant exclusivement sur celles des enfants légitimes. Est-ce juste? Avec le projet de la Commission de Finances ce serait donc les familles nombreuses qui se verraient ainsi le plus lourdement frappées !

Examinons maintenant la deuxième hypothèse, celle de l'Etat en concours avec des descendants du défunt, avec ses père et mère, dans ce cas également la réserve de l'Etat, s'élevant alors au $\frac{1}{3}$ de la succession, serait prélevée exclusivement sur celle des descendants, l'art. 914 du Code civil disposant que lorsqu'on se trouve en présence d'ascendants la portion de bien disponible est de la moitié de la succession. Ce résultat serait, pour le moins, choquant.

Enfin plaçons-nous dans l'hypothèse où l'Etat se trouve en présence du conjoint survivant, aux termes du projet de la Commission (art. 86) la moitié de la succession reviendra à l'Etat en nue propriété seulement : les membres de la

Commission ayant eu pitié du conjoint survivant lui laissent l'usufruit. Mais cet article 86 *in fine* dispose : « son droit (de l'Etat) est toutefois limité à la nue propriété de cette part réservataire, s'il se trouve seul en concours avec le conjoint survivant ».

Ainsi donc la présence d'un collatéral éloigné, d'un cousin du *de cujus* pourra faire perdre au conjoint la faveur qui lui était accordée et dans le cas où sa situation devrait au contraire être protégée, il se trouvera privé de son usufruit.

§ II. — Critique du projet de la Commission de législation.

Le projet de la Commission des finances présente donc beaucoup d'insuffisances, beaucoup de lacunes qui n'ont certes pas échappé aux excellents juristes qu'elle renfermait. Le projet a été rédigé en hâte et mal étudié, aussi il nous apparaît que ses auteurs voulaient seulement faire voter le principe de l'Etat héritier réservataire en en réduisant la portée et les conséquences.

C'est de cet esprit que s'est inspirée la Commission de législation civile et criminelle qui, pour calmer certaines craintes, n'admettait l'Etat héritier réservataire qu'en présence de collatéraux.

On peut se demander si les limites fixées à l'Etat héritier réservataire par la Commission de législation n'auraient pas été plus étendues qu'elle le soupçonnait au premier abord ? En effet, le principe de la fente, de la division de l'hérédité entre les deux lignes paternelle et maternelle, risque de multiplier les cas où l'Etat aura une vocation héréditaire : par exemple voici une veuve qui perd son fils unique : s'il n'a pas de parents paternels au degré successible, la mère est appelée à toute la succession. Mais si des collatéraux paternels se présentent, l'Etat viendra en concours avec eux, et fera mettre les scellés et inventorier les souvenirs de l'enfant mort. C'est là justement ce que voulait éviter la Commission de législation : à savoir l'Etat héritier réservataire en présence de parents au premier degré.

En outre, il est difficile de concevoir l'Etat héritier réservataire, vis-à-vis de certains parents éloignés alors qu'il ne le serait pas à l'égard de certains autres. Une réserve qui ne jouerait que lorsque la succession serait déférée au dernier ordre de successibles serait un véritable monstre juridique et aboutirait à des résultats pour le moins étranges : par exemple : j'ai un frère; il n'est pas réservataire; mais cependant il écarte l'Etat réservataire : les dons et legs que j'ai pu faire et qui réduisent ainsi sa part sur mon héritage sont inattaquables : supposons qu'il meure avant moi; ma succession étant alors déférée à un cousin, les dons et legs en question pourront être réduits de moitié. Quelle instabilité, quel doute cela ferait naître!

Ainsi la conception hybride de la Commission de législation ne nous semble pas pouvoir être viable : pour être logique, on est obligé d'admettre l'Etat héritier dans tous les cas ou de ne pas l'admettre du tout : les défauts que nous venons de signaler ne tiennent pas à une rédaction trop rapide, elles tiennent à la nature même des choses : si l'on admet le principe de l'Etat héritier réservataire il déroulera fatalement ses conséquences, c'est donc le principe même qu'il convient de critiquer.

SECTION III.

CRITIQUE DU PRINCIPE DE L'ETAT HERITIER RESERVATAIRE.

Le principe de l'Etat héritier réservataire encourt des critiques de deux ordres différents : 1^o des critique d'ordre juridique et social, 2^o d'ordre économique.

§ I. — Critique d'ordre juridique et social.

Admettre l'Etat héritier réservataire, c'est bouleverser complètement le fondement de la vocation héréditaire. Sur

quoi repose en effet notre système successoral? Sur deux bases essentielles : 1° sur la famille issue du mariage et 2° sur l'affection présumée du défunt.

Le Code civil a, sur ce point, comme sur tant d'autres, fait œuvre transactionnelle entre le système du droit coutumier, celui du droit écrit et aussi dans une certaine mesure du droit intermédiaire.

L'hérédité apparaît comme une conséquence naturelle du lien de parenté, de la solidarité familiale, quant à la réserve, elle est l'expression matérielle des devoirs, particulièrement rigoureux dont l'individu se trouve tenu envers ses propres parents, elle nous semble dériver dans une certaine mesure de l'obligation alimentaire.

La dévolution successorale est donc fondée sur les droits et les devoirs de la famille : « C'est, comme l'a dit M. Turgeon¹, le droit de l'enfant de recueillir la succession parce que l'enfant est l'œuvre des parents et qu'il reçoit de ses ancêtres, avec le sang qui coule dans ses veines, l'hérédité physique, intellectuelle et morale. Et c'est le devoir de l'enfant de transmettre à son tour à ses descendants ce qu'il a reçu de ses ancêtres : parce que l'héritage est un legs de tout le passé de la famille, à tout l'avenir de la famille ».

Dans notre système successoral les parents seuls recueillent l'héritage de celui qui était leur parent : placer l'Etat sur le même pied que la famille serait rompre avec la tradition la plus sûre et la plus ancienne du droit français, ce serait admettre ce qu'aucune autre législation civilisée n'admet² : quand il vient pour recueillir une succession en déshérence certains pays assimilent l'Etat à un successible, d'autres ne lui reconnaissent le droit d'appréhender ces biens que

1. Ch. Turgeon, le socialisme et le droit d'hérédité. *Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, t. I, fasc. 2, p. 163 et suivants.

2. La Russie des Soviets elle-même vient d'abroger par les décrets du 29 janvier et 15 février 1926, l'article 416 de son Code civil, qui limitait le droit de succession tant intestat que testamentaires à 10.000 roubles-or : ce régime mettant obstacle au développement du capital privé.

Cf. Tager, avocat à l'ancien barreau de Moscou (*Bulletin mensuel de la Société de législation comparée*) n° 10-12, octobre-décembre 1926.

parce qu'ils sont sans maître. La question, comme nous l'avons montré aux chapitres précédents, est débattue en droit français, on incline de nos jours pour la seconde de ces solutions, mais ce n'est là qu'une controverse d'école dont les intérêts pratiques ne sont pas considérables. De l'Etat successeur à l'Etat héritier réservataire il n'y a pas seulement une question de plus ou de moins, il y a un abîme que l'on ne saurait franchir sans attenter gravement aux droits les plus sacrés de la famille.

Il ne s'agit là, qu'on s'en rende compte ou non, d'une nouvelle étape vers sa « socialisation ». Une certaine philosophie, une certaine littérature essaye d'ébranler les bases morales de l'autorité et de la cohésion familiales : elle tente d'amoindrir le respect que doivent avoir les enfants pour leurs parents, d'augmenter l'instabilité du mariage et de lui substituer progressivement l'union libre. Et, c'est à ce moment précis où la famille subit cette redoutable offensive qu'on saperait ses bases matérielles, qu'on porterait une main audacieuse sur son patrimoine ?

Mais, dira-t-on, la solidité du lien familial n'a rien à redouter d'une mesure de cette nature. Il est par son essence même extra-patrimonial, il ne saurait être touché par des considérations pécuniaires.

Ce serait là un raisonnement bien simpliste, que celui qui consisterait à vouloir ignorer, de parti pris, la nature même du composé humain : l'affection, c'est là la base primordiale de la famille, mais à côté l'élément patrimonial joue également un rôle qui ne peut être négligé.

La transmission du patrimoine, comme celle des qualités physiques et morales est une des formes de la continuité, de la vitalité du groupe familial : « Mon existence, comme disait Ihering¹, ne finit pas avec moi-même, elle profite à autrui : telle est la pensée du droit héréditaire ».

L'homme a conscience de ses devoirs envers ceux à qui

1. Ihering, *L'Evolution du Droit*, traduction Meulenaere, Paris, 1901, § 43.

il a donné la vie, il a le sens profond de sa responsabilité, n'est-ce pas là un sentiment éminemment louable, que celui qui l'incite à faire le sacrifice de ses jouissances personnelles en faveur de ses enfants ? Va-t-on le décourager et flatter l'égoïsme du possesseur de richesses en lui faisant ressortir qu'avec l'institution de l'Etat héritier réservataire il pourra la conserver, en jouir sa vie durant, tout le poids des charges fiscales devant être supporté par les générations futures ?

Une telle législation irait à l'encontre des aspirations naturelles de l'homme, des vœux de la nature et compromettrait la cause qu'elle croit servir : l'accroissement de la natalité ne pouvant être atteint que par un renforcement du lien familial.

Toute mesure, de quelque nature qu'elle soit, susceptible de porter atteinte à la famille, par ce fait même serait préjudiciable à la société : la famille est la plus naturelle, la plus nécessaire, comme aussi la plus ancienne des sociétés humaines, elle est antérieure à l'Etat, amoindrir sa cohésion, affaiblir son autorité serait ébranler les bases de la société dont elle est la cellule vivante.

§ II. — Critiques d'ordre économique.

C'est l'intérêt même de la société de ne point supprimer en tout ou en partie l'héritage familial : quelles que soient les critiques qu'on puisse adresser à cette institution, les avantages sociaux qu'elle procure sont si considérable qu'ils compensent largement ses inconvénients.

a) **L'héritage utile à la production des richesses.** — L'héritage est le plus fort stimulant à l'activité créatrice de l'homme : c'est là l'aiguillon de sa paresse, car, comme écrivait Stuart Mill : « L'erreur commune des adversaires de l'héritage, est de ne pas tenir compte de la paresse naturelle aux hommes, de leur tendance à la vie passive ».

Le philosophe anglais avait parfaitement raison, si l'hom-

me n'avait pas l'espoir d'assurer à ses enfants une vie meilleure que la sienne, que de richesses ne verraient point le jour ! Qui oserait créer une entreprise, s'il savait qu'à sa mort elle tomberait en des mains étrangères : qui construirait, planterait des arbres, comme le vieillard de la fable, s'il n'avait l'espoir qu'ils abriteront ses descendants.

b) **L'héritage utile à la conservation des richesses.** — L'héritage n'est pas seulement utile à la production, à la création des richesses, il est encore utile à leur conservation. Il développe l'esprit d'économie et encourage l'épargne : au lieu de manger son bien avec son revenu pour des jouissances personnelles ; l'homme s'efforce de l'accroître.

Ainsi, se forment les capitaux : l'utilité et le rôle joués à notre époque de grande industrie par le capital ne sauraient être contestés. Toute l'organisation industrielle et économique moderne nécessite pour son fonctionnement l'existence de capitaux sans cesse accrus. On est obligé de faire appel à leur concours chaque fois qu'il s'agit de faire quelque chose de grand dans les travaux publics ou l'industrie privée. Or, seule l'épargne a permis leur accumulation progressive, et elle n'a pu atteindre ce résultat que grâce à l'hérédité qui a permis la transmission des richesses mises en réserves.

Qu'arriverait-il si l'on supprimait l'héritage familial, ce merveilleux ressort de l'activité économique, si l'on décrétait qu'une partie plus ou moins importante de la fortune privée serait à la mort des individus recueillie par l'Etat et irait s'engloutir dans le gouffre immense du budget ? La conséquence ne se ferait point attendre ; la production fléchirait brusquement : le travail individuel se ralentirait chacun restreignant ses besoins pour diminuer ses fatigues, la formation des capitaux diminuerait dans une proportion effrayante, c'est ce que reconnaissent même les adversaires de l'hérédité. M. Rignano¹ a écrit : « Si l'épargne sur le

1. Rignano, *La Question de l'héritage, Introduction d'A. Landry*, p. 21, 22 (Bibliothèque socialiste).

total du produit social annuel et la continuelle formation des capitaux qui en est la conséquence venait à cesser ou diminuait considérablement, non seulement la montant total des capitaux d'une nation n'augmenterait pas, mais il diminuerait avec une épouvantable rapidité ». Il ne se formerait plus de capitaux nouveaux, on vivrait sur les capitaux anciens, qui eux-mêmes s'épuiseraient vite et au bout de quelques générations notre société retournerait à la barbarie primitive, car qu'est-ce que la barbarie si ce n'est l'absence de capital et d'héritage ?

Ainsi donc, l'institution de l'héritage se justifie par son utilité, par son but social, comme du reste la propriété individuelle qui lui est intimement liée¹; attaquer l'héritage c'est porter atteinte à la propriété; car cette dernière, si elle était purement viagère ne serait qu'une propriété tronquée, décapitée : elle perdrait toute sa puissance créatrice, car, comme l'a dit M. Vallier² « La propriété individuelle ne produit son maximum d'utilité que lorsqu'elle est comme imprégnée de l'idée d'avenir ».

Admettre l'Etat héritier réservataire ne serait pas tenir suffisamment compte de ces réalités économiques et sociales : se serait, en confisquant une partie de son patrimoine, désorganiser notre famille française, et, sous des prétextes fiscaux, apporter le trouble dans toute notre économie nationale.

2. Duguit, *Traité de Droit constitutionnel*, t. III, p. 619. « La propriété n'est plus le droit subjectif du propriétaire. elle est la fonction du détenteur de richesses. »

2. Vallier, *Fondement du droit successoral*, p. 589.

CONCLUSION

Nous venons d'étudier les diverses conceptions du droit de l'Etat en matière successorale du Code civil à nos jours : nous voudrions en terminant résumer en quelques mots les grandes lignes de l'évolution qui s'est produite dans les idées et dans les faits.

Le droit de l'Etat a évolué. Considéré d'abord, comme l'exercice d'un droit de déshérence, d'un droit sur les biens vacants et sans maîtres, il tend de nos jours en doctrine et en jurisprudence à être assimilé à un véritable droit de succession : l'augmentation croissante de l'impôt successoral, la limitation de l'hérédité en ligne collatérale n'a fait que donner plus de force à cette opinion.

Si elle nous apparaît comme la manifestation certaine d'une tendance à étendre les droits de l'Etat, jusque là elle ne heurte néanmoins aucun principe : l'Etat ne se trouvant appelé à la succession qu'après les parents et ne venant jamais en concours avec eux.

Bien différente serait l'application de l'Etat héritier réservataire : outre des conséquences économiques désastreuses, elle bouleverserait complètement le fondement de notre droit successoral et ébranlerait les bases mêmes de la famille.

Depuis un siècle, nous assistons à une évolution de notre législation familiale dans le sens nettement individualiste : le rétablissement du divorce ; le statut de l'enfant naturel, et en particulier la loi de 1915 sur la légitimation des enfants adultérins et incestueux sont des manifestations de ce « ro-

mantisme juridique » dont M. le professeur Bonnecase a fait une pénétrante critique, dans son dernier ouvrage : *Science du droit et Romanisme*.

Ici, au contraire, l'évolution se fait dans le sens socialiste et, chose curieuse, les résultats auxquels on aboutit sont identiques : à savoir la désorganisation de la famille.

Or, si le cercle de cette dernière s'est rétréci, elle s'est comme résorbée sur elle-même, et les membres qui la composent sont peut-être plus fortement que jadis resserrés par les liens naturels d'affection.

Qu'on restreigne donc, à la rigueur, si on le juge nécessaire, l'hérédité *ab intestat* du 6^e au 4^e degré, mais qu'on ne confisque pas les successions dévolues aux proches parents : aux enfants, aux frères et sœurs, aux père et mère, à la famille dans son expression la plus vraie, la plus vivante.

Telle nous semble être la formule conciliatrice, qui, tout en respectant les droits essentiels de la famille dans son état actuel, ferait une place meilleure à la collectivité.

Vu, le Doyen,
L. DUGUIT.

Vu, le Président de la Thèse,
H. VIZIOZ.

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 28 mars 1928.

Le Recteur de l'Académie,
Pour le Recteur,
Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
G. CIROT.

BIBLIOGRAPHIE

Auteurs

- Aubry et Rau.** — *Cours de Droit civil français*, d'après la méthode de Zachariæ, revue par Etienne Martin, 5^e éd. 1919.
- Bacquet.** — *Traité du domaine*, Lyon-Daplain, 1744.
- Beaudry-Lacantinerie.** — *Précis de Droit civil*, 12^e éd. 1922.
- Bodin.** — *De la République*, 1579.
- Boistel.** — *Philosophie du Droit*, Paris, Thorin, 1870.
- Colin et Capitant.** — *Cours élémentaire de Droit civil*, 4^e éd. 1923.
- Ambroise Colin.** — *Le droit de succession dans le Code civil*; livre du centenaire.
- De Laurière.** — *Glossaire du Droit français*, 1704.
- Demante.** — *Cours du Code civil*, 1853.
- Demolombe.** — *Cours du code Napoléon*, 1847.
- Duguit.** — *Traité du Droit constitutionnel* en 5. vol. 2^e éd. 1925.
- Duranton.** — *Cours de droit français*, 1844.
- Fenet.** — *Travaux préparatoires du code civil*, 1836.
- Ihering.** — *L'évolution du droit*, trad. Meulenaere, Paris 1901.
- Laurent.** — *Principes de droit civil*, 1876.
- Lebret.** — *Œuvres*, Paris, 1642.
- Lefebvre de la Planché.** — *Traité du domaine*, Paris, 1764, 3 vol.
- Loché.** — *Législation de la France*, 1827.
- Loysel.** — *Instituts coutumiers*. éd. Dupin et Laboulaye, 1846, 2 vol.
- Malleville.** — *Analyse raisonnée de la discussion du code civil au Conseil d'Etat*, 1805, 4 vol.
- Montesquieu.** — *Esprit des lois*. Paris, 1796, 5 vol.
- Planiol.** — *Traité élémentaire de droit civil*, avec la collaboration de Georges Ripert, 10^e éd. 1927.
- Pothier.** — *Traité des fiefs*. 1776.
- Pillet et Niloyet.** — *Droit inter. privé*, 1924.
- Poullain du Parc.** — *Principes du droit français*, 1771.
- Rousseau.** — *Du contrat social ou principes de droit politique*.
- Toulier.** — *Théorie du code civil*, 1840.

Weill. — *Histoire du mouvement social en France (1852-1924)*, 3^e éd. 1924.

Weiss. — *Traité élémentaire de droit international*, 1886.

Brochures et revues.

Bulletin des Lois.

Bulletin mensuel de la société de législation comparée.

Gazette du palais — Gazette des tribunaux.

Journal Clunet.

Journal officiel. — Documents et débats parlementaires.

Journal du palais.

Journal des notaires et des avocats.

Lescoeur. — *Les lois nouvelles.* Pourquoi et comment on fraude le fisc. Paris, Blond, 1909, in-8.

Les lois nouvelles.

Répertoire général de l'enregistrement. — Garnier, 7^e éd. 1891.

La réforme sociale.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue trimestrielle de droit civil.

Rignano. — *La question de l'héritage*, introduct. de Laudry, bibliothèque socialiste, 1906.

Turgeon. — *Le socialisme et le droit d'hérédité — Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, 1906.

Thèses

Bigallet. — *De l'hérédité collatérale*, Paris, 1898.

Chevalier. — *L'évolution du droit de l'Etat dans les successions et la question de l'héritage*, thèse Grenoble, 1925.

De Georgis. — *L'Etat héritier*, thèse, Paris, 1912.

Deloume. — *L'Etat considéré comme successeur aux biens*, Toulouse, 1898.

Fildemann. — *La nature juridique de la transmission par décès et la succession des parents légataires*, Paris, 1909.

Gastambide. — *L'enfant devant la famille et l'Etat*, Paris, 1902.

Greiff. — *Droits de l'Etat en mat. de succession*, Paris, 1888.

Niboyet. — *Conflits de lois relatifs à l'acquisition de la propriété et des droits sur les meubles corporels à titre particulier*, Paris, 1912.

Tassain. — *La déshérence*, Paris, 1897.

Vallier. — *Le fondement du droit successoral en droit français*, Paris, 1902.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

PREMIERE PARTIE

LES THEORIES DE LA DÉSHÉRENCE

CHAPITRE PREMIER

Théorie d'après laquelle l'Etat est considéré comme recueillant les biens en déshérence, à titre de biens vacants et sans maître

Section I. — <i>La doctrine</i>	12
§ 1. — Arguments historiques	13
§ 2. — Arguments juridiques	14
Section II. — <i>La jurisprudence</i>	16
§ 1 ^{re} . — Le cas d'exhérédation	16
§ 2. — La question de droit international privé	20

CHAPITRE II

Théorie de l'Etat propriétaire éminent

Section I. — <i>Origine historique et philosophique de cette théorie</i>	25
Section II. — <i>Les prétentions de l'Administration de l'enregistrement et la jurisprudence</i>	29
§ 1. — Les premières décisions assimilant l'impôt de mutation par décès à un droit de prélèvement	30
§ 2. — Ledéveloppement de la théorie de l'Administration de l'Enregistrement	32
1 ^o résistance des Cours de province	32
2 ^o la jurisprudence de la cour de Paris	33

Section III. — <i>Echec de cette théorie : arrêt de cassation de 1857</i>	36
---	----

CHAPITRE III

Théorie de l'Etat successeur.

Section I. — <i>Premières manifestations de la conception de l'Etat successeur en jurisprudence</i>	39
Section II. — <i>Pénétration de la conception de l'Etat successeur chez le législateur (ou les propositions de loi tendant à limiter l'hérédité en ligne collatérale vers 1880)</i>	41
Section III. — <i>L'arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1901</i>	47
Section IV. — <i>La jurisprudence postérieure</i>	50
§ 1. — Dans le cas d'exhérédation	50
§ 2. — Dans le domaine du droit international privé ..	56
Section V. — <i>La doctrine</i>	59
§ 1. — Arguments tirés de la similitude du droit de l'Etat avec celui d'un successeur ordinaire	59
§ 2. — Argument tiré du droit de succession de certains établissements publics	64
§ 3. — Argument tiré de la limitation par la loi du degré de successibilité	67
Section VI. — <i>La conception de l'Etat successeur dans la législation récente</i>	68
§ 1. — L'Etat successeur par suite de la limitation de l'hérédité collatérale	68
§ 2. — L'Etat successeur par suite de l'augmentation de l'impôt successoral	72

DEUXIEME PARTIE

THEORIE DE L'ETAT HERITIER RESERVATAIRE

CHAPITRE PREMIER

Origine de cette conception

Section I. — <i>La dette sociale</i>	78
Section II. — <i>La réserve sociale</i>	81
Section III. — <i>Antécédents historiques</i>	82

CHAPITRE II

Etude des récentes propositions de loi tendant à faire de l'Etat un héritier réservataire.)

Section I. — <i>Proposition Bokanowski du 26 juin 1915</i>	84
§ 1. — But de cette proposition	84
§ 2. — Critique de cette proposition	85
§ 3. — l'amendement Bokanowski de 1919	89
Section II. — <i>Contre-projet Ernest Lafont de 1920</i>	91
Section III. — <i>Proposition de loi de M. Palmade</i>	93
§ 1. — But de la proposition Palmade	94
§ 2. — Le système de la proposition Palmade	95
§ 3. — Le système de la Commission des Finances	100
§ 4. — Le système de la Commission de Législation civile et criminelle	101
§ 5. — Echec des projets de réforme successorale élaborés par la Commission des Finances et la Commission de Législation civile et criminelle	101

CHAPITRE III

Appréciation critique de la conception de l'Etat héritier réservataire.

Section I. — <i>Critique de l'Etat héritier réservataire envisagé comme moyen de poursuivre les fraudes successorales</i> ...	103
§ 1. — Les fraudes successorales en France	103
a) Importance de la fraude	104
b) Les moyens employés	104
c) Résultats à espérer : l'Etat réservataire empê- cherai-t-il la fraude?	109
§ 2. — Les avoirs à l'étranger	110
Section II. — <i>Critiques des conséquences entraînées par l'im- mixtion de l'Etat dans le règlement des successions</i>	114
§ 1. — Critique du projet de la Commission des Finan- ces	114
§ 2. — Critique du projet de la Commission de Législation	120

Section III. — <i>Critique du principe de l'Etat héritier réservataire</i>	121
§ 1. — Critique d'ordre juridique et social	121
§ 2. — Critique d'ordre économique	124
a) L'héritage utile à la production des richesses	124
b) L'héritage utile à la conservation des richesses	125
CONCLUSION	127

BORDEAUX. — Imprimerie J. BIÈRE
18, 20, 22, Rue du Peugue. — 1928.
